

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE DROIT DE TIMBRE
SUR LES
TITRES ÉTRANGERS

PAR

JOSEPH GAILLARD

RECEVEUR DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE

THÈSE POUR LE DOCTORÂT

Présentée et soutenue le 7 Novembre 1911, à 1 h. 1/2

Président : M. WAHL, professeur
Suffragants { *MM. TRUCHY, professeur*
JÈZE, agrégé

PARIS

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LE DROIT DE TIMBRE
SUR LES
TITRES ÉTRANGERS

PAR

JOSEPH GAILLARD

RECEVEUR DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Novembre 1911, à 1 h. 1/2

Président : M. WAHL, professeur

Suffragants { *MM. TRUCHY, professeur*
JÈZE, agrégé



PARIS

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1911

A MES PARENTS

LE DROIT DE TIMBRE SUR LES TITRES ÉTRANGERS

INTRODUCTION

Un des traits caractéristiques de la situation économique de la France, à l'époque contemporaine, est l'accroissement continu de l'importance des valeurs mobilières. Depuis la seconde moitié du xix^e siècle, grâce au progrès du commerce et de l'industrie, la fortune mobilière a pris un développement considérable. Les titres négociables, qui étaient à peu près inconnus au moment de la promulgation des lois fondamentales sur l'Enregistrement et le Timbre (Lois du 22 frimaire, an VII, et du 13 brumaire, an VII) représentent actuellement un des éléments les plus importants des fortunes privées. En 1800, 10 valeurs seulement étaient inscrites à la cote officielle ; il y en avait 402 en 1869, et leur nombre s'élevait à 1155 en 1906, sans compter celui des valeurs figurant dans

la seconde partie de la cote, et aussi celui des titres qui se négocient en coulisse ou sur le marché en Banque. M. Alfred Neymark estimait que les titres mobiliers négociés en France pouvaient atteindre, au 31 décembre 1906, 150 à 155 milliards de francs. Sur cet ensemble de valeurs, les capitalistes français possèdent en propre, d'après les évaluations de M. Neymark, environ 100 milliards, qui sont répartis de la façon suivante : 70 milliards de fonds et titres français, 30 milliards de fonds et titres étrangers. L'importance des valeurs étrangères se révèle par ce tableau ; elle représente 30 0/0 de la fortune mobilière française. La même proportion se retrouve, d'ailleurs, si l'on considère les valeurs énoncées dans les déclarations de succession (Neymark, *Capital et revenu des valeurs mobilières en France*, Statistique nouvelle au 31 décembre 1906, Paris, Alcan et Guillaumin, 1908). En 1908, sur un chiffre global de 7 milliards 426 millions, montant des biens déclarés après décès, il y avait pour 4 milliards 90 millions de biens meubles de toute nature, savoir : 1° numéraire, dépôts en Banque, Livrets de Caisse d'Épargne, assurances sur la vie, créances, meubles corporels, fonds de commerce : 1.777 millions ;
2° valeurs mobilières françaises 1.613 millions ;
3° valeurs mobilières étrangères 700 millions ;
Soit au total : 4.090 millions.

Il résulte de ces données que les valeurs françaises représentaient, en 1908, 70 0/0 des valeurs mobilières, tandis que les valeurs étrangères n'en formaient que 30 0/0 (A noter que, dans les déclarations de succession, le chiffre de 7 milliards 426 millions représente l'actif global ; mais, si l'on en déduit le passif, l'actif net s'élève seulement à 5 milliards 530 millions).

Il est intéressant de rechercher si, de tout temps, les Français ont donné une semblable affectation à leur fortune. Si l'on remonte jusqu'en 1898, on voit que les titres français entraient pour 78 0/0 dans le total des valeurs mobilières, et les titres étrangers pour 22 0/0. Au cours de la période décennale de 1898 à 1908, il s'est donc opéré un changement dans la composition des fortunes françaises. En 1898, les rentes sur l'Etat français et les autres valeurs du Trésor s'élevaient à 492 millions de francs. En 1908, elles n'atteignent plus que 400 millions, soit une diminution de 92 millions. Au contraire, les fonds d'Etat étrangers, qui ne formaient en 1898 qu'un total de 187 millions de francs, sont passés, en 1908, à 342 millions, soit une augmentation de 155 millions. Les autres valeurs françaises, pendant la même période, ont progressé de 65 millions de francs, tandis que ces mêmes valeurs relevant de l'étranger se sont accrues de 104 millions. On peut donc dire, d'une

façon générale, que toutes les valeurs étrangères ont suivi une progression beaucoup plus forte que celle constatée sur les valeurs françaises.

Quelle est la raison qui a déterminé les capitalistes à rechercher les titres étrangers comme mode de placement ? On a dit très souvent et M. Caillaux notamment soutenait cette thèse, lors de la discussion de son projet d'impôt sur le revenu, dans la séance de la Chambre du 8 février 1909 que cet exode des capitaux français était surtout le résultat de la législation privilégiée appliquée aux titres étrangers.

Il y a là une grande part de vérité, principalement en ce qui concerne les fonds d'Etat ; mais il faut aussi tenir compte de cette idée que la plupart des placements étrangers donnent un revenu bien supérieur à celui qu'on peut obtenir avec des valeurs françaises. Ce déplacement des capitaux français n'est pas un mal pour le pays, pourvu toutefois qu'il n'atteigne pas de trop grandes proportions. L'épargne française ne trouve pas sur le sol national un champ d'activité suffisant ; dès lors, il serait d'une mauvaise politique économique de l'obliger à s'employer uniquement dans nos industries. Nos industriels eux-mêmes n'emploient pas la totalité de leurs bénéfices à améliorer leur outillage ou à développer leurs entreprises. De même que le surplus de notre production doit trouver

preneur à l'étranger, de même l'excédent de notre épargne nationale doit trouver à s'employer et à fructifier dans les placements à l'étranger. L'exode de nos capitaux constitue donc un débouché pour l'épargne qui n'a pu découvrir sur notre territoire un emploi suffisamment rémunérateur; l'abondance des capitaux amènerait un abaissement de la valeur de l'argent, et les placements à l'étranger jouent, dans notre économie nationale, le rôle d'un véritable régulateur du taux de l'intérêt. Actuellement, avec l'extrême morcellement de la fortune en France, il y a bien peu de portefeuilles qui ne possèdent pas quelques valeurs étrangères : fonds d'Etats, ou actions ou obligations de Villes, Sociétés ou Corporations étrangères. Cet accroissement de l'importance de ces valeurs n'est pas un fait nouveau : il a commencé vers 1870, et il se continue en prenant chaque jour un peu plus d'extension.

Aussi depuis longtemps le législateur s'est-il préoccupé d'assujettir ces titres à des taxes particulières, à *des impôts équivalents* à ceux que supportent les actions et obligations des Sociétés françaises. Il serait inconcevable, en effet, que les titres étrangers ne supportent pas sur notre territoire des charges fiscales équivalentes à celles qui pèsent sur les titres français. Le développement des entreprises nationales serait compromis, si une pareille inégalité était consacrée par le législa-

teur. Cependant, jusqu'en 1857, les titres des Sociétés, Villes, Corporations étrangères et des États étrangers n'étaient soumis, en France, qu'aux dispositions générales de la loi fiscale. Même après la loi du 5 juin 1850, qui établit pour la première fois un droit spécial, le droit de timbre sur les valeurs françaises, les titres étrangers ne furent pas immédiatement frappés par cette taxe. Ils n'y étaient assujettis que d'après les règles tracées par les art. 13 et 15 de la loi du 13 brumaire an VII, c'est-à-dire dans le cas seulement où il en était fait usage en France. On les assimilait alors aux effets de commerce pour l'application du tarif. C'est ce qui avait été expressément décidé par le Ministre des Finances, le 13 mars 1851 (*Instruction de l'Enregistrement* n° 1877). La loi du 23 juin 1857, qui établit sur les valeurs françaises un second droit, celui de transmission, se préoccupa de mettre fin à l'immunité dont jouissaient les valeurs étrangères circulant en France au détriment de nos propres valeurs ; en conséquence, les actions et obligations émises par les Sociétés, Compagnies ou entreprises étrangères, furent soumises à des droits de timbre et de transmission équivalents à ceux dont sont frappées les valeurs françaises ; de plus, la loi du 30 mars 1872, art. 1^{er}, al. 4, a appliqué la même extension aux titres émis par les Villes, Provinces, Corporations étrangères et tous

autres établissements étrangers. Enfin, la troisième taxe établie sur les Sociétés françaises, l'impôt sur le revenu, créé par la loi du 29 juin 1872, a été immédiatement étendu aux titres étrangers, et la loi nouvelle a rattaché l'exigibilité de cet impôt, ainsi que les autres taxes de timbre et de transmission, au simple fait de l'émission ou de la circulation de ces titres sur le marché français (art. 4 de la loi). Toutefois, pour la mise en œuvre du principe d'équivalence, les différents procédés employés ont abouti à ce résultat, pour le droit de timbre notamment, que les deux séries de valeurs, les françaises d'un côté, les étrangères de l'autre, ne suivent pas des règles fiscales absolument identiques ; il y a notamment un régime particulier pour les fonds d'Etat étrangers, et les taxes concernant les actions et obligations des Sociétés étrangères sont calculées sur des bases qu'on ne retrouve pas pour les valeurs correspondantes françaises. De là l'importance qu'il y a, avant de commencer une étude sur le droit de timbre des titres étrangers, à déterminer, d'une façon précise, quels sont ces titres ou valeurs ; en d'autres termes, à quel critérium reconnaît-on la nationalité d'un titre ou d'une valeur ? La nationalité des titres est nécessairement déterminée par celle des Sociétés, Compagnies, entreprises, Corporations, Villes, Provinces ou Etablissements qui ont émis

les actions, les obligations ou les titres d'emprunt passibles des taxes ; « en effet, une valeur est française ou étrangère suivant que le débiteur est domicilié en France ou à l'Etranger » (Wahl, *Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières*, 1909, tome II, n° 2685). Il n'y a pas à tenir compte du lieu où est domicilié le créancier ; il ne faut pas s'arrêter davantage au lieu où les titres ont été émis, ni aux lieux où ils circulent, ni même à la législation sous l'empire de laquelle les circonstances de l'émission ont pu les placer. Les différents textes qui déterminent le régime fiscal des titres étrangers visent, en effet, non pas les titres étrangers, mais les titres (actions, obligations, etc.) des Sociétés, Compagnies, entreprises, Corporations, Villes et Provinces étrangères ; et il résulte de là que la loi a eu en vue l'extranéité des Sociétés, plutôt que celle des titres eux-mêmes, quand elle a édicté les règles spéciales aux valeurs étrangères.

En conséquence, ces dispositions sont applicables dès lors que les Sociétés ou les Etablissements qui ont émis les titres sont étrangers, à la condition « que le siège social, effectif et sérieux, n'ait pas été transporté à l'étranger d'une manière purement fictive, dans le dessein d'échapper aux règles d'ordre public édictées par la loi française pour la création et le fonctionne-

ment des Sociétés » (Cass. Req., 22 déc. 1896, S. 97, 1, 84 ; D. 97, 1, 159).

On pourrait cependant élever une objection en ce qui concerne le droit de timbre, et dire qu'en vertu de la règle *locus regit actum*, les actes étant soumis à la législation du territoire sur lequel ils sont passés, les titres émis à l'étranger doivent être exemptés du timbre en France. Mais il résulte des travaux préparatoires de la loi du 5 juin 1850 que le législateur a entendu imposer moins le titre lui-même que les diverses transmissions dont il peut être l'objet pendant son existence. En conséquence, le droit de timbre établi en 1850 correspondant, en réalité, à un véritable impôt de transmission, doit frapper les titres émis à l'étranger. Il n'y a donc à considérer que la nationalité de la Société ou de l'Etablissement qui a émis les titres ou contracté un emprunt, pour savoir s'il y a lieu d'appliquer le régime fiscal des titres français ou celui des titres étrangers. Or, d'après la jurisprudence, c'est le siège social qui caractérise la nationalité des valeurs et de la Société (Cass. 17 avril 1866, S. 66, 1, 191 ; 20 juin 1870, S. 70, 1, 373 ; 29 mars 1898, S. 01, 1, 70 ; 17 juillet 1899, S. 1900, 1, 339). « Il n'y a donc pas à se préoccuper du centre de l'exploitation. » (Wahl, *op. cit.*, n° 2687). Certaines législations ont prévu la question ; ainsi la loi belge du 14 mars 1873 (art. 129) con-

sidère le principal établissement en Belgique comme caractéristique de la nationalité belge. Le centre d'exploitation est aussi prévu par la loi italienne de 1882 (art. 230) comme fixant la nationalité d'une Société. La loi espagnole (Code de commerce, art. 28 et 41) prend comme critérium le siège social adopté dans les statuts.

La loi française est muette à cet égard ; d'où un désaccord entre les jurisconsultes pour la solution du problème. Certains se sont attachés à la nationalité de la Société ; mais ce point de vue est aujourd'hui complètement abandonné ; il est, en effet, difficile d'admettre que la nationalité des associés, qui est généralement inconnue, surtout dans les Sociétés par actions, puisse influencer sur la nationalité de la Société, qui est une personne morale, et qui, par suite, a une existence distincte de celle des personnes qui la composent. D'autres ont considéré que la nationalité est indiquée par le lieu où a été rédigé l'acte constitutif de la Société. Mais ce second système a été formellement rejeté par le Congrès des Sociétés par actions qui a été tenu en 1900. Il serait, en effet, trop facile d'assigner à une Société une nationalité quelconque en dressant les statuts dans un pays avec lequel la Société ne devrait avoir par la suite aucune attache juridique. D'après quelques auteurs, et notamment MM. Lyon-Caen et Renault, il conviendrait de

prendre pour critérium le centre d'exploitation (système suivi par les lois belge et italienne, Cf. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, tome II, n° 1165). Mais cette conception se heurte à de graves objections ; elle entre difficilement en application, lorsque la Société opère dans plusieurs pays différents. Il faut écarter, pour les mêmes motifs, la théorie qui fixe la nationalité de la Société suivant le lieu des souscriptions, ou suivant le lieu d'origine du fonds social ; car, comment résoudre la question, en cas de souscriptions ouvertes dans plusieurs pays ? Le système adopté par la doctrine et la jurisprudence françaises est celui de la loi espagnole : la nationalité d'une Société se détermine d'après son siège social ; « c'est celui où se réunissent les organes directeurs de la Société (Assemblée générale, Conseil d'Administration, etc.), c'est-à-dire d'où part l'impulsion donnée à l'exploitation » (Wahl, n° 2686). C'est là, en effet, qu'est concentrée la vie juridique de la Société (Cf. La jurisprudence rapportée par M. Wahl, *op. cit.*, n° 2686, note 5). Tel est aussi le critérium auquel s'est arrêtée l'Administration de l'Enregistrement (voir *Instruction*, n° 2405).

Une opinion nouvelle prétend toutefois qu'une Société pourrait se constituer selon la loi qu'elle choisirait, pourvu qu'elle invoque des raisons sérieuses et qu'elle agisse sans aucune fraude.

(voir *Revue de droit international privé*, 1910, p. 421). Mais cette doctrine se heurte à la règle qu'une Société ne peut s'attribuer une autre nationalité que celle qui dépend du lieu dont toute personne physique ou morale est originaire (Wahl, *op. cit.*, n° 2689). C'est donc le siège social qui fixe la nationalité d'une société. Les titres émis par les Villes, Provinces, Corporations, Etablissements publics étrangers, ont été entièrement assimilés à ceux des Sociétés étrangères (Lois des 30 mars 1872, art. 1, et 29 juin 1872).

Mais il ne faut pas assimiler aux Sociétés étrangères les Sociétés coloniales ; celles-ci sont placées, pour leurs actions et obligations, sous le régime fiscal établi dans la colonie où elles ont leur siège social. Toutefois, la pratique de l'Administration de l'Enregistrement décide que les Agences ouvertes en France par les Banques coloniales, et qui fonctionnent comme succursales du siège social, pour le service des titres et le payement des dividendes, constituent une entreprise française et se trouvent soumises, pour le droit de timbre et les deux autres taxes, aux principes qui régissent les autres Sociétés françaises (D. M. F. du 24 février 1853, Primot, *Traité du régime fiscal des actions et obligations*, 1891, n° 1074). Mais cette manière de voir est très contestable, puisque les succursales d'une Société n'ont pas une personnalité

distincte de celles-ci (Wahl, *op. cit.*, n° 2759).

De même, sont exemptés des trois taxes les emprunts émis en France par les colonies françaises. A raison de l'autonomie de la colonie émetteuse, ces emprunts ont le caractère d'effets publics français, dispensés du timbre par la loi du 13 brumaire an VII, art. 16, n° 1, al. 2 (D. M. F. 23 mars et 17 août 1903, *Instruction* n° 3143). Cette règle a été appliquée aux obligations des emprunts de Madagascar et du Protectorat de l'Annam-Tonkin, qui sont considérés comme des valeurs coloniales. Ces valeurs peuvent donc être énoncées dans les actes sans faire mention du Timbre.

Il en est autrement des titres d'emprunt des pays soumis au protectorat de la France sous un souverain étranger (tels que la Tunisie), et des actions ou obligations émises par les Sociétés ayant leur siège social dans un pays de ce genre. Ces valeurs sont traitées comme étrangères au point de vue de l'impôt. Ainsi, dans les relevés semestriels des titres des Sociétés étrangères figurent plusieurs Sociétés tunisiennes : Crédit Foncier de Tunisie, Société des Eaux du Sahel, Société des fermes françaises de Tunisie ; et il est défendu d'énoncer ces diverses valeurs dans les actes sans se conformer aux prescriptions de la loi fiscale.

Sachant ainsi comment on peut distinguer les Sociétés françaises et les Sociétés étrangères, nous

diviserons l'étude du droit de timbre sur les titres étrangers en deux parties :

Première partie : Le droit de timbre sur les titres étrangers soumis à la taxe annuelle d'abonnement, c'est-à-dire sur les titres de Sociétés, Compagnies, Entreprises, Villes et Corporations étrangères, qui sont soumis au timbre par abonnement dans des conditions différentes de celles applicables aux valeurs françaises analogues.

Deuxième partie : Le droit de timbre sur les titres étrangers non soumis à la taxe annuelle d'abonnement, c'est-à-dire le timbre au comptant, exigible :

1° Sur les titres des Sociétés et Etablissements publics étrangers, qui sont l'objet, en France, soit de négociations purement privées, distinctes de l'émission ou de l'introduction, soit d'un usage, en France, par acte public ou sous seing privé, de la part des particuliers ;

2° Sur les titres de rentes, emprunts, et autres effets des Gouvernements étrangers ; à ces titres s'applique un droit de timbre spécial dont le paiement s'opère au comptant.

PREMIÈRE PARTIE

Le droit de timbre par abonnement sur les titres des Sociétés et des Etablissements étrangers.

Nous étudierons dans trois chapitres : 1° L'histoire ; 2° la législation actuelle ; 3° les projets de réforme.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU RÉGIME DE L'ABONNEMENT AU TIMBRE SUR LES TITRES ÉTRANGERS

Nous avons vu déjà qu'avant 1857 les titres étrangers circulant en France bénéficiaient d'une véritable immunité fiscale, au préjudice des valeurs françaises. En effet, la loi du 5 juin 1850, sur le timbre des titres des Sociétés françaises, n'avait édicté aucune disposition à l'égard des valeurs étrangères ; celles-ci demeuraient donc soumises aux dispositions générales de la loi fiscale, et, notamment, pour le droit de

timbre, suivaient les règles tracées par les art. 13 et 15 de la loi du 13 brumaire, an VII. Les valeurs de Bourse étrangères qui circulaient en France se trouvaient donc affranchies de certaines taxes qui grevaient les mêmes valeurs françaises. Il y avait là une anomalie que fit disparaître la loi du 23 juin 1857. Cette législation n'édicte pas des mesures destinées à détourner les valeurs étrangères du marché français, elle se proposait seulement de les soumettre à des droits équivalents à ceux que supportaient nos propres valeurs. L'art. 9 de la loi du 23 juin 1857 porte, en effet, que « les actions et obligations émises par les Sociétés, Compagnies ou Entreprises étrangères, sont soumises en France à des droits *équivalents* à ceux qui sont établis pour la présente loi et par celle du 5 juin 1850 sur les valeurs françaises ; elles ne pourront être cotées et négociées en France qu'en se soumettant à l'acquittement de ces droits ». Ainsi a été posé ce que la doctrine a appelé ensuite le principe d'équivalence ; ce principe a été développé plus tard notamment par l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 ; et la préoccupation constante du législateur a été d'assimiler expressément aux valeurs françaises, sous le rapport du timbre comme des autres charges fiscales, les actions, obligations, titres, emprunts des Sociétés et Etablissements publics étrangers qui se sont introduits dans notre pays ; en outre, le pouvoir réglementaire a été autorisé à prendre toutes les me-

sures nécessaires pour mettre en œuvre le principe nouveau, dont toutes les lois postérieures sur la matière affirment l'existence. Un règlement d'administration publique du 17 juillet 1857, art. 10, 11 et 12, assure l'exécution de la loi précédente. Les Sociétés ou Etablissements publics étrangers qui avaient été autorisés à faire coter leurs titres en France, soit à la Bourse de Paris, soit aux Bourses départementales, devaient dans le délai de deux mois à partir de la promulgation de la loi, faire agréer par le Ministre des Finances un représentant responsable en France et acquitter, sur le nombre imposable de leurs titres fixé par le Ministre, le droit de timbre par abonnement (0 fr. 06 0/0), auquel sont assujetties les actions et obligations françaises (art. 22 et 31 de la loi du 5 juin 1850), et la taxe annuelle et obligatoire de 0 fr. 25 0/0 (droit de transmission), sans aucune distinction entre les titres nominatifs et les titres au porteur. Un avis officiel inséré au *Moniteur* équivalait à l'apposition du timbre. Deux décrets des 11 janvier 1862 et 11 décembre 1864 (celui-ci abrogé par l'art. 5 du décret du 24 mai 1872) restreignirent l'arbitraire ministériel et vinrent fixer, d'après des bases déterminées, la quotité imposable des actions ou obligations des Sociétés et Etablissements publics étrangers cotées et circulant simultanément en France et à l'étranger. La loi du 13 mai 1863 (art. 6 à 9) fixait à 0, 50 0/0 le tarif et précisait les conditions d'exigibilité du droit

de timbre des titres de rentes, emprunts et autres effets publics des Gouvernements étrangers.

Le décret du 28 mars 1868, art. 1^{er}, admet les Sociétés et Entreprises étrangères dont les titres sont cotés aux Bourses françaises à profiter de la suspension de l'abonnement accordée par l'art. 24 de la loi du 5 juin 1850 aux Sociétés françaises qui ne distribuent à leurs actionnaires ni intérêt ni dividende, après la deuxième année d'improductivité. La loi du 23 août 1871 ajoute deux décimes au principal du droit de timbre de toute nature ; le tarif de 0 fr. 05 0/0 est ainsi porté à 0 fr. 06 pour tous les titres étrangers comme français.

La loi du 30 mars 1872 assujettit aux droits de timbre et de transmission les titres émis par les Villes, Provinces et Corporations étrangères, quelles que soient leurs dénominations, et par tout autre établissement public étranger. Ces titres ne pourront être cotés ou négociés en France qu'en se soumettant à l'acquittement de ces droits. En même temps, la loi prévoit, dans l'art. 2, les sanctions et prononce des amendes. Le décret du 24 mai 1872, art. 1^{er}, fixe le mode d'établissement et de perception des impôts du timbre et des transmissions. Il pose trois règles importantes : 1^o le nombre des titres des Sociétés étrangères imposables est fixé sur l'avis préalable d'une Commission composée ainsi qu'il suit : le Président de la Section des Finances au Conseil d'Etat, Président ;

le Directeur général de l'Enregistrement, le Directeur du mouvement général des fonds, un Régent de la Banque de France, le Syndic des agents de change de Paris ; 2° le nombre des titres imposables ne peut être inférieur, pour les actions, à un dixième, et pour les obligations, à deux dixièmes du capital ; 3° la quotité imposable peut être révisée tous les trois ans. Le décret du 25 janvier 1899 étend le bénéfice de la dispense d'impôt accordée par le décret du 28 mars 1868, en cas d'improductivité justifiée, aux Sociétés, Compagnies et entreprises étrangères dont les titres, bien que non cotés aux Bourses françaises, sont passibles du droit de timbre par abonnement en France (*Instruction* n° 2976).

Telles sont les principales lois relatives au timbre par abonnement des titres étrangers. De ces textes, les deux plus importants sont : la loi du 23 juin 1857 et celle du 30 mars 1872, car elles posent les principes fondamentaux de la législation fiscale actuelle dont nous allons maintenant faire l'étude.

CHAPITRE II

LA LÉGISLATION ACTUELLE

Toutes les fois que des Sociétés ou Etablissements publics étrangers veulent introduire en France une quantité de valeurs assez importante pour donner lieu à des négociations suivies et constituer un marché, ces collectivités doivent se soumettre à deux obligations principales : 1° Observer certaines formalités avant l'introduction de leurs titres en France ; 2° acquitter les taxes et, le cas échéant, les amendes que l'Enregistrement leur réclamera (Nous n'envisageons ici que le droit de timbre). — De là deux sections :

1° Formalités à remplir par les Sociétés étrangères avant l'introduction de leurs titres en France ;

2° Faits juridiques qui rendent les taxes exigibles sur les titres étrangers ; liquidation et paiement du droit de timbre par abonnement.

SECTION I

Formalités à accomplir par les collectivités étrangères avant l'introduction de leurs titres en France.

Les collectivités étrangères doivent observer les formalités suivantes : 1° Déclaration préalable à l'émission ; 2° engagement de payer les droits ; 3° désignation d'un représentant responsable ou un cautionnement ; 4° dépôt des statuts (Wahl, *op. cit.*, n° 2881).

1° *Déclaration des titres préalable à l'émission.* — Cette déclaration incombe aux intermédiaires et non à la Société, et elle ne comporte de sanction que contre les intermédiaires. D'après l'art. 2 du décret du 11 janvier 1862, il est prescrit aux représentants des Sociétés de fournir au Ministre une déclaration émanée des Conseils d'administration des dites Sociétés, et certifiée par le consul de France, faisant connaître l'importance du capital émis tant en actions qu'en obligations ; mais il ne semble pas que l'Administration exige, dans la pratique, l'accomplissement de cette formalité.

2° *Engagement de payer.* — Les collectivités étrangères doivent souscrire elles-mêmes l'engagement de payer les taxes qui seront exigibles en France,

à raison de l'introduction qu'elles désirent faire de leurs titres sur notre marché. Cette obligation résulte, comme le remarque M. Wahl (*Op. cit.*, n° 2883), des art. 9, al. 1, de la loi du 23 juin 1857 et 4 de la loi du 29 juin 1872. Les titres ne peuvent faire de la part des Sociétés l'objet d'un acte quelconque en France qu'en se soumettant à l'acquittement des taxes. Il y a donc lieu d'exiger un engagement écrit des Sociétés. L'acte contenant l'engagement de la Société étrangère d'acquitter les taxes et la désignation du représentant responsable doit être régulièrement souscrit par ses représentants légaux et conformément à ses statuts. Il doit être rédigé sur papier timbré. Aux termes d'une note officielle de l'Administration « cet acte devra, dans la plupart des cas, conformément aux statuts, être signé, en vertu d'une délibération spéciale du Conseil d'administration, par la personne ou les personnes désignées à cet effet. Les Sociétés remettront à l'appui du dit acte : 1° un exemplaire sur papier non timbré de leurs statuts, en langue française ; 2° un extrait, sur papier timbré, de la délibération spéciale du Conseil d'administration, lorsqu'il en aura été pris une, certifié conformément aux statuts » ; 3° toutes les autres pièces, rédigées sur papier timbré, qui, d'après les conditions particulières requises par leurs statuts, seraient nécessaires pour justifier de la régularité de l'engagement. Toutes les signatures devront être légalisées, savoir : celles

qui seront données en France, par le maire, ou à Paris par le Commissaire de police du quartier, et celles qui seront données à l'étranger, par les agents diplomatiques ou consulaires français (*Inst.*, n° 2804, § 4).

3° *Désignation d'un représentant responsable ou un cautionnement.* — L'obligation de désigner un représentant responsable, pour les Sociétés ou les Établissements étrangers qui veulent faire coter leurs titres en France, les y émettre par voie de souscription ou de négociation, ou même simplement les exposer en vente, consiste à faire agréer par le Ministre des Finances un représentant responsable de toutes les taxes que ces opérations doivent rendre exigibles. L'engagement pris par la Société ne présenterait pas, en effet, une garantie suffisante pour le Trésor, par suite de l'impossibilité de recourir à des voies d'exécution contre un débiteur à l'étranger, si le législateur n'avait eu le soin de prescrire d'autres mesures à cet égard. Le représentant responsable a son origine dans le décret du 17 juillet 1857, art. 10, rendu pour l'application de la loi du 23 juin précédent, laquelle a soumis pour la première fois les Sociétés étrangères aux taxes fiscales. Et son institution a été consacrée par les décrets du 6 décembre 1872, art. 3 et 4, et par la loi du 13 avril 1898 ; cette dernière loi permet d'y substituer un cautionnement en numéraire.

L'institution du représentant responsable donne lieu à

plusieurs questions : 1° Qui peut être choisi pour représentant responsable, et à quel moment doit-il être fourni ; 2° quelle est la nature et quelle est l'étendue de son obligation ; 3° la possibilité de le remplacer par un cautionnement pécuniaire.

1° Pour être agréé par le Ministre, ou, depuis le décret du 28 août 1896, par le Directeur général de l'Enregistrement, le représentant responsable doit être français (Décret du 6 déc. 1872, art. 3) (*contra* : M. Wahl, *Op. cit.*, n° 2906, note 3), d'une honorabilité et d'une solvabilité notoires. L'Administration, seule juge des intérêts du Trésor, agréée ou refuse librement le représentant responsable, et elle dispose à cet égard d'un pouvoir souverain d'appréciation. Comme les Sociétés étrangères éprouvent souvent de la difficulté à trouver en France une personne ayant une fortune suffisante ou possédant des immeubles d'une valeur suffisante pour offrir au Trésor une garantie sérieuse, elles choisissent le plus souvent comme représentant responsable l'établissement financier qui est chargé du service de leurs titres en France (Crédit lyonnais, Comptoir d'escompte, etc.). Une Société française présentant une situation prospère est toujours agréée par le Ministre des Finances. Elle doit déposer un exemplaire de ses statuts et une copie de son dernier bilan, le tout sur papier libre. Le représentant responsable doit souscrire un engagement semblable à celui de la Société étrangère, sur

papier timbré, et la signature doit être légalisée. L'Administration fournit aux intéressés des imprimés spéciaux pour les engagements des représentants : (*Inst.* 2979, n^{os} 141 et 142 de la nomenclature annexée).

L'engagement de représentant responsable doit être pur et simple, et ne saurait être subordonné à une condition ni à une réserve. Ainsi ne serait pas admis un engagement subordonné à la fixation d'une quotité imposable déterminée (solutions des 26 mai 1887, et 18 fév. 1893, *Traité alphabétique des droits d'enregistrement de M. Maguéro*, v^o, *Valeurs mobilières étrangères*, n^o 48). De même l'Administration pourrait refuser une soumission dans laquelle le représentant responsable aurait fait précéder sa signature des mots « bon pour caution ». Il pourrait, en effet, se prévaloir par la suite du bénéfice de discussion accordé par l'art. 2021 C. civ.

Le représentant responsable doit être désigné avant toute inscription des titres à la cote ou avant toute émission ou souscription.

2^o *Quelle est la nature et quelle est l'étendue de l'obligation du représentant responsable ?* — Des difficultés se sont présentées à cet égard et trois opinions ont été formulées. On a dit d'abord que le représentant responsable est une caution (Primot, *Traité des taxes fiscales établies sur les valeurs mobilières françaises et étrangères*, 1891, n^o 1125) : (solution du

24 déc. 1895, *Revue de l'enregistrement*, n° 1082 et note, même *Revue*, n° 4544). Cette manière de voir est inexacte pour deux motifs : d'abord il est engagé en première ligne, au même titre que la Société ; puis il a été reconnu dans les travaux préparatoires de la loi du 13 avril 1898 que la faillite de la Société libère le représentant ; or, il est de principe que la caution demeure tenue après la faillite du débiteur principal. Enfin, la circonstance même que l'Administration refuse la soumission d'un représentant responsable où serait inscrite la mention « bon pour caution » implique nécessairement qu'elle méconnaît au représentant la faculté de se prévaloir du bénéfice de discussion. D'ailleurs « le représentant n'est pas destiné à protéger le Trésor contre l'insolvabilité de la Société, mais à éviter au fisc la nécessité de poursuivre une Société dont la fortune est généralement à l'étranger. Le représentant responsable n'est pas davantage un débiteur solidaire (*contra* Seine, 3 mars 1906, *Répertoire périodique de l'Enregistrement*, n° 11303). En effet, le représentant est engagé avant la Société et en première ligne ».

En réalité il est désigné par une société pour payer la dette de celle-ci et n'est autre chose qu'un mandataire (Code civil, art. 1984). Si, à la différence du mandataire ordinaire, il doit être agréé par le tiers vis-à-vis duquel il s'engage, c'est-à-dire par le Trésor, c'est parce que son mandat consiste à prendre cet engage-

ment et qu'il ne peut s'obliger sans l'assentiment du créancier (Wahl, *Op. cit.*, n° 2216; et *Etude sur le représentant responsable*, *Journal de droit international privé*, 1899, p. 918 et s., et spécialement, p. 932).

De là résultent des conséquences quant au mode d'extinction de son engagement ; cet engagement cesse pour l'avenir par la mort du représentant (ou, si c'est une Société, par sa mise en liquidation). Au contraire, l'insolvabilité de la Société ne libère pas son représentant. C'est, en effet, un principe que le contrat de mandat prend fin par la mort du mandataire, (C. civ., art. 2003). En conséquence, le tribunal civil de la Seine a fort bien jugé, le 25 nov. 1907 (R. E. 4544), que les héritiers d'un représentant responsable ne peuvent être poursuivis en paiement que des taxes dues par la Société étrangère au décès de leur auteur, et non de celles devenues exigibles depuis lors. Si, au contraire, le représentant était une caution, son obligation de garantir le paiement des droits pendant une période minima de trois ans, passerait à ses héritiers.

Le représentant responsable est tenu du paiement des droits et amendes exigibles pendant toute la durée de la Société ou des titres, selon qu'il s'agit d'actions ou d'obligations circulant en France (En ce sens 2 D.M.F. des 18 juillet 1879 et 18 fév., 1880, Dalloz, 80, 3, 84, et 84, 5, 366). C'est, en effet, un principe incontestable que le représentant d'une So-

ciété étrangère est tenu d'acquitter les droits de timbre et les autres taxes dus sur les titres de la Société pendant toute la période de leur exigibilité. Cependant l'Administration n'applique pas cette règle dans toute sa rigueur, et elle accepte des représentants qui se réservent, dans la soumission, la faculté de dénoncer leurs engagements à l'expiration de chaque période triennale, pourvu que l'Administration soit avertie six mois au moins avant le commencement d'une nouvelle période (Seine, 24 mai 1901, R. E. 2817). Ce bénéfice n'est qu'une simple tolérance et le Ministre des Finances peut, s'il le juge à propos, exiger une soumission sans condition ni réserve, pour toute la période d'exigibilité des taxes.

La loi n'a pas réglementé la forme de la renonciation de l'engagement du représentant responsable ; on admet dans la pratique qu'une simple lettre, sur papier non timbré, adressé au Directeur du département dans lequel sont payées les taxes dues par les sociétés, est suffisante. Si l'engagement n'a jamais été dénoncé, le représentant responsable est tenu d'une façon indéfinie, et même s'il tombe en faillite, cet événement n'est pas considéré par l'Administration comme devant mettre fin à son engagement. Il en est ainsi, du moins dans le système de l'Administration, qui considère le représentant responsable comme un débiteur solidaire. Au contraire, dans l'opinion, préférable, qui l'assimile à un mandataire, sa faillite mettrait fin au mandat.

Toutefois, quand le représentant responsable tombe en faillite, l'Administration oblige, dans la pratique, la société étrangère, à désigner un autre représentant, ou à verser un cautionnement en numéraire; ou enfin elle décide qu'à l'expiration de la période triennale en cours, les titres ne seront plus abonnés.

Si, au lieu de la faillite du représentant responsable, on envisage celle de la Société étrangère, l'Administration admet que la mission du représentant prend fin, et que celui-ci ne demeure responsable que des droits échus jusqu'à la déclaration de la faillite (Solution du 26 sept. 1866, Primot, n° 1125). La même règle est suivie en cas de liquidation judiciaire (Seine, 6 déc. 1902, R. E. 3392). Cette solution vient à l'appui de l'opinion que le représentant est un mandataire, car la faillite du mandant met fin au mandat, (C. civ.) art. 2003). Au contraire, si le représentant responsable était considéré comme une caution, la faillite du débiteur principal ne mettrait pas fin à son engagement.

Bien entendu, l'engagement du représentant survivrait à la liquidation volontaire de la Société étrangère, car la liquidation ne prouve nullement que la Société soit au-dessous de ses affaires; c'est la phase obligatoire par laquelle passe toute Société après sa dissolution et avant le partage. Les actions que le représentant responsable possède contre la Société pour obtenir le remboursement des droits payés ne sont nullement compromises.

Nous avons vu que l'agrément du représentant responsable par le Directeur Général de l'Enregistrement est donné surtout *intuitu pecuniae*, mais aussi, dans une certaine mesure, *intuitu personæ* ; de là, la conséquence que cette obligation est intransmissible ; le Trésor ne saurait poursuivre comme responsable, les héritiers du représentant (Seine, 25 nov. 1907 précité, R. E. 4544). Le meilleur motif qui justifie cette décision, c'est que le représentant responsable est un mandataire. En pareil cas, le rôle de l'Administration consiste à surveiller les décès des représentants responsables ; si un décès se produit, la Société est mise en demeure d'offrir une autre garantie.

Constitué à la fois dans l'intérêt de la Société et dans celui de l'Administration, le représentant ne peut être révoqué que par la volonté commune des deux parties (Wahl, *Op. cit.*, n° 2928).

Jusqu'à une époque récente, l'engagement du représentant responsable ne pouvait être remplacé par aucune autre garantie ; l'Administration décidait que la sûreté personnelle fournie par le représentant était la seule susceptible de sauvegarder les intérêts du Trésor. C'est ainsi que le fisc avait refusé d'accepter le cautionnement en valeurs ou en espèces qu'une Société étrangère offrait de déposer à la Caisse des consignations à titre de garantie du paiement des taxes dont elle serait redevable (Jobit, *Régime fiscal des valeurs mobilières en France*, n° 126 ; cet auteur

rapporte en ce sens une solution du 4 juillet 1892). L'Administration avait même opposé une fin de non recevoir à la demande d'une Société étrangère qui sollicitait le remplacement d'un représentant responsable, qu'elle ne parvenait pas à fournir, par une sûreté réelle sur des biens qu'elle possédait en France (solution du 7 sept. 1892, Jobit, *Ibid.*).

Depuis la loi du 13 avril 1898, il en est autrement; cette loi, complétée par le Décret du 22 juin suivant, autorise les collectivités étrangères à substituer au représentant responsable un cautionnement déposé à la Caisse des consignations, cautionnement dont le montant est fixé par le Ministre des Finances ou par le Directeur général de l'Enregistrement. La demande tendant à la constitution d'un cautionnement, si elle n'est pas contenue dans l'engagement de payer les taxes, est rédigée sur papier timbré, et accompagnée, s'il y a lieu, d'un exemplaire non timbré des statuts traduits en français. L'importance du cautionnement varie non seulement d'après l'importance des titres à introduire en France, mais encore d'après leur valeur nominale, leur valeur négociable et leur revenu. Le chiffre ne peut être inférieur à la somme représentant approximativement le total des taxes exigibles pour une période de trois années et calculées à raison des 5/10 des titres pour lesquels l'abonnement aura été demandé. Mais si, des renseignements recueillis par le Trésor sur l'émission, il résulte que le minimum

légal de cautionnement déterminé par le décret du 22 juin 1898, art. 2, constitue une garantie insuffisante, le cautionnement sera porté à un chiffre supérieur.

L'Administration est fondée à se montrer sévère pour la fixation du cautionnement, car, une fois que le chiffre en est déterminé, il ne peut plus être augmenté par la suite. La loi du 13 avril 1898 et le décret du 22 juin suivant ne parlent, en effet, que d'une seule constitution et d'un seul versement de cautionnement avant l'installation des Sociétés étrangères en France. Par contre, l'art. 2 du décret autorise les Sociétés à demander ultérieurement une réduction de ce cautionnement.

Le versement du cautionnement est effectué à la Caisse des consignations ; il est accompagné : 1° d'une copie de la décision qui en a fixé le montant ; 2° d'une déclaration, préalablement visée par l'Administration, indiquant l'affectation spéciale de la somme déposée et contenant l'autorisation au profit du Trésor de prélever sur ce cautionnement le montant des taxes annuelles de timbre, de transmission et de revenu, ainsi que des amendes et autres frais qui pourront être dus au Trésor (Décret du 22 juin 1898, art. 3).

Cette déclaration, rédigée sur papier timbré, doit être régulièrement souscrite par des représentants légaux de la Société étrangère, et appuyée des justifications et légalisations nécessaires. Le versement une

fois opéré à la Caisse des dépôts et consignations, le récépissé est remis par la Société au receveur du bureau compétent pour le paiement des taxes, et il est conservé par ce dernier pendant toute la durée du cautionnement. Aux termes de l'art. 7 du décret, l'administration est autorisée à se faire verser tout ou partie du cautionnement en fournissant simplement à la Caisse des consignations une déclaration du directeur général indiquant le montant des taxes, amendes et frais dus au Trésor par le déposant. Dans la pratique, l'administration n'use de cette faculté que lorsque les impôts arriérés absorbent la plus grande partie du cautionnement, abstraction faite des amendes, sur lesquelles il est fréquemment accordé une remise importante.

Cette manière d'opérer présente un inconvénient, car, d'après la déclaration visée par l'art. 3 du décret de 1898, le receveur ne peut liquider la taxe que sur des bases incertaines, puisque les Sociétés étrangères qui n'ont pas acquitté les droits depuis quelque temps n'ont pas déposé non plus les états trimestriels et les autres documents indispensables pour le calcul exact de l'impôt. La liquidation est donc forcément provisoire, et si, par la suite, la Société dont le cautionnement a été saisi peut montrer, par des justifications sérieuses, qu'elle a trop payé, une restitution des droits indûment perçus sera opérée en sa faveur.

L'affectation du cautionnement a la même durée

que celle des taxes dont il garantit le paiement. Elle est donc indéfinie en principe (Wahl, *Op. cit.*, n° 2926). Par suite, si la Société étrangère cesse ses opérations en France, le remboursement du cautionnement est possible (décret du 22 juin 1898, art. 6). Enfin, l'art. 5 du décret autorise spécialement les Sociétés et autres collectivités étrangères à substituer au représentant responsable déjà agréé un cautionnement en numéraire et réciproquement.

4° *Dépôt des statuts.* — D'après l'art. 12, al. 5, de la loi du 13 avril 1898, les Sociétés et autres collectivités étrangères sont tenues préalablement à leurs opérations en France, de déposer leurs statuts au bureau de l'enregistrement dans le ressort duquel se manifeste pour la première fois leur existence ; c'est l'acte de la Société même qui doit être déposé dans son intégralité ; un extrait ne saurait suffire.

En résumé, les Sociétés étrangères qui veulent effectuer en France des opérations donnant lieu à la perception du droit de timbre sur leurs titres sont obligées de se soumettre à diverses formalités, mais surtout elles doivent acquitter régulièrement les amendes et les taxes qui pourraient leur être réclamées. L'étude de cette seconde catégorie d'obligations des Sociétés étrangères nous amène à l'examen des règles relatives à la liquidation et au paiement des droits.

SECTION II

Règles relatives à la liquidation et au paiement du droit de timbre par abonnement.

Tandis que les titres des Sociétés françaises sont soumis aux trois taxes : timbre, transmission et revenu, par le seul fait de leur existence, au contraire, la création des titres étrangers similaires ne tombe pas par elle-même sous le coup des dispositions de la loi fiscale française. Le principe d'équivalence posé par les lois de 1857 et 1872 n'autorise la perception, sur les valeurs étrangères, de taxes équivalentes à celles qui frappent les valeurs françaises que s'il y a introduction en France pour participer aux avantages de notre marché financier. Le législateur n'aurait pu adopter d'autres mesures sans violer le principe de la territorialité de l'impôt. Nous examinerons dans deux paragraphes : 1° les événements qui rendent exigible la taxe du timbre sur les titres étrangers ; 2° les règles concernant la liquidation et le paiement du droit de timbre par abonnement.

§ I. — *Faits juridiques donnant lieu à la taxe du timbre sur les titres étrangers.*

Il convient de bien mettre en relief que les éléments dont nous nous occupons et qui ont pour résultat d'introduire les titres en France sont le fait de la Société elle-même.

L'Administration a cependant soutenu autrefois, et il a été décidé par la Cour de cassation, dans un arrêt du 17 janvier 1888, que la taxe était rendue exigible non seulement par les négociations publiques, mais aussi par les négociations privées : « Attendu, porte cet arrêt, que la loi du 29 juin 1872 dispose, dans son art. 4, que les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de la taxe sur le revenu, ainsi que des droits de timbre et de transmission ; que les termes éminemment compréhensifs de cette énumération englobent tous les modes de circulation en France des valeurs étrangères, la négociation en banque ou dans la coulisse aussi bien que la négociation en Bourse, et que le seul fait de l'exposition en vente rend les titres étrangers passibles de l'acquittement de la taxe sur le revenu ainsi que des droits de timbre et de transmission ; qu'en y assujettissant seulement les titres étrangers négociés à la

Bourse, on ferait une distinction que ne fait pas la loi fiscale et que cette distinction, qui est toujours interdite, l'est d'autant plus ici que le même art. 4, dans son premier paragraphe, consacre expressément le principe de l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères... ; qu'il résulte de la loi du 29 juin 1872, comme du décret du 6 septembre suivant, que les titres étrangers négociés ou émis en France, quels que soient les modes d'émission ou de négociation employés, sont passibles de la taxe sur le revenu et des droits de timbre et de transmission, et que ces opérations obligent les compagnies étrangères qui veulent s'y livrer à faire au préalable des déclarations et à passer les soumissions prescrites par cette loi et ce règlement » (S. 90, 1, 33, D. 88, 1, 409). Mais la portée de cet arrêt demande à être précisée. Il reconnaît l'exigibilité des trois taxes, lorsque les événements introductifs des titres en France sont le fait de la Société étrangère. Mais il ne faut pas aller plus loin et on ne saurait rendre une Société étrangère responsable des droits dus à raison des négociations particulières dont ces titres ont été l'objet dans notre pays, et auxquels elle n'a pas concouru. Il faut donc distinguer les événements qui sont le fait de la Société et les événements qui sont le fait des particuliers. Lorsque les titres ont été introduits en France à la suite de faits de la première catégorie, les droits sont *globaux*, c'est-à-dire frappent tous les

titres émis ou seulement une quote-part proportionnelle de ces titres, suivant les règles qui sont indiquées ci-après. En outre, la Société est obligée de fournir des garanties répondant du paiement des impôts. Ce n'est pas individuellement, mais en bloc, que les titres sont atteints. Mais quand les événements qui ont introduit les titres en France sont le fait de particuliers, le droit de timbre ne peut porter que sur les titres qui donnent lieu à cet événement, et les particuliers répondent seuls de l'impôt. C'est alors individuellement que les titres sont frappés (voir M. Wahl, *Op. cit.*, n° 2762).

L'opinion contraire (voir Jobit, nos 61, 75 et s.; *Tr. alph.*, v°, *Valeurs mobilières étrangères*, n° 30) n'a pas trouvé d'écho dans la doctrine et a été condamnée par la jurisprudence (Seine, 23 fév. 1893, R. E. 427, D. 96, 2, 25; Cass., 12 avril 1897, R. E. 1385, S. 98, 1, 241, et la note de M. Wahl; D. 01, 1, 157 : « Attendu, porte ce dernier arrêt, que de la combinaison de l'art. 2 de la loi du 30 mars 1872 avec l'art. 9 de celle du 23 juin 1867 et l'art. 4 de celle du 29 juin 1872, il résulte que, pour l'exigibilité des trois impôts auxquels ce dernier article assujettit les Sociétés étrangères, il faut distinguer entre le cas où des négociations de titres de ces Sociétés ont lieu en France, en dehors de leur participation, cas régi exclusivement par la loi du 30 mars 1872, et celui où les titres sont cotés à la Bourse ou circulent sur le

marché français par suite d'un fait personnel des dites Sociétés ; que seul, leur fait personnel leur rend la loi de 1782 applicable »). L'exactitude de cette distinction repose sur des arguments de texte incontestables : 1° Le décret du 17 juillet 1857, art. 10, n'assujettissait aux droits de timbre et de transmission que les titres cotés (or, la cote ne peut avoir lieu qu'à la demande la Société émetteuse), et elle ne soumettait pas à la perception globale les titres négociés, c'est-à-dire vendus par des particuliers ; 2° la loi du 30 mars 1872, art. 2, spécifie que, si des titres étrangers sont négociés ou circulent en France sans le concours de la collectivité qui a émis les titres, les droits de timbre exigibles incombent aux particuliers et nullement à la Société ; 3° La même règle est inscrite dans la loi du 29 juin 1872, art. 4 ; dans le décret du 6 sept. 1872, art. 3, comme le fait remarquer l'arrêt de la Cour de cassation du 12 avril 1897 ; et enfin, 4° l'art. 12 de la loi du 13 avril 1898 vient corroborer cette distinction. En effet, à la suite de l'arrêt du 12 avril 1897, le législateur craignit que les Sociétés étrangères n'élu-dassent le paiement des taxes, lorsque la circulation de leurs titres était constatée en France, en alléguant que cette circulation provenait de négociations particulières auxquelles la Société était étrangère. L'art. 12 a été précisément édicté pour entraver des pratiques de ce genre : il interdit aux personnes qui effectuent en France l'émission, la mise en souscription, l'expo-

sition en vente ou l'introduction sur le marché des titres étrangers, ou qui fait le service financier de ces mêmes titres, de procéder à des opérations de cette nature avant que la Société ait fait agréer un représentant responsable. Ces dispositions permettent à l'Administration de poursuivre les tiers qui cherchent à introduire dans notre pays des titres étrangers non abonnés ; mais elles ne vont pas « jusqu'à obliger directement la Société à faire agréer un représentant, lorsque l'introduction de ces titres émane de ces tiers » (Wahl, *Op. cit.*, n° 2762). Cette distinction n'a rien d'ailleurs que de conforme à la justice ; chacun ne doit être responsable, même au point de vue fiscal, que de ses actes, et l'on ne comprendrait pas qu'un fait étranger à la Société put la rendre débiteur des taxes sur la totalité ou sur une quote-part de ses titres. Remarquons en outre que cette interprétation des lois fiscales ne lèse en rien les intérêts du Trésor ; on pourrait être tenté d'objecter que la Société éludera l'application du principe d'équivalence, en faisant procéder à l'émission de ses titres par l'intervention d'un intermédiaire ; mais d'abord il y a un mandat en pareil cas et le mandat est toujours responsable des actes de son mandataire (Wahl, n° 2772) ; d'autre part, les pénalités prévues par l'art. 12 de la loi du 13 avril 1898 (amende de 5 0/0 de la valeur nominale des titres, avec minimum de 50 fr.), sont de nature à entraver les tentatives d'émission de titres

étrangers en France, avant l'agrément d'un représentant responsable.

Nous n'étudierons dans cette partie de notre travail que les événements, c'est-à-dire les actes de la Société, qui donnent lieu aux taxes globales, et, par conséquent, au droit du timbre.

On désigne généralement les faits dont il s'agit sous le nom de *faits générateurs des taxes d'abonnement*. Primitivement, la loi n'a considéré qu'un seul événement, l'inscription des titres à la cote officielle, comme la seule cause génératrice des impôts sur les titres étrangers (loi du 23 juin 1857, art. 9). Mais, plus tard, la loi du 29 juin 1872, art. 4, a décidé que « les titres étrangers ne peuvent être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de la taxe sur le revenu, ainsi que des droits de timbre et de transmission ». La même précision des faits générateurs des taxes caractérise la loi du 13 avril 1898, art. 12, si bien qu'aujourd'hui, en combinant les textes de ces trois lois, on dégage cinq faits générateurs des taxes : 1° L'inscription des titres d'un établissement étranger à la cote officielle d'une Bourse française ; 2° l'émission ou mise en souscription en France ; 3° la négociation et l'exposition en vente ; 4° l'introduction sur le marché français ; 5° Le service financier.

1° *L'inscription des titres étrangers à la cote officielle d'une Bourse française.* — Cette inscription est

régie actuellement par les décrets des 6 février 1880 et 1^{er} décembre 1893 ; elle a pour effet de rendre les taxes exigibles, sans distinguer entre l'inscription à la cote d'une Bourse départementale, et l'inscription à la cote de la Bourse de Paris (Cass. 10 juin 1874, S. 74, 1, 445 : D. 75, 1, 25). Elle entraîne l'exigibilité des droits, alors même qu'elle ne serait suivie d'aucune négociation en France (même arrêt). L'exigibilité est encourue, sans distinguer davantage entre les titres qui figurent à la première partie du Bulletin de la cote (cours authentique et officiel) et ceux qui sont inscrits à la seconde partie (valeurs ne figurant point à la cote officielle). La cote rend les taxes exigibles, même si elle est irrégulière, c'est-à-dire si en fait elle a été obtenue de la Chambre syndicale des agents de change par la Société étrangère sans l'autorisation du Ministre (Solution du 3 août 1865, Primot, *Op. cit.*, n° 1083). Les effets de l'inscription des titres de la Société étrangère en Bourse persistent tant que la radiation de la cote n'a pas été demandée par Société étrangère et effectuée avec l'autorisation du ministre ; jusque-là, les modifications qui pourraient être opérées par la Chambre syndicale des agents de change demeurent sans intérêt sur les obligations fiscales de la Société. Il est à noter que, d'après l'art. 2 du décret du 6 février 1880, les Chambres syndicales d'agents de change ne doivent admettre à la cote les valeurs mobilières étrangères

que sur la justification de l'agrément d'un représentant responsable.

A la différence de la cote en Bourse, la cote en Banque n'a pas été visée par la loi fiscale. Elle peut, en effet, être demandée par des particuliers qui possèdent des titres, sans l'intervention de la Société ou de la collectivité qui a émis ces titres. Elle ne rend donc pas exigible la triple taxe (Wahl, n° 2773).

2° *L'émission ou mise en souscription en France.* —

Un second fait générateur des taxes sur les titres étrangers consiste, d'après la loi du 29 juin 1872, art. 4, dans le fait de l'émission des titres en France. Il n'est pas nécessaire que les titres soient également cotés en France. « L'émission en France, d'après l'Administration, s'entend *lato sensu* de toute opération qui a pour objet d'introduire les titres étrangers sur le marché français, soit qu'elle consiste dans un premier placement de titres nouvellement créés, soit qu'elle ait lieu par voie de négociation de titres antérieurement émis à l'étranger... L'émission d'actions ou d'obligations par une Société n'est pas autre chose que la formation du lien juridique qui unit l'actionnaire ou l'obligataire à la Société. » (Mémoire de l'Enregistrement dans l'affaire terminée par l'arrêt précité du 17 janvier 1888, *Instr.* 2750, § 5) : « C'est, dit M. Wahl, le premier placement des titres sous une forme quelconque. » On devra donc considérer comme des émissions tous les actes destinés à

provoquer le placement en France des titres de la Société étrangère ; le placement direct (Cass. civ. 17 janvier 1888 précité), l'émission non précédée d'une souscription publique (Lille, 4 juillet 1901, R. E. 2816), la conversion d'un emprunt, la consolidation de coupons (Wahl, n° 2769) ; peu importe que les souscripteurs en France soient de nationalité étrangère (solution du 3 août 1898, R. E. 1875) ; mais l'émission ne donne lieu aux taxes globales que si elle a lieu en France par le fait de la Société (Wahl, n° 2771). C'est à l'Administration qu'il appartient de prouver que l'émission a eu lieu en France. La mise en souscription est assimilée par la loi à l'émission ; elle n'a pas de signification véritablement distincte. L'Administration, pour donner un sens à cette expression juridique, dit que c'est une émission qui, au lieu d'être ouverte et close à dates fixes, se prolonge indéfiniment jusqu'à ce que le but soit atteint (*Instr.* n° 2953).

3° *La négociation et l'exposition en vente* sont prévues par la loi du 29 juin 1872, art. 4, et par la loi du 13 avril 1898, art. 12. La négociation ne se distingue guère de l'émission : du moment qu'elle émane de la Société elle-même, la première négociation, par une Société étrangère, de ses titres sur le marché français, constitue une véritable émission, puisqu'elle a pour résultat le placement de titres sortant des caisses de la Société, et qui n'avaient été jusque-là

l'objet d'aucune attribution. Quand elle émane de la Société elle-même, la négociation rend les taxes exigibles (Wahl, n° 2780).

Quant à l'exposition en vente, elle est définie par M. Wahl : « Le fait d'exhiber des titres pour les vendre ; le cas prévu par la loi est celui de titres exhibés dans la devanture d'un changeur pour être vendus » (n° 3025). La Société met à ses guichets ou aux guichets de ces mandataires ses titres à la disposition du public (Wahl, n° 2081). Il s'agit toujours au fond d'une opération d'émission. La négociation, aussi bien que l'exposition en vente, indépendamment de toute inscription à la cote officielle, oblige d'une façon rigoureuse les Sociétés étrangères à acquitter personnellement les taxes, d'après les décrets des 17 juillet 1857, 24 mai et 6 décembre 1872.

4° *L'introduction sur le marché en France.* — C'est là une expression générique qui semble résumer toutes les précédentes. L'Administration en donne la définition suivante dans l'Instruction 2953 : « Elle est le fait de l'Etablissement de crédit, du banquier, du professionnel en matière de vente et d'achat de valeurs de Bourse, qui écoule sur le marché français des titres qu'il a achetés, en vue de créer sur la place un courant d'affaires sur ces valeurs ou d'accroître celui déjà existant. Par cela même qu'elle suppose l'idée de constituer un marché plus ou moins étendu ou de donner plus d'importance au marché existant, l'opé-

ration doit avoir pour objet une certaine quantité de titres. Cette quantité ne peut être déterminée, dans chaque cas particulier, qu'en tenant compte des circonstances. »

5° Enfin, un dernier fait générateur des taxes, qui a été prévu par la loi du 13 avril 1898, art. 12, est *le service financier des titres*, c'est-à-dire le service qui a pour objet soit le remboursement ou le transfert des titres, soit leur conversion, soit le paiement des coupons, et qui est effectué par des intermédiaires ou des représentants des Sociétés et autres collectivités étrangères qui ont émis les titres. Mais on ne saurait assimiler au service financier et considérer comme des opérations interdites par l'art. 12 de la loi du 13 avril 1898, à défaut d'agrément d'un représentant responsable, les opérations suivantes : *a)* Le dépôt effectué, dans la caisse d'une Société française, de titres d'une Société étrangère, en vue de constater le droit des porteurs soit à assister à des Assemblées générales tenues à l'étranger, soit à prendre part à des souscriptions à l'étranger ; *b)* l'annonce ou les publications faites à cet égard en France ou relatives au paiement des dividendes à l'étranger ; *c)* la négociation, par un établissement de crédit français, de chèques payables à l'étranger, envoyés par des compagnies étrangères, non abonnées au timbre, à des actionnaires français en paiement de dividendes (solution du 3 octobre 1898, R. E. 1962).

Lorsqu'un des faits juridiques précités se produit, le droit de timbre et les autres taxes deviennent immédiatement exigibles, pourvu que ces faits émanent de la Société et non d'un particulier. Quant à celui-ci, s'il veut négocier, exposer en vente ou énoncer dans les actes de titres étrangers qui ne sont pas, en droit ou en fait, soumis au régime des taxes annuelles, il est tenu, sous peine d'une amende proportionnelle, de les soumettre préalablement au visa pour timbre, et d'acquitter le droit de timbre au comptant (loi du 28 déc. 1893, art. 5). Les règles fiscales à cet égard seront étudiées dans la seconde partie de notre travail.

§ II. — *Règles concernant la liquidation et le paiement du droit de timbre par abonnement.*

Les faits que nous venons d'étudier donnent lieu aux droits ; mais d'après quelles règles l'impôt du timbre sera-t-il perçu sur les titres étrangers ? La perception des taxes annuelles exigibles sur les collectivités étrangères est soumise, en principe, aux mêmes règles de liquidation et aux mêmes conditions de paiement que les taxes similaires auxquelles sont assujetties les collectivités françaises ; il y a cependant deux différences à signaler, au point de vue du timbre : 1° Au lieu d'être perçu sur la totalité des titres étrangers, le droit de timbre n'est exigé que sur

une quotité déterminée par le Ministre des Finances, et qui comporte un minimum légal ; 2^o la perception du droit de timbre pour les titres étrangers circulant en France a toujours lieu par voie d'abonnement, et la collectivité étrangère n'a pas, comme les Sociétés françaises, une option entre le droit au comptant et la taxe d'abonnement.

Nous étudierons successivement : 1^o La fixation de la quotité imposable ; 2^o les règles relatives à la liquidation et au paiement du droit de timbre par abonnement.

1^o Règles relatives à la fixation de la quotité imposable. — En soumettant aux droits de timbre et de transmission les actions et les obligations des Sociétés étrangères, la loi du 23 juin 1837, art. 9, décide que le droit pourra être perçu sur une quotité déterminée du capital représenté par les titres d'actions ou d'obligations. Une disposition analogue est inscrite dans l'art. 1^{er} de la loi du 30 mars 1872, qui assujettit aux mêmes impôts les titres des Villes, Provinces et Etablissements publics étrangers. Le système actuellement en vigueur pour la fixation du capital imposable est un décret du 24 mai 1872 (*Instruction n^o 2245*).

Les formalités relatives à la fixation de la quotité imposable sont les suivantes : La Société doit remettre au Ministre des Finances une déclaration du nombre de ses titres ; c'est à la suite de cette démarche qu'est prise la décision ministérielle ; celle-ci n'intervient

qu'après une enquête de l'Administration de l'Enregistrement et l'avis de la Commission des valeurs mobilières. Pour s'éclairer sur l'importance de la circulation en France des titres de la Société étrangère, l'Administration use de son droit d'investigation dans les Etablissements de crédit, et elle recherche combien ces Etablissements ont payé de coupons lors de chaque échéance et au porteur français. La Régie demande aussi des renseignements à la Société étrangère elle-même (*Instr.*, 2750, § 5). La Commission des valeurs mobilières et le Ministre des Finances sont ainsi mis à même de statuer en toute connaissance de cause. La Commission des valeurs mobilières doit donner son avis avant la décision du Ministre, et celui-ci n'est pas obligé de le suivre (Wahl, n° 2810). Elle se réunit toutes les fois que le nombre des opérations l'exige; en fait, elle tient ordinairement une séance par mois. Elle peut s'entourer de tous les renseignements qui sont de nature à lui révéler l'importance de la circulation des titres étrangers; elle peut convoquer le représentant de la Société étrangère, si ce dernier a, par une demande motivée, manifesté le désir de fournir des explications verbales; elle peut aussi prendre l'avis de la Chambre syndicale des agents de change, mais rien ne l'y oblige (Seine, 5 juin 1885, S. 90, 1, 33, sous Cass.). Le Ministre des Finances exerce dans la matière un pouvoir discrétionnaire; il agit par délégation du lé-

gislateur ; il rend donc une véritable décision législative (Seine, 13 mai 1892, R. E. 171), qui n'est susceptible d'aucun recours. La société ne peut plus être admise à contester devant l'autorité judiciaire la décision du Ministre des Finances qui fixe la quotité imposable (Seine, 5 mai 1905, *Rép. pér.*, 11136. Cass. Req. 5 nov. 1906 ; S. 09, 1, 161 ; R. E. 4248). Le Ministre n'est pas lié par l'avis de la Commission ; il peut, s'il le juge à propos, augmenter ou diminuer la quotité imposable, mais, le plus souvent, il prend une décision conforme à l'avis exprimé par la Commission. La quotité imposable est fixée, pour les titres, d'après la fraction qui est présumée circuler en France, au résultat des investigations de l'enregistrement. En vue de sauvegarder les droits du Trésor dans cette appréciation de l'élément imposable, qui est très mobile, le décret du 24 mai 1872, art. 2, a fixé un minimum de la quotité imposable : un dixième pour les actions, et, pour les obligations, deux dixièmes du capital. Le Ministre des Finances ne peut descendre au-dessous de cette quotité minima, même si la circulation des titres en France est insignifiante (Seine, 8 août 1890, *Rép. pér.*, 7669 ; Cass., 2 mai 1893, S. 94, 1, 100, D. 93, 1, 546) : « En effet, porte l'arrêt du 2 mai 1893, ces droits sont établis par relation à une quotité déterminée du capital, sans avoir égard au fait matériel de négociation. » C'est sur le capital que la quotité imposable est calculée ;

or, le capital résultant de l'ensemble des titres souscrits, la fixation du minimum de la quotité imposable ne doit être établie que sur les titres émis et placés, à l'exclusion des titres offerts en souscription, mais qui n'ont pas encore trouvé d'acquéreur (Solutions des 17 février 1892, Jobit, n° 157, et 16 août 1894, R. E. 905).

C'est le Ministre seul qui est qualifié pour déterminer la base de l'impôt et sa décision ne pourrait être remplacée par une évaluation provisoire faite par l'Administration.

La quotité imposable ainsi fixée est valable pour une période de trois ans, comptée à partir de la date du premier fait générateur de l'impôt. La quotité peut ensuite être révisée sur la demande soit du Trésor, soit des Sociétés. S'il y a lieu à révision, elle est effectuée dans le trimestre qui précède l'échéance de la troisième année, et elle sert de base pour une nouvelle période de trois ans (Décret du 24 mai 1872, art. 3). Le Ministre n'aurait pas le droit d'examiner une demande qui serait formée après ce délai.

Mais, au cas où le délai fixé pour la révision serait expiré, sans qu'une décision nouvelle fût intervenue, la fixation précédente sert-elle nécessairement de base pour la nouvelle période ? En pratique, lorsque l'initiative d'une proposition [de révision n'a été prise ni par l'Administration ni par la Société dans le délai légal, on s'en tient à l'ancienne fixation pour la nou-

velle période déjà commencée. Toute demande de dégrèvement qui serait introduite par la Société après l'expiration du délai serait certainement rejetée par le Ministre, et contre cette décision la Société étrangère ne pourrait exercer aucun recours.

A l'inverse, il peut arriver que l'initiative de la revision ait été prise soit par l'Administration, soit par la Société, dans le délai légal, mais la Commission et le Ministre n'ont pas rendu leur décision en temps utile ; cette décision tardive n'est-elle pas alors atteinte de nullité ? Le Tribunal civil de la Seine l'a pensé, et le 13 mai 1892 (R. E. 171), il a décidé que le délai fixé par le décret du 24 mai 1872 est un délai de rigueur ; la décision du Ministre des Finances tardivement intervenue est donc dépourvue de tout effet ; par suite, le paiement de l'impôt doit continuer sur les bases déterminées pour la période triennale expirée.

La quotité des titres imposés reste invariable pendant trois ans.

2° *Règles relatives à la liquidation et au paiement du droit de timbre.*— Les Sociétés étrangères paient par voie d'abonnement obligatoire, l'impôt du timbre sur ceux de leurs titres qui circulent en France (décret du 17 juillet 1857, art. 11). De plus, à la différence des titres des Sociétés françaises, qui ; même en cas d'abonnement, doivent être soumis à la formalité du timbrage (loi du 5 juin 1850, art. 16 et 28) ; les titres des Sociétés étrangères sont affranchis de cette

règle ; ils ne portent donc aucune empreinte révélant l'abonnement. Pour avertir les tiers intéressés de l'accomplissement des formalités légales, le *Journal Officiel* publie deux fois par an, dans les numéros du 15 janvier et du 16 juillet, la liste des valeurs étrangères pour lesquelles un représentant responsable a été agréé ou un cautionnement versé au 31 décembre et au 30 juin précédents et qui acquittent les taxes annuelles (loi du 13 avril 1898, art. 12, § 3, et décret du 22 juin suivant, art. 8). A défaut de paiement des taxes, les titres sont rayés de la cote officielle ; (décret du 24 mai 1872, art. 3) ; ils sont rayés aussi de la liste des valeurs abonnées. Des publications spéciales au *Journal Officiel* font connaître les abonnements nouveaux et les désabonnements survenus dans l'intervalle des deux publications semestrielles. Enfin, des renseignements sur les valeurs abonnées ou non abonnées sont fournis à toute réquisition au Bureau de l'Enregistrement des Sociétés, sis à Paris, 13, Rue de la Banque.

Nous examinerons successivement : 1° le tarif du droit de timbre ; 2° la liquidation et les caractères juridiques du droit de timbre par abonnement ; 3° l'influence de l'improductivité sur la taxe par abonnement ; 4° le mode de paiement de l'impôt et les garanties de l'Administration pour le recouvrement des droits de timbre ; 5° les sanctions encourues pour défaut de paiement du droit ; 6° les diverses actions

en recours, du Trésor contre les collectivités, ou des collectivités contre le Trésor, et le délai de prescription de ces recours.

1° *Le tarif du droit de timbre.* — La taxe d'abonnement est annuelle, et de 0 fr. 06 0/0, décimes compris, par 100 francs du capital nominal de chaque action et du montant du titre pour les obligations. Par capital nominal, il faut entendre le capital indiqué sur le titre et qui doit être remboursé au titulaire, quel que soit d'ailleurs le taux d'émission. A défaut de capital nominal, le droit est perçu sur la valeur réelle du titre déterminé par une déclaration estimative des parties (lois du 5 juin 1850, art. 14, et du 23 juin 1857, art. 9). C'est la valeur réelle des titres au moment de la constitution de la Société qui doit servir de base au droit de timbre, et il n'y a pas lieu de tenir compte des diminutions que cette valeur a pu subir depuis la formation de la Société (R. E. 1727). L'Administration a d'ailleurs le droit de contrôler l'estimation par tous les moyens de preuve compatibles avec la procédure spéciale de l'Enregistrement (qui exclut la preuve par témoins et le serment).

Il peut arriver que le capital nominal des titres soit fixé en monnaie étrangère ; en pareil cas, l'Administration décide que, le timbre d'abonnement étant perçu pour toute la durée de cet abonnement d'après le capital nominal, il y a lieu d'estimer la valeur de cette monnaie d'après le cours du change au

moment de l'introduction des titres en France (solution du 8 mars 1893, Jobit, n° 179). « Mais, remarque M. Wahl, si, pour les titres français ou pour les titres étrangers remboursables en monnaie française, la taxe d'abonnement reste invariable, c'est simplement parce que le capital nominal des titres reste le même. En d'autres termes, la loi ne proclame pas l'invariabilité des sommes dues à titre d'abonnement, et cette invariabilité qui dérive du mode de calcul adopté, doit disparaître dans les circonstances où ce même mode de calcul conduit à un résultat différent. Or, du moment que le capital nominal sert de base à la taxe, il y a lieu, toutes les fois que cette taxe est perçue, de rechercher la valeur du capital nominal dans la période à laquelle la taxe est applicable... Au surplus, il est tout à fait arbitraire de se reporter à la valeur des titres au moment de leur introduction en France. Il serait plus logique, si l'on écartait notre système, de se placer au moment de la création des titres » (Wahl, *Op. cit.*, n° 2872, note 5).

2° *La liquidation et les caractères juridiques du droit de timbre par abonnement.* — Le principe de l'équivalence que le législateur a posé entre les charges fiscales des Sociétés étrangères et celles des Sociétés françaises conduit à décider, que la base de liquidation de la taxe d'abonnement qui consiste dans le capital nominal des titres, doit rester invariable

pendant toute la durée de l'abonnement, quels que soient les amortissements, ou réductions dont les titres sont l'objet. C'est là une règle très importante ; elle revient à dire que la taxe du timbre est irrévocablement due sur les actions pendant la durée de la société, et sur les obligations pendant la durée des titres (Wahl, n° 2842 et 2871 ; et Seine, 25 novembre 1907, R. E. 4544). Il résulte de là que s'il y a par la suite réduction du capital social, le droit de timbre par abonnement ne continue pas moins à être perçu sur le capital d'émission ; les modifications postérieures à l'abonnement demeurant sans influence sur la liquidation du droit, qui aura toujours pour assiette le capital initial (Seine, 25 nov. 1907, R. E. 4544). D'après le tribunal de la Seine, lorsqu'une Société étrangère qui acquitte, à raison de la circulation de ses actions en France, le droit de timbre par abonnement sur une quotité déterminée des dits titres, vient à réduire son capital, la valeur nominale de chaque action étant abaissée de 500 à 200 francs, cette réduction reste sans influence sur la liquidation de la taxe du timbre, qui continue à être exigible sur le chiffre nominal primitif ; c'est une conséquence du principe que l'abonnement, quand il est choisi par les Sociétés françaises comme mode du paiement du droit de timbre, est irrévocable, d'après la jurisprudence (Cass. 11 nov. 1879, *Instr.*, 2637, § 4). La règle de l'équivalence entraîne l'application de la

même irrévocabilité pour les titres étrangers. Les actions supprimées restent donc assujetties au droit de timbre pendant toute la durée de la Société étrangère (Wahl, n° 2842, note 4). La même règle serait appliquée s'il s'agissait de titres ayant subi une réduction antérieurement à leur introduction en France et portant simplement une estampille indiquant la diminution opérée ; le capital initial devrait certainement servir de base à la liquidation de l'impôt. Il n'en serait autrement que si la réduction du capital du titre, effectuée avant toute négociation en France, avait été accompagnée de la réfection des titres. Le droit de timbre serait calculé sur le capital réduit, même si une notice imprimée sur le titre indiquait le capital primitif et le motif de sa réduction. D'autre part, si la réduction du capital avait été pratiquée après l'introduction des valeurs sur le marché français, mais à la suite d'un échange des titres anciens contre des titres nouveaux, ces derniers ne pourraient être taxés que sur leur valeur nominale, en dépit de la règle de l'irrévocabilité de l'abonnement imposée au titre français. Le principe de la territorialité de l'impôt met, en effet, obstacle à ce que la régie puisse atteindre des valeurs qui ont complètement disparu de notre territoire.

Si des actions de capital ont été amorties et transformées en actions de jouissance, la règle de l'irrévocabilité de l'abonnement entraîne cette conséquence que

la taxe de 0 fr. 06 0/0 continue d'être exigible sur le capital nominal de l'action ordinaire, à laquelle est simplement substituée l'action de jouissance (Wahl, n° 2842, et solution précitée du 8 mars 1893). Cependant, si une différence d'activité était constatée entre la circulation des actions de jouissance et celle des actions de capital, rien ne s'opposerait à ce qu'une quotité imposable fût fixée pour les deux catégories de valeurs (même solution).

La même règle ne devrait pas être suivie pour les obligations amorties ; en effet, si pour les actions la taxe d'abonnement est due pendant toute la durée de la Société, cette même taxe n'est exigible pour les obligations que pendant la durée des titres (Loi du 5 juin 1850, art. 31). Dès lors, à mesure que les obligations sont amorties et remboursées, la portion du capital émis sur laquelle l'impôt du timbre est exigible en France doit subir une diminution proportionnelle ; par exemple, si la quantité imposable est d'un quart, et le nombre des obligations de 20.000, le $\frac{1}{4}$ qui était de 5.000 obligations, ne sera plus que de 4.000, si 4.000 obligations ont été remboursées (Solution du 12 juin 1894, R. E. 864).

Les obligations rachetées sont quelquefois affectées par la Société étrangère à certains de ses services qui n'ont pas de personnalité juridique distincte. Faut-il décider alors que le timbre d'abonnement cesse d'être exigible sur ces titres ? L'affirmative ne serait pas

douteuse pour une Société française (Cass., 6 mars 1895, R. E. 921) ; mais cet arrêt s'appliquerait-il à une collectivité étrangère ? Il semble qu'une distinction doit être opérée (Traité alph. Supplément, 2^e éd., V^o *Valeurs mobilières étrangères*, n^o 12). L'arrêt de 1895 régira la Société étrangère, si celle-ci est imposée en France à raison de la totalité de son capital-obligations. Mais le plus fréquemment, cette collectivité ne sera imposée que pour une fraction de son capital-obligations, ou pour une certaine série de ses titres. En pareil cas, si les valeurs rachetées se trouvent comprises dans la fraction assujettie aux taxes, le capital pris pour base de la quotité imposable est calculé en tenant compte des rachats effectivement opérés sur la série abonnée.

La règle de l'irrévocabilité donne lieu à certaines difficultés pour les titres d'actions et d'obligations étrangères précédemment timbrées au comptant. Faut-il imputer alors les droits au comptant sur la taxe d'abonnement dont la Société pourra être par la suite redevable ? Comment comprendre, d'abord, que la question d'imputation puisse se poser ? Elle se présentera lorsque des valeurs étrangères auront commencé par donner lieu en France à des négociations accidentelles, et, de ce fait, acquitter les droits de timbre au comptant. Ultérieurement, la Société étrangère étend le cercle de ses opérations sur notre territoire ; elle fait agréer un représentant responsable et demande

l'abonnement ; elle sollicite en même temps l'imputation sur la taxe du droit de timbre au comptant antérieurement acquitté. Cette demande pourra-t-elle être accueillie ? a) Si les titres ont été timbrés au comptant à la requête des individus qui en sont les détenteurs, aucune compensation n'est possible entre les droits qu'ils ont versés et ceux dont la Société est redevable, car on est en face de débiteurs différents. b) Le timbrage au comptant peut avoir eu lieu à la requête de la Société elle-même : une sous-distinction doit encore être faite. Si les droits de timbre au comptant ont été versés au Trésor antérieurement à l'agrément du représentant responsable, ils sont régulièrement perçus et se trouvent acquis d'une façon définitive au Trésor (loi du 22 frimaire an VII, art. 60). Aucune imputation ne sera admise ; toutefois, les titres ainsi timbrés devraient être déduits du nombre de ceux qui, d'après la quotité imposable, sont assujettis à la taxe d'abonnement. Si, au contraire, le timbrage au comptant à eu lieu sur la demande de la Société elle-même, après l'acceptation du représentant responsable, l'imputation du droit de 2 0/0 versé au Trésor serait autorisée sur la taxe d'abonnement exigible de la Société à raison de l'émission de ses titres en France.

Et encore faudrait-il que la Société représente les titres au receveur pour que la mention du visa pour timbre soit annulée (Comp. Wahl, n^{os} 2825 et 2843), et : solutions du 17 novembre 1893, Traité Alph. V^o Va-

leurs mobilières étrangères, n° 68, du 31 janv. 1895, R. E. 904, et du 3 août 1898, R. E. 1875). Ces solutions se justifient par l'idée que les mêmes titres ne peuvent pas être assujettis deux fois au droit de timbre. Donc, s'il y a eu double formalité, la première seule produira ses effets. Il est admis, à la vérité, que l'abonnement rétroagit au jour de l'introduction des titres en France ; mais cette rétroactivité est purement conventionnelle, et ne saurait prévaloir contre le fait matériel du timbrage au comptant.

La question de l'imputation devient plus délicate, si l'on suppose que, dans le cas où certains titres ont été timbrés au comptant, des obligations sont amorties (il n'y a pas à prévoir la question pour les actions, puisque les actions amorties demeurent sujettes à l'abonnement). Dans le système suivi par l'Administration, l'amortissement doit être imputé d'abord sur les titres timbrés au comptant, et c'est seulement quand les titres imposables seront supérieurs à ceux timbrés au comptant que le surplus devient imputable sur les titres soumis à l'abonnement. Il appartient à la Société de prouver que les numéros des titres amortis ne correspondent pas à ceux des titres timbrés au comptant, et, par suite, que l'amortissement a frappé les titres assujettis à la taxe d'abonnement (Solution du 16 déc. 1893, Jobit, n° 451). Voici une hypothèse qui permettra de comprendre le fonctionnement pratique du système de l'Administration : une Société étrangère est imposée

sur la moitié de son capital ; elle a émis 20.000 obligations, remboursables à raison de 500 titres par an ; d'autre part, elle justifie avoir fait timbrer mille titres au comptant. Sur la quotité imposable de mille titres, il n'y aura alors à retrancher que 500 (mille moins cinq cents) titres, qui représentent les titres timbrés au comptant. La taxe sera perçue sur la différence, soit sur 9.500 titres. Après le second tirage, la taxe sera exigible sur 10.000 titres, puisque le nombre des obligations amorties est égal à celui des titres timbrés au comptant.

Dans un autre système, qui paraît moins arbitraire (Wahl, n° 2843), les obligations amorties doivent être imputées proportionnellement sur les obligations timbrées au comptant et sur les obligations qui acquittent le timbre d'abonnement (la Société étant admise à démontrer que l'imputation s'opère en réalité dans une proportion différente). Ainsi, dans l'exemple précité, les titres timbrés, au comptant, mille, représentent un dixième de la quotité imposable (10.000), et l'abonnement porte sur $10.000 - 1.000 = 9.000$ titres. Si, sur 10.000 titres abonnés, on impute 250 obligations amorties, combien devra-t-on retrancher des mêmes obligations, lorsque le nombre des titres abonnés est réduit à 9.000 ? La question se traduit par la formule : $\frac{250}{10\,000} = \frac{x}{9\,000}$ d'où $x = 225$ (ou $9/10$ des 250 titres amortis). Donc, après le premier

amortissement, l'abonnement ne portera plus que sur 9.000 — 225 ou 8.775 titres.

3° *Influence de l'improductivité de la Société sur la taxe par abonnement.* — D'après l'art. 24 de la loi du 5 juin 1850, les Sociétés françaises qui sont mises en liquidation ou en faillite, et, en outre, celles qui, postérieurement à leur abonnement, sont restées deux années consécutives sans payer ni dividende ni intérêt à leurs actionnaires, sont dispensées du paiement de la taxe d'abonnement sur leurs actions. Ce texte s'appliquait-il aux Sociétés étrangères? La question avait été d'abord résolue négativement; en effet, la loi du 23 juin 1857 et le règlement d'administration publique du 17 juillet suivant, qui ont posé le principe d'équivalence des taxes pour les collectivités françaises et étrangères ne s'occupaient nullement des Sociétés étrangères improductives. La jurisprudence en avait conclu que l'exemption édictée par la loi du 5 juin 1850 ne concernait pas les collectivités étrangères. Telle est l'interprétation donnée, après un décret qui modifiait la situation pour l'avenir, par deux arrêts de la Cour de cassation (Ch. des Req. 13 nov. 1871, S. 71, 1, 166 — D. 72, 1, 177; 25 mars 1874, S. 75, 1, 86; D. 74, 1, 367; voir sur ces arrêts M. Wahl, n° 2857, note 1). Mais des réclamations se produisirent contre la résistance de la Régie à étendre l'art. 24 de la loi de 1850 aux Sociétés étrangères. De là, le décret du 28 mars 1868, qui

admet les collectivités étrangères à profiter de l'exemption accordée aux Sociétés françaises. D'après ce texte « les Sociétés, Compagnies et entreprises étrangères dont les titres sont cotés aux Bourses françaises sont admises à jouir du bénéfice de l'art. 24 de la loi du 5 juin 1850, en justifiant que, pendant les deux dernières années, elles n'ont pu payer ni dividendes ni intérêts ; elles devront, à cet effet, produire à l'Administration les procès-verbaux et délibérations des Assemblées générales, les inventaires, balances et tous autres documents de comptabilité, vérifiés et certifiés par les agents diplomatiques ou consulaires français ». L'Administration a consenti à reporter l'application de ce décret au 1^{er} janvier 1868. Le bénéfice de cette dispense de la taxe d'abonnement est subordonné à une double condition : a) Il faut que la Société étrangère justifie qu'elle n'a pu distribuer pendant les deux dernières années ni intérêts ni dividende. Ici, la loi fiscale se montre plus sévère pour les Sociétés étrangères que pour les Sociétés françaises. Pour ces dernières, l'abonnement peut être suspendu dès qu'elles ont cessé pendant deux exercices consécutifs de distribuer des dividendes ou des intérêts à leurs actionnaires. On n'exige pas qu'elles aient été totalement infructueuses ; au contraire, les Sociétés étrangères n'ont droit à la même exemption que si elles justifient n'avoir réalisé aucun bénéfice pendant les deux dernières années. En d'autres

termes, on ne considère comme improductives, au point de vue de la perception du droit de timbre par abonnement, que les Sociétés étrangères qui, non seulement n'ont payé ni intérêt ni dividende, mais qui se sont trouvées en fait dans l'impossibilité de procéder à aucune distribution. Dès lors qu'un bénéfice, si minime qu'il soit, a été réalisé au cours d'un exercice, il n'y a pas à rechercher dans quelle mesure, à raison de leur plus ou moins d'importance, des intérêts ou des dividendes auraient pu être payés ; sous aucun prétexte l'abonnement ne peut être suspendu. Cette interprétation, qui se fonde sur la difficulté, pour l'Enregistrement, de contrôler les collectivités qui ont leur siège à l'étranger, est donnée par l'Administration et acceptée par la Jurisprudence (Cass. Req. 5 mai 1875, D. 75, 1, 431 ; Seine, 27 juillet 1909, Rev. 5001 ; solution du 28 juillet 1899, R. E. 2201, et Cass. 1^{er} février 1911, R. E. 5240) ; (*contra* Wahl, n° 2861). En conséquence, il est nécessaire que la Société étrangère ait fait de mauvaises affaires, ayant interrompu la distribution des dividendes pendant deux ans, pour que l'abonnement soit suspendu en sa faveur ; s'il y a eu des bénéfices, mais non suivis d'une distribution, par exemple, en raison de leur attribution à la réserve légale, même statutaire (Seine, 27 juillet 1909, et Cass. Req. 1^{er} février 1911 précités), cette circonstance n'empêche pas l'abonnement de suivre son cours ; la Société n'est pas alors dans la

situation d'une entreprise qui n'a pas réalisé de bénéfice (les Sociétés françaises bénéficient, au contraire, de la suspension dès qu'elles démontrent la non distribution du dividende pendant deux ans, alors même qu'elles auraient pu en distribuer).

b) Une seconde condition pour obtenir la dispense de la taxe d'abonnement est que la Société étrangère fournisse des pièces justificatives de l'improductivité. Les Sociétés étrangères doivent, à cet effet, produire à l'Administration de l'enregistrement des états de situation, tels que les procès-verbaux et délibérations des assemblées générales, les inventaires, balances et tous autres documents de comptabilité, vérifiés et certifiés par les agents diplomatiques ou consulaires français du siège social. Ces pièces doivent être écrites sur papier timbré. Le devoir des agents diplomatiques ne consiste pas seulement à légaliser des signatures ; ils doivent de plus s'assurer et certifier que les pièces destinées à l'Administration de l'Enregistrement sont sincères et n'ont pas été dressées uniquement en vue d'obtenir une dispense de droit de timbre. Ils ne peuvent s'acquitter de cette mission qu'en effectuant certaines vérifications dans les bureaux des Sociétés étrangères, et ils recourent à des experts lorsqu'ils n'ont pas eux-mêmes les connaissances techniques nécessaires pour procéder à un contrôle.

L'Administration a prescrit d'assimiler aux Sociétés

qui ont interrompu depuis plus de deux ans tout paiement d'intérêts et de dividendes les Sociétés qui sont mises en faillite et les Sociétés en liquidation (Instr. 2373). Cette situation est considérée comme correspondant à une improductivité absolue et il n'y a rien là que de très équitable.

Le décret du 28 mars 1868, qui étend aux Sociétés étrangères l'exemption édictée pour les Sociétés françaises par l'art. 24 de la loi du 5 juin 1850 mentionne seulement les Sociétés dont les titres sont cotés aux Bourses françaises. On en avait conclu que les Sociétés étrangères n'étaient pas fondées à invoquer l'immunité accordée aux entreprises infructueuses, à l'égard de ceux de leurs titres non cotés aux Bourses françaises, mais assujettis cependant à la taxe du timbre, à raison d'une négociation d'une exposition en vente ou d'une émission en France (Seine, 4 avril 1884, R. P. 6346). Un décret du 25 janvier 1899 a fait cesser cette anomalie et décide que les Sociétés, Compagnies et Entreprises étrangères, dont les titres, bien que non cotés aux Bourses françaises, sont néanmoins passibles de la taxe d'abonnement, jouiront désormais du bénéfice de l'art. 24 de la loi du 5 juin 1850.

De même que le décret de 1868, le décret de 1899 ne vise expressément que le cas d'improductivité des Sociétés ; mais il n'est pas douteux que l'impôt cesserait également d'être exigible si la So-

ciété venait à entrer en liquidation ou à être mise en faillite. D'autre part, cette disposition ne s'applique qu'à la taxe d'abonnement sur les actions, et elle suppose l'absence complète de bénéfices. Le décret de 1899 se borne, en effet, à reproduire les termes de celui de 1868 ; il doit donc recevoir la même interprétation. Ajoutons que l'improductivité des actions est sans influence sur l'exigibilité du timbre au comptant dont ces titres seraient passibles (Seine, 15 nov. 1901, R. E. 3299).

Les Sociétés étrangères ne sont donc pas traitées de la même manière que les Sociétés françaises au point de vue des justifications à fournir pour bénéficier de la dispense de la taxe d'abonnement. On a dit quelquefois qu'il existait entre les deux groupes de Sociétés une autre différence résultant de l'art. 17 de la loi du 5 juin 1850. D'après ce texte « le titre ou certificat de l'action délivré par suite de transfert ou de renouvellement, sera timbré à l'extraordinaire ou visé pour timbre gratis, si le titre ou le certificat primitif a été timbré ». L'Administration et certains Tribunaux estimaient que cette disposition, dérogeant au principe général d'après lequel l'impôt du timbre est un droit de consommation et frappe aussi bien les duplicata que les originaux, ne concernait pas les titres étrangers. En effet, le caractère d'impôt de consommation fait que le droit de timbre est dû sur chaque titre créé, sans compensation possible avec les droits acquittés

sur un autre titre, quelle que soit l'identité d'objets existant entre eux ; puis la disposition de l'art. 17 (loi de 1850) n'a pas été reproduite dans les lois et décrets relatifs aux titres étrangers. Comment donc ceux-ci pourraient-ils en réclamer le bénéfice ? (Solution du 3 août 1898, S. 99, 2, 288 ; Rouen, 12 juillet 1900, S. 02, 2, 184). Cette argumentation est des plus contestables ; c'est à la fois la création du titre et sa circulation qui sont atteintes par le droit de timbre que la loi fiscale a étendu aux titres étrangers. Le droit perçu à l'origine va donc libérer le titre pour toute sa durée ; en outre, le principe de l'équivalence des taxes sur les titres français et les titres étrangers conduit à décider que ces derniers ne doivent pas être frappés dans des circonstances où les titres français ne le sont pas (Wahl, n° 3006 ; Sedan, 3 nov. 1896, *Journal de l'Enr.*, 22509). En tout cas, pour les effets des Gouvernements étrangers l'Administration admet, en cas de timbrage au comptant, l'exemption d'un nouveau droit de timbre pour les valeurs destinées à remplacer d'autres titres précédemment timbrés (*Instr.*, 2897, § 1). D'un autre côté, l'art. 4 de la loi du 28 déc. 1895, énonçant d'une façon générale que les dispositions des art. 2 et 3 de la loi du 25 mai 1872 sont applicables aux titres des Sociétés, Compagnies, Entreprises Villes, Provinces et Corporations étrangères et de tous autres établissements publics étrangers, il en résulte que les titres définitifs admis en remplacement

de titres provisoires ne sauraient donner lieu à un nouveau droit de timbre, si les valeurs qu'ils remplacent *avaient déjà été soumises à l'impôt*. Mais dans tous les autres cas on suit le droit commun, et la taxe d'abonnement au timbre serait exigible même sur des titres qui remplaceraient purement et simplement d'autres valeurs circulant en France et déjà assujetties à l'impôt (D. M. F., 10 juillet 1902; *Instr.* 3099 § 15). Il en serait ainsi dans le cas où une Société étrangère procéderait à un échange de titres à la suite d'une réduction de capital, ou bien lorsqu'après un amortissement, des actions de capital sont échangées contre des actions de jouissance. Mais l'acquittement de ce double droit ne dure qu'un temps, car, dès que les titres anciens disparaissent de notre marché, ils ne sont plus assujettis à la taxe du timbre.

4° *Mode de paiement du timbre et garanties de l'administration pour son recouvrement.* — La taxe d'abonnement est payée par quart à la fin de chaque trimestre, et sans avis préalable de paiement; l'art. 11 du décret du 11 juillet 1857 renvoie, sur ce point, aux art. 22 et 31 de loi du 5 juin 1850. Le paiement est effectué dans les 20 premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre. Le droit est annuel, mais il est possible qu'il ne s'applique qu'à une fraction d'année; dans ce cas, il s'acquiert jour par jour comme les intérêts, et il doit être calculé de la même manière. On compte l'année pour 360 jours, quoiqu'il

n'y ait pas de texte imposant ce mode de calcul. La taxe est liquidée par le receveur compétent, sur la quotité imposable, applicable à la période triennale à laquelle la taxe est afférente. Le versement de l'impôt a lieu au Bureau dans la circonscription duquel la Société possède en France un siège administratif. Telle est du moins la pratique administrative ; à défaut de siège en France, la Société paie les droits au Bureau dans le ressort duquel s'est produit le premier fait donnant ouverture à l'impôt ; c'est également à ces Bureaux que doivent être faites les démarches relatives à la désignation d'un représentant à la fixation de la quotité imposable.

Un jugement du Tribunal de la Seine du 9 nov. 1906 a cependant reconnu la compétence du Bureau dans la circonscription duquel se trouve le domicile du représentant responsable (*Rép. per.*, 11438). Il est certain que, quand le représentant responsable est un Etablissement de crédit qui assure en même temps le service financier des titres de la Société étrangère, il y a tout intérêt pour celle-ci, comme pour le Trésor, à admettre pour le paiement des taxes le Bureau dans le ressort duquel se trouve situé l'établissement financier principal qui assume le rôle de représentant.

A défaut de paiement amiable, quelles sont les garanties que possède l'Administration pour le recouvrement de la taxe par abonnement ? Il est certain que l'Administration de l'enregistrement française ne sau-

rait prétendre exercer aucune poursuite à raison de l'impôt dû dans notre pays, contre une Société étrangère, à l'étranger (Wahl, *Traité de droit fiscal*, tome II, n° 1001, et solution du 29 déc. 1897, R. P. 9254) ; c'est précisément parce que la Régie française ne peut obtenir à l'étranger aucune condamnation contre une Société étrangère ni procéder contre elle à aucune voie d'exécution, en dehors des biens possédés par cette Société dans notre pays, que l'institution de représentant responsable a été imaginée. Le représentant responsable, mandataire de la Société étrangère, est débiteur direct des taxes dues au Trésor, et tous les événements qui donnent lieu aux taxes globales à la charge des Sociétés étrangères permettent de réclamer ces taxes au représentant ou de les percevoir sur le cautionnement (Wahl, n° 2218).

En outre, le recouvrement du droit de timbre par abonnement qui incombe aux Sociétés étrangères est garanti par le privilège des contributions directes, comme le recouvrement de tous les droits de timbre ; (art. 76 de la loi du 28 avril 1816 ; Cass. req. 9 mai 1900, S. 01, 1, 150). L'Administration peut donc invoquer, en cas de faillite du représentant responsable le privilège dont il s'agit. Ce privilège s'applique aux meubles et aux effets mobiliers du redevable, en quelque lieu qu'ils se trouvent, et il s'exerce avant tout autre. Il garantit le paiement des droits dus pour l'année échue et pour l'année courante. En cas de faillite

du représentant responsable, le Tribunal de Commerce serait seul compétent pour statuer sur cette admission privilégiée de l'Administration au passif.

A la différence des taxes de transmission et de revenu, pour lesquelles les Sociétés étrangères ont, comme les Sociétés françaises, un recours contre leurs porteurs de titres (Wahl, n° 2244), le droit de timbre par abonnement constitue une dette personnelle de la Société (solution du 23 février 1893, S, 96, 2, 22). Généralement les Sociétés ne se remboursent pas sur les porteurs de titres, et elles comprennent le paiement de l'impôt dans les frais généraux de l'entreprise. Il y a cependant une particularité à signaler pour les Sociétés étrangères : lorsque la société n'a pas encore régularisé sa situation vis-à-vis du Trésor, et même dans le cas d'émission, le porteur du titre doit lui-même acquitter le droit de timbre pour la collectivité. En pareille hypothèse, si la Société obtient la déduction de tous les titres timbrés au comptant pour la liquidation de la taxe par abonnement, il serait juste qu'elle consente à rembourser dans la suite au porteur de titre la somme avancée par ce dernier.

5° *Sanctions encourues par les Sociétés à défaut de paiement de la taxe par abonnement.* — Si des Sociétés étrangères demandent l'admission de leurs titres à la cote, l'exécution de leurs obligations fiscales est assurée par ce fait que l'inscription n'est autorisée qu'après l'agrément d'un représentant responsable des

droits, et l'inscription n'est maintenue que si les taxes sont régulièrement acquittées. Si les Sociétés étrangères introduisent leurs titres en France sans passer par la cote officielle, la sanction se trouve dans l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872, qui punit d'une amende de 100 francs à 5.000 francs toute infraction aux dispositions de ladite loi, ainsi que du règlement d'administration publique du 6 déc. suivant. Par conséquent, si, au mépris de ses obligations, une Société étrangère émet ses titres en France, les y négocie, met en souscription ou les expose en vente, sans avoir au préalable fait agréer un représentant responsable ou fourni un cautionnement en numéraire, elle encourt certainement pour ce fait une première amende de 100 francs à 5.000 francs indépendamment des poursuites auxquelles peut procéder le Trésor français pour le recouvrement des taxes exigibles, des amendes de retard, et pour ne pas s'être libérée aux diverses échéances trimestrielles (Cf. aussi les lois du 23 juin 1857, art. 10, du 13 avril 1898, art. 12, et du 29 juin 1872, art. 5 ; les Décrets des 6 déc. 1872, art. 2, et du 15 déc. 1875, art. 3). L'amende est la même pour les insuffisances d'évaluation relevées dans les déclarations d'états trimestriels. — Toutefois, tant que la quotité imposable n'a pas été fixée, il n'est pas dû d'amende pour défaut de paiement (Seine, 6 déc. 1902, R. P. 10559). — Telles sont les sanctions prononcées contre les Sociétés ou collectivités étrangères.

Une autre catégorie de pénalités concerne les intermédiaires dont les collectivités étrangères peuvent se servir pour introduire leurs titres en France. Elles sont prévues par la loi de finances du 13 avril 1898, art. 12. D'après la loi du 29 juin 1872, art. 4, et le décret du 6 déc. 1872, art. 4, aucune émission ou introduction des titres étrangers en France ne peut avoir lieu qu'après l'engagement pris par la collectivité étrangère de se soumettre à l'acquittement des trois taxes, et l'agrément d'un représentant qui en est responsable. D'après l'arrêt de la Cour de cass. (Ch. civ.) du 12 avril 1897 précité, ces prescriptions ne visaient que le fait même des collectivités étrangères, à l'exclusion du fait des tiers. D'autre part, elles ne prévoyaient pas certaines opérations qu'il a paru nécessaire d'interdire afin de réaliser complètement le principe d'équivalence quant aux charges fiscales entre les Sociétés françaises et les collectivités étrangères. Ces lacunes ont été comblées par les 1^{er} et 2^{es} §§ de l'art. 12 de la loi du 13 avril 1898. « L'amende prévue à l'art. 3 de la loi du 25 mai 1872 (amende de 5 0/0 de la valeur nominale des titres abonnés ou émis) est applicable à *toute personne* qui effectue en France l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction sur le marché, des titres étrangers désignés dans l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872; qui annonce ou publie les opérations ci-dessus, et à toute personne qui fait le service finan-

cier de ces mêmes titres, soit en opérant leur remboursement ou leur transfert, soit en faisant le paiement des coupons, tant qu'un représentant responsable des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu dont ces titres sont redevables n'aura pas été agréé. Cette amende ne pourra être inférieure à 50 francs. » Nous connaissons le sens des mots « émission, mise en souscription, exposition en vente, introduction et négociation » ; mais l'art. 12 de la loi de 1898 prohibe également l'annonce ou la publication des opérations dont il s'agit, par voie d'insertions dans les journaux, d'affiches, de prospectus ou par tout autre mode de publicité, tant qu'un représentant responsable n'a pas été agréé, sous peine de l'amende de 5 0/0 de la valeur nominale des titres faisant l'objet de l'annonce ou de la publication. La loi nouvelle n'a d'ailleurs fait que reproduire sur ce point les termes de l'art. 3 de la loi du 25 mai 1872, concernant les titres des Gouvernements étrangers. Elle comporte donc la même interprétation. — Une pénalité analogue est applicable aux personnes qui se chargent du service financier, c'est-à-dire du remboursement ou du transport des titres ou du paiement des coupons de valeurs étrangères (*Instr.* 2953), tant qu'un représentant responsable du paiement des taxes annuelles n'a pas été agréé. Il a été jugé que le service de conversion de titres nominatifs en titres au porteur est un service financier des titres étrangers

assimilable aux transferts et tombant sous l'application de l'art. 12 de la loi de 1898 (Seine, 5 mai 1905, R.E. 3948).

Enfin, l'exécution des obligations fiscales incombant aux Sociétés étrangères est assurée encore par l'*exercice du droit de communication* qui appartient à la Régie dans les succursales et agences, situées en France, des Sociétés étrangères. La légitimité de ce droit a été longtemps mise en doute ; il est cependant fondé d'abord sur l'art. 9 du décret du 17 juillet 1857, puis sur l'art. 7 de la loi du 21 juin 1875, qui ne distingue pas, au point de vue de la communication, entre les Sociétés étrangères et les Sociétés françaises. D'autre part, en droit international privé, les modes de preuve sont régis par la loi du pays où est née l'obligation qu'il s'agit de prouver, donc, dans l'espèce, par la loi française. Enfin, rien n'est plus conforme aux intentions du législateur, qui a voulu soumettre les collectivités étrangères à une situation équivalente à celle des Sociétés françaises (Wahl, n° 3136). Le Tribunal de la Seine s'était cependant prononcé en sens contraire, le 29 juillet 1899 (R. E. 2149), mais la Cour suprême a cassé ce jugement, le 10 fév. 1902 (S. 03, 1, 361, Note de M. Wahl, et D. 05, 1, 169) ; et elle a maintenu par la suite sa jurisprudence (Cass. Req. 31 oct. 1905, S. 06, 1, 465 ; D. 07, 1, 166 ; — 19 juin 1908, *Rép. pér.* 11613). La question ne peut plus faire de doute, d'ailleurs, depuis

que la loi du 17 avril 1906, art. 5 comporte l'application aux Sociétés étrangères de l'art. 4 du décret du 15 déc. 1875, qui organise le droit de communication.

6° *Les diverses actions en recours et la prescription.* — Les réclamations concernant le droit de timbre par abonnement ne sont pas gouvernées par les prescriptions édictées en matière d'Enregistrement. Le droit de timbre ne se prescrit donc que par 30 ans (Wahl, n° 1900); toutefois, l'action en paiement d'un supplément de droit pour perception insuffisante à raison d'une déclaration inférieure à la valeur réelle est soumise à la prescription biennale (Cass. Civ. 17 juillet, 1895, S. 96, 1, 467). La prescription de deux ans éteint également la réclamation des amendes et des pénalités (Loi du 16 juin 1824, art. 14). Cette prescription commence à courir du jour où la Régie a pu constater la contravention, c'est-à-dire du moment où elle a connu l'existence des titres (Lille, 16 mars, 1906, R. P. 11241). Quant aux perceptions insuffisantes imputables aux préposés, la prescription trentenaire est la seule applicable (Seine, 15 avril 1905, R. P. 11097). La prescription trentenaire est également seule susceptible d'éteindre la réclamation de termes d'abonnement non payés (Seine, 1^{er} août 1868, S. 69, 2, 274, et Wahl, n° 1902). En effet, la prescription biennale ne peut pas être invoquée, puisqu'elle implique la présentation, à la formalité, d'un acte

donnant lieu à des droits que l'Administration a négligé de percevoir (Loi du 22 frimaire, an VII, art. 61) ; et la prescription quinquennale de l'art. 2277 ne saurait davantage être invoquée, la taxe du timbre par abonnement n'étant pas comparable à un arrérage.

Quant aux demandes en restitution de droits que les sociétés peuvent former contre le Trésor, elles ne sont pas gouvernées par la prescription biennale établie par l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an VII, parce que ce texte est spécial aux droits d'Enregistrement (D. M. F. 20 déc. 1868, Primot, *Op. cit.*, n° 274). C'est donc la prescription générale des dettes de l'Etat, soit celle de cinq ans, édictée par la loi du 22 janvier 1881, art. 9, qui concerne le timbre par abonnement. En conséquence, ce serait la déchéance quinquennale qui rendrait irrecevable la demande en restitution des termes d'abonnement indûment payés (Wahl, n° 1907). « Ainsi la prescription de l'action en restitution, fondée sur ce que les dividendes distribués ont été reconnus fictifs, courent du 1^{er} janvier de l'année non pas où les droits ont été payés, mais où les actionnaires ont été obligés, par un jugement ou par une délibération de l'Assemblée générale, à restituer les dividendes » (Wahl, n° 1928). Cette déchéance quinquennale est prononcée non pas par les tribunaux, mais par le Ministre des Finances, et sa décision n'est susceptible de recours que devant le Conseil d'Etat

(Seine, 18 juillet 1890, S. 92, 2, 25 ; Cass. Civ., 6 mars 1901, S. 01, 1, 294, D. 03, 1, 52). Mais les Tribunaux civils demeurent compétents pour déterminer la période pendant laquelle le droit n'était pas dû, car il ne s'agit alors que de résoudre une question de droit fiscal (Seine, 18 juillet 1890, précité) ; les Tribunaux civils déterminent également l'époque à partir de laquelle une restitution de taxe indûment perçue est due à la Société.

Enfin, les prescriptions ci-dessus peuvent être interrompues par le Trésor au moyen d'une contrainte, et, de la part des parties, par une assignation en restitution notifiée avant l'échéance de la prescription.

CHAPITRE III

DES PROJETS DE RÉFORME CONCERNANT LE TIMBRE PAR ABONNEMENT ; ÉTUDE SPÉCIALE DU PROJET CAILLAUX DE 1909.

Le système de l'abonnement que nous venons d'étudier présente certainement de réels avantages.

L'abonnement est un forfait, or, avec le régime forfaitaire et avec la quotité imposable fixée pour 3 ans, le Trésor connaît d'avance le montant des droits qu'il aura à encaisser à chaque échéance.

La régularité et la certitude des recettes sont des qualités essentielles pour les budgets publics.

Un deuxième avantage signalé par M. Wahl dans la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 décembre 1907 résulte de ce fait que l'impôt tel qu'il est organisé actuellement est supporté en grande partie par les étrangers. En effet, les taxes d'abonnement ne frappent pas en ce moment les titres individuellement, mais une fraction du capital de la Société qui les

a émis, il en résulte que la collectivité n'exerce le plus souvent aucun recours contre les porteurs de titres et les sommes payées ainsi au Trésor français par les collectivités étrangères rentrent dans les frais généraux. Mais à côté de ces avantages, le régime du droit de timbre par abonnement donne lieu à de très nombreuses critiques.

D'abord avec ce système il est très difficile de réaliser une péréquation exacte de l'impôt.

En admettant même que par suite d'une enquête minutieuse on arrive à déterminer d'une façon mathématique la portion des titres d'une Société étrangère circulant en France, cette quotité ainsi fixée qui n'est pas révisable pendant trois ans, peut se trouver peu de temps après cette fixation, inférieure ou supérieure à la réalité, suivant que pour une cause quelconque, le rapport existant entre le capital social et la fraction circulant en France s'élève ou s'abaisse.

Le forfait devient alors suivant les cas avantageux ou préjudiciables pour le Trésor.

L'abonnement est donc un système trop rigide il manque de souplesse et ne suit pas d'assez près la matière imposable.

Un deuxième inconvénient du système actuel c'est le minimum établi par le décret du 24 mai 1872, art. 2.

Nous avons vu, en effet, que pour fixer la quotité imposable, le Ministre des Finances ne peut descendre

au delà d'un certain chiffre, soit $1/10$ pour les actions et $2/10$ pour les obligations, même si l'enquête faite par l'Administration de l'Enregistrement montre que ces minima sont supérieurs au rapport existant entre le capital social et la fraction circulant en France.

Certains auteurs parmi lesquels Simon Zadoks (*Urgence des réformes dans le régime fiscal des valeurs mobilières*) ont prétendu que ce régime du minima éloignait de notre marché un grand nombre de valeurs solides, au grand avantage des marchés étrangers et des valeurs douteuses. Ces dernières n'hésiteront pas à payer l'impôt sur le minimum, même si ce minimum est exagéré par rapport au nombre de titres placés en France, car l'abonnement assurera à ces valeurs un débouché sur notre territoire.

Les valeurs sérieuses, au contraire, certaines de trouver sur tous les marchés un accueil favorable et à moindre frais ne voudront pas payer nos taxes élevées si, par exemple, notre marché ne peut recevoir que $1/20$ des titres.

Il résulterait donc de là que le minimum entraînerait un danger réel pour la sécurité des placements français. Nos capitalistes sont sollicités par des placements douteux qui envahissent notre marché et les bonnes valeurs rebutées par le système excessif de l'abonnement vont augmenter l'importance des bourses étrangères.

Les critiques de ces auteurs sont, à notre avis, un peu exagérées.

On comprend aisément qu'une Société étrangère n'a pas un grand intérêt à faire admettre ses titres à la cote officielle si le minimum de la loi de 1872 ne peut être atteint.

D'un autre côté, il y a lieu de remarquer que ce minimum n'a pas réussi à éloigner les bonnes valeurs du marché national.

Un simple examen de notre cote nous montre que les bonnes valeurs n'ont pas déserté le marché français.

Comme le fait remarquer très justement M. Wahl :
« le système forfaitaire est peut-être plus préjudiciable
« aux valeurs véreuses qu'aux valeurs solides, car les
« premières trouveront difficilement un représentant
« responsable dont le recours serait aventuré. »

Enfin une dernière critique adressé au système de l'abonnement a été faite par M. Wahl dans la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 décembre 1907 (n° 162).

« Le principal inconvénient du régime de l'abonnement est dans le pouvoir arbitraire accordé contrairement aux principes de notre droit, au Ministre pour la détermination du nombre des titres qui circulent en France. Il serait normal que ce nombre fût fixé à défaut d'accord entre les assujettis et le fisc par les Tribunaux, ou tout au moins que les

« collectivités eussent le droit en démontrant que
« l'évaluation est exagérée, d'obtenir du Tribunal
« une atténuation.

« Les Tribunaux ont pour mission de trancher les
« différends, ce n'est pas à l'une des parties qu'il peut
« équitablement appartenir de le résoudre. »

« Le pouvoir accordé au ministre lui donne un
« moyen trop simple de fermer le marché aux va-
« leurs qui lui déplaisent et de favoriser certaines So-
« ciétés étrangères au détriment des autres, de régler
« comme il l'entend la concurrence entre les Sociétés
« étrangères. »

Cette critique est saisissante et très justement fondée. Le système excessif et arbitraire existant actuellement éloigne de notre marché bon nombre de bonnes valeurs. Beaucoup de villes et de provinces, des Sociétés étrangères puissantes ne veulent pas se soumettre à notre système d'abonnement et notre marché financier se trouve ainsi privé d'un important élément d'activité.

C'est uniquement pour cette raison que les valeurs américaines de chemin de fer ne se négocient pas à la Bourse de Paris ; les grandes Sociétés de chemin de fer des Etats-Unis n'ont pas voulu se soumettre aux exigences de la loi française pour obtenir la cote dans notre pays.

La suppression de l'abonnement est réclamée d'une façon unanime par le monde des affaires. Le grave re-

proche fait au système de l'abonnement c'est donc le mode de fixation de la quotité imposable par voie d'autorité, sans aucune discussion et sans recours possible.

Depuis longtemps on a cherché un régime applicable aux valeurs mobilières étrangères circulant chez nous et les doléances du marché ont fini par émouvoir le parlement.

En 1909, M. Caillaux, alors Ministre des Finances, a déposé à la Chambre un projet supprimant le système d'abonnement, ce projet a été voté par la Chambre des députés les 8 et 9 février 1909 (art. 80 à 87) mais il est toujours en suspens au Sénat.

Cette proposition de loi remplace l'abonnement par un droit de timbre au comptant payé une fois pour toutes et une retenue tant à titre d'impôt sur le revenu que de taxe supplémentaire s'élevant à 5 0/0 au total sur les coupons effectivement payés.

Toutefois les Sociétés étrangères dont l'abonnement remonterait à plus de deux ans auraient la faculté de le continuer si elles en manifestaient le désir et si la quotité servant de base à la liquidation des taxes atteignait un certain chiffre.

La proportion a été fixée à 6 0/0 dans le texte voté par la Chambre le 9 février 1909 (*J. O.*, 10-2-1909).

Pour obtenir cette faveur les collectivités étrangères devront faire une demande dans les neuf mois qui suivront la promulgation de la loi d'impôt sur le revenu

(art. 80). Si, dans la suite, la quotité imposable descend au-dessous de $\frac{6}{10}$, le droit de timbre au comptant deviendra exigible, mais il ne sera perçu qu'au tarif réduit de 1 ; 50 0/0, s'il est acquitté dans l'année qui suivra la notification faite par l'administration, que les titres ne sont pas susceptibles d'être maintenus sous le régime de l'abonnement.

Pour les Sociétés, Compagnies, Entreprises, Corporations, Villes et Provinces étrangères actuellement abonnées qui renonceraient à l'abonnement ou qui ne pourraient en bénéficier à l'avenir, elles devront prendre à leur charge le droit de timbre afférent à ceux de leurs titres circulant en France (art. 84).

Dans tous les cas le droit de timbre au comptant destiné à remplacer le droit par abonnement sera de 2 0/0 sans décimes (art. 81). La loi du 28 déc. 1895, avait déjà fixé à 2 0/0 sans décimes le taux du droit de timbre au comptant sur les valeurs étrangères non abonnées.

Mais les titres qui acquittent à la date du 1^{er} janvier 1910 le droit de timbre par abonnement bénéficieront d'un tarif réduit de 1,50 0/0 à la condition que ces titres soient soumis à la formalité du timbre dans les 9 mois après la mise en vigueur de la loi d'impôt sur le revenu (art. 80).

Ce tarif de faveur se justifie entièrement, il eut été bien rigoureux, en effet, d'assujettir au plein tarif de

2 0/0 des valeurs qui ont déjà payé depuis un certain temps la taxe d'abonnement.

Le droit de timbre au comptant sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupon considéré isolément, *mais sans minimum*. L'article 3-4 de la loi du 28 déc. 1895 établissait pour l'assiette du droit de timbre au comptant sur les titres étrangers un minimum de 100 francs.

Toutefois, la valeur réelle ou négociable sera prise pour base de la perception lorsqu'elle sera supérieure à la valeur nominale et dans ce cas, l'impôt sera calculé d'après le cours d'introduction ou d'émission des titres sur le marché français, ou d'après le cours moyen pendant l'année précédente, ou enfin lorsqu'il s'agira de valeurs non cotées d'après la déclaration des parties, sous réserve de contrôle de l'administration (art. 81).

Par contre pour les titres cotés à la bourse officielle dont le cours moyen pendant l'année précédente est tombé au-dessous des trois quarts du pair, la perception s'effectue sur la valeur négociable déterminée par ce cours moyen (art. 81). Cette dernière partie de l'art. 81 a été ajoutée sur les observations de M. Reinach (S. 8 fév. 1609) *J. Off.*, 9 fév., p. 309).

En ce qui concerne les faits juridiques qui rendent exigible le droit de timbre au comptant, le projet dans les art. 82 et 83 ne fait que rappeler les dispositions des lois existantes en les adaptant au système

nouveau. L'art. 83 contient cependant une disposition nouvelle, c'est l'interdiction d'énoncer, dans les réceptions de dépôt, des titres étrangers non régulièrement timbrés. Cette règle a été vivement critiquée comme nous le verrons dans la suite.

Néanmoins, cette disposition n'est pas applicable « lorsque le dépôt est effectué par une personne qui n'a pas en France de domicile de droit ou de fait. La nationalité et le domicile du déposant, devront, en ce cas, être indiqués expressément dans le récépissé de dépôt » (art. 83 *bis*). Cette exception au profit des étrangers se justifie facilement, il eût été trop rigoureux, en effet, d'obliger des étrangers, qui ne font qu'un court séjour en France et qui désirent momentanément déposer leurs valeurs dans une banque française, au paiement du droit de timbre.

A ce sujet il y a lieu de remarquer que la législation actuelle ne donne pas le droit à l'Administration de l'enregistrement de contrôler le contenu des coffres-forts loués au public par les établissements de crédit.

Les particuliers peuvent donc déposer librement dans les coffres-forts ou caves qu'ils louent dans les maisons de crédit, des valeurs non timbrées.

D'après l'art. 85, toute contravention aux art. 81, 83, 83 *bis* sera punie d'une amende de 5 0/0 en principal de la valeur imposable des titres émis, exposés en vente, mis en souscription, négociés, introduits en

France, cotés ou énoncés dans les actes, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs en principal.

« L'amende est due personnellement et sans recours par ceux qui ont émis, exposé en vente, mis en souscription, négocié, introduit, coté ou énoncé dans les actes des titres non timbrés, ou qui ont servi d'intermédiaires pour ces opérations. La même amende sera exigée de ceux qui auront publié l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction en France sans déclaration préalable. Le souscripteur, preneur ou acheteur de titres non timbrés est tenu solidairement de l'amende, sauf son recours contre celui qui a ouvert la souscription, exposé en vente, émis et introduit le titre. Tous les contrevenants seront solidaires pour le recouvrement des droits et amendes. Il n'est pas dérogé aux dispositions des deux derniers alinéas de l'art. 5 de la loi du 28 déc. 1895, relatifs à l'énonciation, dans les actes ou écrits de titres étrangers, sauf application des prescriptions de l'art. 7 de la loi du 31 déc. 1907 au cas où cette énonciation est faite dans un inventaire. »

L'art. 5 de la loi du 28 déc. 1895 continuera donc à être observé, par conséquent, tout acte ou écrit public ou S. S. P. qui énonce des titres étrangers, doit indiquer le lieu, la date et le n° du visa pour timbre ainsi que le montant du droit payé, ou si la formalité a été donnée soit au moyen du timbre extraordi-

naire, soit au moyen d'un timbre mobile, les mentions contenues dans l'empreinte du timbre opposé.

Les contraventions à la loi de 1895 sont punies d'une amende de 5 0/0 en principal de la valeur des titres négociés, exposés en vente ou énoncés, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs en principal. Comme dans le projet de loi de M. Caillaux, les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes. De plus, si, en cette nature, un officier ministériel commet une contravention, il est responsable des droits de timbre et passible en outre d'une amende personnelle de 100 francs en principal.

Pour terminer cette étude du projet Caillaux, il nous reste à étudier les différents moyens donnés aux agents de l'Enregistrement pour surveiller la perception de l'impôt. La question est réglée dans les art. 86 et 87. « Les Sociétés de crédits françaises qui possèdent des établissements à l'étranger et les sociétés étrangères établies en France, devront tenir, au siège principal de la Société en France, des répertoires où seront mentionnés dans le premier mois de chaque semestre, pour le semestre échu, soit les dépôts de titres ou dépôts de sommes à vue effectuées au nom de personnes domiciliées en France soit les comptes courants de chèques ou comptes courants de toute nature ouverts au nom des personnes domiciliées en France dans leurs établissements à l'étranger.

« Ces répertoires devront indiquer le nom et le domicile des titulaires des dépôts ou comptes et la nature des dépôts ou comptes. »

Les préposés de l'Enregistrement sont autorisés à prendre connaissance de ces répertoires et, sur leur réquisition, les Sociétés seront tenues de leur fournir dans un délai d'un mois, une copie certifiée conforme des dits comptes des dépôts ou comptes courants.

« Tout refus de communication des répertoires et des copies de comptes sera constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 100 francs par jour de retard à dater du procès-verbal. Toute omission d'inscription aux répertoires dûment établie sera punie d'une amende de 500 à 10.000 francs (art. 86).

« Tous banquiers français et toutes Sociétés de crédit françaises ainsi que tous banquiers étrangers et toutes Sociétés de crédit étrangères établis en France devront tenir, dans chacun de leurs établissements un répertoire sur lequel ils enregistreront, jour par jour, tous envois de titres ou coupons de valeurs mobilières adressées à l'étranger par des personnes résidant en France pour y être déposés, encaissés chez un banquier ou dans un établissement de crédit. Le répertoire indique le nom et le domicile du propriétaire des valeurs, la désignation du banquier et de l'établissement dépositaire. »

« Les préposés de l'Enregistrement sont autorisés à prendre connaissance de ce répertoire. Tout refus

de communication du répertoire sera constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 10 francs par jour de retard à dater du procès-verbal. Toute omission d'inscription au répertoire ou toute inexactitude dûment établie sera punie d'une amende de 500 à 10.000 (art. 87). Enfin l'art. 88 étend pour l'exécution de la loi d'impôt sur le revenu, à toutes les personnes désignées dans le second alinéa de l'art. 23, les dispositions des articles 22 de la loi du 23 août 1871, 7 de la loi du 21 juin 1875 et 5 de la loi du 17 avril 1906, relatives à l'exercice du droit de communication. De plus, il donne aux fonctionnaires de l'inspection générale des Finances, les mêmes droits que ceux donnés au service de l'Enregistrement pour le contrôle de la loi d'impôt sur le revenu.

Le projet Caillaux étend donc le droit de communication à toutes les personnes désignées à l'art. 23, c'est-à-dire aux banquiers, escompteurs, changeurs, agents de change, huissiers, receveurs de rentes et, d'une manière générale, à tous ceux qui font profession ou commerce habituel de payer les coupons, chèques ou tous instruments de crédit créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques des titres en valeurs étrangères. Tel est, dans ses grandes lignes, le projet de M. Caillaux, mais les différentes propositions qu'il contient ne sont pas exemptes de critiques.

Le rapporteur du projet, M. Renault, disait que la lé-

gislation actuelle des valeurs mobilières étrangères manquait de logique et de clarté. Ce point de vue est exact, mais il faut remarquer que dans le projet nouveau, on retrouve ces mêmes défauts, portés peut-être encore à un plus haut point. C'est ainsi que l'art. 80 supprime d'une façon radicale l'abonnement et que, dans la suite, l'art. 84 le maintient pour les Sociétés qui sont soumises à ce mode de perception, depuis plus de deux ans, sur une quotité imposable des 6/10 au moins.

Le nouveau régime introduit donc une complication de plus, il laisse subsister, dans certains cas, l'ancien système et il en crée à côté un autre qui présente, comme nous allons le voir, de nombreuses difficultés.

L'exposé des motifs du projet Caillaux dit : « Nous nous sommes efforcés par un ensemble de mesures de maintenir un équilibre rigoureux entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères de quelque nature qu'elles soient. »

Il nous semble que, d'après le texte voté par la Chambre, il est bien difficile d'affirmer que le principe d'équivalence des charges soit réalisé. L'équivalence ne sera que théorique, car le projet Caillaux présente une brèche que les efforts faits ont été impuissants à boucher. L'exode des valeurs étrangères leur permettra de se soustraire à l'impôt, alors que les valeurs françaises y seront assujetties par le seul fait de leur existence.

D'après une remarquable étude de M. Maguéro (*Journal des Sociétés*, 1909, p. 157) il est certain que le droit de timbre au comptant de 2 0/0 imposé aux valeurs étrangères équivaldra à une surtaxe de 3,20 0/0 sur le revenu. D'autre part, ces valeurs sont frappées d'une taxe annuelle supplémentaire de 1 0/0 ces titres seront donc assujettis d'abord à la taxe sur le revenu de 4 0/0 comme les valeurs françaises ; puis ensuite à la surtaxe de 4, 20 0/0, alors que cette surtaxe s'élevait à 8 0/0 pour les titres français.

Il n'y a donc pas du tout égalité de traitement et le principe d'équivalence que le législateur a toujours eu en vue est loin d'être réalisé.

Une seconde critique s'adresse à l'art. 83 qui concerne les récépissés de dépôts de titres.

D'après ce texte, il est interdit, comme nous l'avons déjà vu, d'énoncer dans les récépissés de dépôts, des titres étrangers qui ne sont pas timbrés régulièrement.

M. Aynard, dans la séance du 8 février 1909, a protesté vivement contre cette disposition, prétendant que cette interdiction avait pour conséquence d'amener les capitalistes français à déposer leurs titres dans des Etablissements étrangers, pour se soustraire au droit de timbre.

Cette remarque est exacte et favorisera, dans une large mesure, les Etablissements de crédits étrangers au détriment des maisons françaises, car il est à

craindre que les capitalistes, ayant pris l'habitude de déposer leurs valeurs à l'étranger, prennent aussi l'habitude de les y acheter.

Enfin, cette exode des valeurs étrangères causerait au Trésor un gros préjudice. On sait, en effet, que d'après l'art. 15 de la loi du 25 février 1901, tous détenteurs de titres ou valeurs dépendant d'une succession, doivent adresser à l'Enregistrement, soit avant la remise aux héritiers, soit dans les 15 jours qui suivent cette opération, la liste des valeurs transmises à ces héritiers. La disposition contenue dans l'art. 83 du projet ferait donc perdre au Trésor le bénéfice de l'art. 15 de la loi du 25 février 1901, qui rend de très grands services pour le contrôle des déclarations de succession.

Le grand défaut du projet Caillaux, c'est, comme nous l'avons vu à différentes reprises, sa tendance à provoquer l'émigration des capitaux français à l'étranger.

Le gouvernement et la Chambre des députés se sont efforcés, dans le projet d'impôt sur le revenu de 1909, d'introduire des mesures destinées à empêcher l'exode de l'argent français, nous avons étudié ces dispositions dans les art. 86-87-88. Il nous reste maintenant à les critiquer.

Le droit de communication, donné aux fonctionnaires de l'Enregistrement, ne comporte, malgré des accroissements successifs, aucun caractère inquisito-

rial. Il est exercé surtout dans les Sociétés des capitaux et non dans les Sociétés de personnes, ou bien il s'applique encore à des personnes limitativement déterminées, comme les entrepreneurs de transports qui s'occupent d'affaires tellement spéciales qu'il n'y a aucun inconvénient à les faire connaître aux agents du fisc. Mais il n'en est pas de même du droit de communication prévu dans le projet Caillaux, les dispositions des art. 23 et 88 vont astreindre aux investigations des préposés de l'Enregistrement, les banquiers privés, les escompteurs, les changeurs, agents de change, huissiers, receveur de rentes et tous ceux qui payent les coupons et revenus. Cette fois le secret des affaires va être violé incontestablement. Les banquiers privés, par exemple, sont bien souvent les conseillers des familles et les dépositaires de leurs propres secrets. Tous ces documents seront donc soumis aux vérifications des agents du Trésor.

Pourquoi, d'ailleurs, établir ces mesures vexatoires ? elles seront inutiles et inefficaces, elles n'empêcheront pas l'exode des capitaux. Les particuliers peuvent très bien s'entendre entre eux pour désigner un mandataire qui agira en leur nom et qui se rendra à l'étranger pour faire les opérations nécessaires.

De plus, on peut très bien imaginer que les banques étrangères enverront en France des agents qui se chargeront de toutes les affaires concernant la clientèle française.

Le Gouvernement s'est bien rendu compte des défauts du système et il a songé à réaliser une entente internationale pour arrêter l'évasion fiscale.

Ce grave défaut du projet Caillaux, vient du principe de la perception individuelle, mais voici un autre inconvénient relatif à l'incidence de l'impôt et dérivant de la même idée.

Nous devons nous demander, en effet, qui de la Société ou du porteur, devra en définitive supporter les droits de timbre sur les titres étrangers.

Cette question a donné lieu au moment de la discussion du projet d'impôt sur le revenu, en février 1909 à une violente discussion entre le Ministre des Finances et M. Jules Roche.

D'après le système actuel ce sont les Sociétés abonnées qui supportent le droit de timbre par abonnement. L'art. 84 du projet dit que les Sociétés qui sont abonnées pour le moment et qui renonceraient à l'abonnement ou qui ne pourraient en bénéficier à l'avenir devront prendre à leur charge le droit de timbre afférent à ceux de leurs titres circulant en France.

Cette disposition est excellente en elle-même, elle tend à maintenir à la charge de la Société le droit de timbre, mais malheureusement le législateur français ne dispose d'aucun moyen de contrainte pour obliger les Sociétés à assumer cette charge, d'ailleurs, un tel pouvoir serait tout à fait contraire au principe de

droit international public qui veut que les Etats soient souverains par rapport les uns aux autres et, par conséquent égaux et indépendants.

Il est donc à présumer que les Sociétés étrangères feront tous leurs efforts pour éluder le droit de timbre, surtout maintenant qu'il est porté à 20/0. Ce sera donc le porteur qui devra payer le droit de timbre que la loi a eu la ferme intention de mettre à la charge de la Société. Les collectivités étrangères pourront d'ailleurs violer la loi fiscale française d'une façon plus ouverte. Il pourra, par exemple, se conclure des arrangements entre les Sociétés et les porteurs de titres, celles-ci s'engageront à faire maintenir la cote de leurs valeurs sur la place de Paris à la condition toutefois que les propriétaires des titres supportent en tout ou en partie les droits de timbre (voir Maguéro, *Journal des Sociétés*, 1909, p. 163). Une convention de ce genre a d'ailleurs déjà été réalisée par une puissante compagnie étrangère.

Un autre procédé qui pourrait avoir de plus graves conséquences encore, consistera à transporter le marché des titres sur une place étrangère voisine : Genève ou Bruxelles, afin de se soustraire aux impôts français trop élevés.

Cet exode des capitaux et ce déplacement du marché des valeurs ruineront le pays et feront baisser d'une façon sensible les recettes du Trésor.

M. Caillaux comptait encaisser 25 millions de recettes

avec le droit de timbre au comptant pour la première année d'application de son système, mais, à notre avis, cette recette est bien incertaine.

Le texte voté par la Chambre donne donc lieu à de nombreux inconvénients et à de grandes difficultés d'application, il amène avec lui l'inquisition fiscale, il est beaucoup plus compliqué que le régime actuel et enfin il engendrerait des perturbations économiques très dangereuses pour notre marché national.

Il est donc à souhaiter que le Sénat ne vote pas la proposition de loi acceptée par la Chambre des députés d'une façon un peu hâtive.

Cette question du droit de timbre sur les valeurs étrangères préoccupe toujours et avec juste raison l'opinion et le monde parlementaire.

Un autre projet de réforme a été présenté cette année par M. Auguste Bouge, député de Marseille, sous forme d'article additionnel à la loi des finances (amendement 225 au budget).

M. Bouge propose la suppression de l'abonnement et l'assujettissement des titres étrangers circulant en France à un droit au comptant de 2 0/0 pour le timbre et de 1 0/0 pour la taxe de transmission, payable autant de fois qu'il se sera écoulé de périodes quinquennales depuis la première manifestation du titre en France.

Ce système du droit perçu tous les cinq ans n'est pas nouveau, il est emprunté à la législation anglaise

et il n'est en somme qu'une réédition du projet de M. Ribot de 1896 (voir appendice n° 2).

D'après lui tous les titres étrangers étaient, en effet, soumis au droit de timbre au comptant à 1 0/0 pour les fonds d'Etat et 2 0/0 pour les autres valeurs lors de leur première apparition en France; de plus lorsqu'ils reparaissaient sur le marché, qu'ils étaient exposés en vente, négociés ou énoncés dans un acte public ou privé, plus de 5 ans après la dernière opposition du timbre, ils étaient de nouveau soumis à cet impôt.

Ce projet a été remanié plusieurs fois par des spécialistes et M. Bouge n'a fait que le reprendre encore une autre fois en le modifiant quelque peu.

Ce député estime que sa proposition aurait surtout l'avantage de ne rien faire perdre au Trésor. Le tarif de 2 0/0 paraissait insuffisant, d'un autre côté le droit de 5 0/0 était trop élevé, on a donc imaginé de fractionner ce droit et de le répartir par périodes de cinq ans.

Mais on a élevé contre ce nouveau régime plusieurs objections.

L'Administration se plaint d'abord d'inconvénients qui ne paraissent pas insurmontables tel que l'aspect embrouillé que prendrait les titres après de multiples appositions de timbres. Puis elle a fait ressortir les difficultés qui pourraient naître au cas de titres ayant passé plus de cinq ans à l'étranger ou de valeurs

frappées par l'échéance quinquennale entre la vente et la livraison.

Ces deux inconvénients ne sont pas très sérieux, car, dans le premier cas, il semble bien que ce soit le vendeur qui devrait supporter le droit de timbre, et dans le second l'acheteur en vertu de l'art. 1138 du Code civil ; car, dès que la vente est conclue, les risques sont à la charge de l'acheteur.

Le projet de M. Bouge est loin d'être parfait, il entraîne surtout avec lui de nombreuses difficultés d'exécution et son grand défaut est de compliquer encore le régime des valeurs mobilières en France en introduisant un système tout à fait spécial pour les titres étrangers.

A notre avis le but à atteindre en la matière est de s'efforcer de rapprocher autant que possible le régime des valeurs étrangères de celui des titres français.

Un pas avait été fait dans cette voie, en 1909, par la commission extra-parlementaire ; elle avait proposé d'établir le système belge des Administratie Hantoren ou dépôt, dans des banques de garantie, des titres étrangers en échange desquels on délivrerait des certificats représentatifs au porteur ou nominatifs.

Les valeurs étrangères seraient donc en quelque sorte naturalisées françaises et dans la suite elles seraient soumises au régime fiscal des valeurs françaises.

Un système analogue est pratiqué en France par les grandes compagnies de chemins de fer. Tous les titres délivrés par elles sont au porteur, mais lorsqu'un capitaliste exige des titres, nominatifs, elles prennent en dépôt les titres au porteur et délivrent en échange des certificats nominatifs.

La Banque de France agit de la même façon, en vertu d'un accord avec la Russie, pour les titres au porteur de la dette publique.

Ce système serait parfait, il amènerait l'unité de législation pour les titres français et étrangers, mais malheureusement il est subordonné à la conclusion d'accords internationaux qui n'apparaissent pas faciles à réaliser de sitôt.

Il conviendrait donc, à notre avis, de conserver le système ancien de l'abonnement en y apportant toutefois certaines modifications urgentes.

Les différents projets de réforme présentés depuis quelques années sont remplis d'aléas, il est bien difficile d'envisager leur fonctionnement et les résultats qu'ils pourraient donner, au contraire, le régime ancien de l'abonnement fonctionne depuis plusieurs années, nous reconnaissons qu'il contient de graves imperfections, mais il n'est pas impossible de les atténuer.

On pourrait d'abord faire disparaître le vice capital du régime en enlevant au Ministre des Finances son pouvoir discrétionnaire, relativement à la fixation de

la quotité imposable et en attribuant cette fonction à la commission des valeurs mobilières. Le Ministre entretrait en qualité de Président dans la Commission et celle-ci composée dès lors de six membres aurait le droit de fixer elle-même la quotité imposable. Le président pourrait avoir voix prépondérante en cas de partage des voix.

Si la fixation de l'Administration paraissait exagérée, la Société étrangère aurait un recours devant les tribunaux pour obtenir une atténuation.

En second lieu le minimum de taxation pourrait être abaissé sans inconvénient et cette réforme simple ferait rentrer sur notre marché un grand nombre de bonnes valeurs qui hésitent à payer les taxes globales d'abonnement sur un minimum qui paraît exagéré et qui est loin de représenter la fraction du capital social circulant en France.

Enfin il faudrait pouvoir réviser la quotité imposable tous les ans ; cette innovation serait très utile et donnerait au système de l'abonnement la souplesse qui lui manque actuellement.

Mais il faut bien reconnaître que cette revision annuelle est impossible pratiquement par suite des longues formalités que nécessite la revision des quotités. L'Enregistrement doit, en effet, faire une enquête pour éclairer la commission des valeurs mobilières et le ministre des Finances et, le plus souvent, les résultats obtenus par les préposés de l'Enregistrement sont

adoptés par la commission comme par le Ministre. Il importe donc que cette enquête ne soit pas trop hâtive, sinon elle pourrait aboutir à des conséquences préjudiciables pour le Trésor ou pour la Société.

DEUXIÈME PARTIE

Le régime du droit de timbre au comptant sur les titres étrangers.

Le régime normal de l'assujettissement au timbre pour les titres étrangers qui circulent en France, c'est l'abonnement obligatoire. C'est ce régime qui gouverne les Sociétés et autres collectivités étrangères dont les titres sont cotés, émis, négociés, mis en souscription, exposés en vente ou introduits en France par la Société émetteuse, et aussi les titres qui font l'objet soit d'annonces ou publications, soit d'un service financier avec ou sans la participation de la collectivité étrangère. On aperçoit immédiatement que cette législation laisse en dehors de son empire deux grandes catégories de valeurs étrangères :

1° Les titres émis par les Sociétés ou collectivités étrangères qui ne sont pas soumises à l'abonnement ; il suffit, pour s'en rendre compte, de comparer les cotes publiées sur le marché libre et les relevés se-

mestriels du *Journal Officiel* qui contiennent la liste des Sociétés abonnées. Dans les premières publications, nous trouvons un grand nombre de titres qui ne figurent pas sur les relevés dressés par l'Enregistrement. Les titres de ces collectivités suivent un régime particulier : le droit de timbre au comptant. On ne pouvait les soumettre à l'abonnement, car elles n'ont jamais donné lieu en France qu'à des négociations ou expositions en vente accidentelles, portant sur des valeurs isolées, ou en nombre trop restreint pour qu'on puisse leur attribuer le caractère d'émissions ou introductions en France. La taxe par abonnement n'est donc pas applicable aux titres étrangers qui font l'objet de négociations purement privées, distinctes de l'émission ou de l'introduction, ou dont les particuliers font usage en France par acte public ou sous seing privé, dans le sens prévu par la loi du 13 brumaire, an VII (Et le seul droit exigible dans ce dernier cas était celui des effets de commerce, D. M. F. 13 mars 1851, *Instr.*, 1877). La lacune existant à cet égard dans la législation française a été comblée par diverses lois qui seront étudiées *infra*. — D'autre part, une Société qui introduit en France des titres sous le couvert de l'abonnement peut cesser, par la suite, le paiement des taxes ou bien le représentant responsable dénonce son engagement, ou encore la Société laisse appréhender son cautionnement ; dans ces conditions, les porteurs de titres, ne payant plus la taxe d'abon-

nement, devront faire timbrer leurs titres au comptant;

2° Une seconde catégorie de valeurs étrangères non abonnées comprend le groupe très important des titres de rente, emprunts et effets publics des Gouvernements étrangers. A la différence des autres valeurs étrangères, ces titres ne donnent jamais lieu aux taxes globales exigibles de la collectivité qui les a émis. Il est évident que les titres des Gouvernements étrangers ne pouvaient être soumis à l'abonnement en France sans la violation du principe d'indépendance réciproque des Etats. Aussi ces titres sont-ils assujettis au paiement d'un droit de timbre au comptant, avant tout usage en France, le versement de ce droit pouvant être aisément obtenu des porteurs de ces titres, ou de ceux qui coopèrent à leur émission sur le marché.

Nous étudierons, dans trois chapitres distinctes :
1° Les règles du droit de timbre au comptant sur les titres des Sociétés et collectivités étrangères non abonnées ; 2° le droit de timbre au comptant sur les titres de rentes, emprunts et effets publics des Gouvernements étrangers ; 3° les projets de réforme sur le droit de timbre au comptant.

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT DE TIMBRE AU COMPTANT SUR LES TITRES DES SOCIÉTÉS ET COLLECTIVITÉS ÉTRANGÈRES NON ABONNÉES

L'immunité dont ces titres bénéficiaient primitivement a cessé par suite des lois suivantes : 1° La loi du 30 mars 1872 les a soumis à un droit de timbre au comptant de 1 fr. 20 du capital nominal, à raison de toute négociation, exposition en vente, ou énonciation dans les actes de prêt, de dépôt, de nantissement, ou dans tout autre acte ou écrit, à l'exception des inventaires et des titres cotés en Bourse. Depuis la loi du 29 juin 1872, il a fallu excepter également de la perception du droit de timbre au comptant les titres qui, bien que non cotés, ont été émis, négociés ou exposés en vente en France. En d'autres termes, la loi du 30 mars 1872 ne prévoyait qu'un seul fait donnant ouverture à la taxe d'abonnement : l'inscription à la cote officielle. A défaut de cette inscription, le titre

devait être soumis au droit de timbre au comptant, et le § 2 de l'art. 2 de cette loi exigeait, en outre, que tout acte soit public, soit sous seing privé qui énonce un titre étranger non soumis à l'abonnement, indique la date et le numéro du visa pour timbre apposé sur ce titre ainsi que le montant du droit payé. Par la suite, la loi du 29 juin 1872 ayant énoncé dans son art. 4 d'autres faits comme générateurs des taxes, il y avait lieu de modifier le texte de l'art. 2 de la loi du 30 mars 1872 ; 2° ce fut l'objet de la loi du 28 déc. 1895, art. 5, qui élève d'abord à 2 0/0 sans décimes le droit de timbre au comptant, et qui assujettit à ce droit avant toute négociation, exposition en vente ou énonciation dans un acte ou écrit, soit public soit sous seing privé autre qu'un inventaire, les titres des Sociétés, des collectivités étrangères, qui n'acquitteraient pas la taxe d'abonnement ; 3° ultérieurement, la loi du 13 avril 1898, art. 12, a restreint les causes d'exigibilité du droit de timbre au comptant, en soumettant à la taxe par abonnement les titres que des personnes étrangères à la Société émettent, mettent en souscription, exposent en vente ou introduisent sur le marché français, ainsi que les titres qui font l'objet, de la part des mêmes personnes, soit d'annonces ou de publications, soit d'un service financier. Enfin : 4° la loi du 31 déc. 1907, art. 7, a supprimé l'immunité consacrée dans les inventaires au profit des énonciations de titres étrangers.

Nous étudierons successivement : 1° Les faits relatifs à l'exigibilité du droit de timbre au comptant sur les titres des collectivités étrangères non abonnées ; 2° les règles relatives à la liquidation et au paiement de ce droit ; 3° la sanction de ces règles.

SECTION I

Faits donnant lieu à l'exigibilité du droit de timbre au comptant.

Comme tous les titres étrangers supportent le droit de timbre, les uns sous forme d'abonnement (s'ils sont cotés, émis, négociés ou exposés en vente par la Société ou par un tiers, ou par suite d'annonces, de publications, ou d'un service financier en France), et les autres en payant l'impôt au comptant, si, en droit ou en fait, ils échappent à la taxe annuelle, le seul point à vérifier pour savoir si le droit de timbre à 2 0/0 est exigible, en cas de négociation, d'exposition en vente ou d'énonciation par actes publics ou privés, est de savoir si la taxe d'abonnement est ou non payée par la Société. L'exigibilité du droit de timbre au comptant est d'ailleurs soumise à plusieurs conditions.

Première condition. — Il faut d'abord que les titres étrangers existent matériellement, en d'autres termes, que la créance sur la collectivité étrangère soit cons-

tatée par un titre (Wahl, n° 2991). Cette condition découle des principes généraux du timbre. Etant un impôt de consommation, le droit de timbre ne peut s'appliquer qu'à un titre matériel ; par conséquent, l'énonciation dans un acte d'actions ou d'obligations étrangères à émettre ne donne pas lieu à la loi de 1895 ; mais il appartient aux intéressés de faire la preuve de la non création matérielle des titres. Ainsi, la Régie a décidé que les Consolidés nominatifs anglais peuvent être énoncés sans payer de droit, parce que le rentier ne reçoit aucun certificat d'inscription (Solution du 12 juin 1885, R. P. 6567). Il en est de même des rentes hollandaises nominatives 3 1/2 0/0 (Solution du 9 mars 1888, Primot, n° 1245). Il arrive fréquemment que les parties qui énoncent dans un acte des valeurs étrangères non abonnées sont dans l'impossibilité de représenter les titres, et, par suite, ignorent qu'ils sont revêtus de la mention du timbre. Cette circonstance n'empêche pas que les titres doivent être timbrés ; on procède alors au timbrage par déclaration ; les parties rédigent un bordereau en double expédition, l'une contenant, le détail des titres et revêtue de la réquisition du contribuable ou du notaire, est classée d'après, sa date, dans les archives de timbre, l'autre, présentant les mêmes indications, porte quittance des droits de timbre acquittés et sert à justifier du paiement des droits de timbre au receveur chargé d'enregistrer l'acte dans

lequel les titres sont énoncés (Béthune, 13 juillet 1893, R. P. n° 8165; Bourges, 16 juillet 1904, R. P. 10,947; Seine, 18 déc. 1903, R. P. 10784). Si, par la suite, la partie représente les titres, ceux-ci doivent être gratuitement revêtus de la mention de paiement de droits. S'ils portaient déjà la mention du timbre, il y aurait lieu à une restitution des droits indûment perçus (Wahl, n° 3097, note 2).

Deuxième condition. — L'obligation du timbrage au comptant ne concerne que les titres étrangers négociables. Le but constant du législateur a été, en effet, d'assimiler autant que possible les valeurs étrangères aux valeurs françaises; or, on sait que d'après la loi du 5 juin 1850, le droit de timbre établi sur les actions et les obligations françaises n'atteint pas celles qui ne sont transmissibles que suivant le mode déterminé par l'art. 1690 du C. civ. En conséquence, le timbre de dimension est seul dû sur les titres étrangers non négociables (Seine, 24 août 1877, R. P. n° 4894, et Bourges, 16 juillet 1904, R. E. 3798). La loi de 1895 ne s'appliquerait pas davantage aux titres dits « debenturs »; ces titres constituent des créances privilégiées de chiffres variables, non susceptibles d'être cotés et dont la cession ne peut s'opérer que par les voies civiles (Bourges, 16 juil. 1904 précité). Ces réserves faites, les titres étrangers non abonnés donnent lieu au droit de timbre au comptant, alors même qu'au moment de l'énonciation ils n'auraient

plus aucune valeur (Toul, 26 fév. 1895, S. 97, 2, 349). Il n'y a pas davantage à se préoccuper de la circonstance que les titres, depuis plus de deux ans, ne donnent pas de bénéfice ; le décret du 28 mars 1868 ne vise, en effet, que les titres abonnés (Seine, 4 avril 1884, et Toul et Bourges précités). Toutefois, si la Société dont dépendent les actions énoncées se trouve en liquidation au moment de l'énonciation, il n'y a plus lieu de réclamer le droit de timbre, car la dissolution enlève aux titres leur caractère négociable et les transforme en créances ordinaires. Seules les obligations demeurent négociables et passibles du timbre pendant la liquidation (Bourges, 16 juillet 1904 précité). Enfin, il n'y a pas à tenir compte de l'absence de circulation en France des titres étrangers (Cas. Civ., 31 mars 1889, S. 87, 1, 81 ; et Seine, 6 avril 1906, R. P. 11.302).

Troisième condition. — Il faut qu'un fait juridique donne ouverture au droit de timbre au comptant. Les faits générateurs de l'impôt ont été énumérés par les lois du 30 mars 1872, art. 2, et du 28 déc. 1895, art. 5 ; ce sont : la négociation, l'exposition en vente ou l'énonciation, dans les actes de prêt, de dépôt ou de nantissement ou dans tout autre acte ou écrit, y compris les inventaires, de titres étrangers qui n'acquittent pas la taxe par abonnement. Nous ne reviendront pas sur la négociation et l'exposition en vente de titres étrangers ; le sens et la portée de ces expressions ont

été définis à propos de l'étude du droit de timbre par abonnement (Première partie, chapitre II, section II). Nous nous bornerons à remarquer que l'Administration s'abstient de relever les contraventions résultant de l'exposition, dans les vitrines des changeurs, de titres étrangers non timbrés. Il n'y a là qu'une simple tolérance, car l'exposition en vente comprend certainement le fait matériel de l'exhibition des titres dans des vitrines exposées aux regards du public (Wahl, n° 3025), et les préposés de l'Enregistrement pourraient très bien constater les contraventions commises dans les comptoirs de change en se faisant accompagner par un agent de l'autorité. Mais l'Administration préfère assurer l'exécution de la loi en surveillant les actes de toute nature qui sont présentés à la formalité de l'enregistrement, ou bien en exerçant son droit de communication au siège ou dans les succursales des Sociétés par actions.

Quant à la disposition qui fait découler l'exigibilité du droit de timbre de la simple énonciation d'un titre étranger dans un acte, elle a été introduite dans notre législation fiscale par la loi de 1872. Sous l'empire de la loi antérieure, les valeurs étrangères pouvaient être énoncées dans les actes autres que ceux des mutations sans être timbrées ; en 1872, le législateur a pensé que l'énonciation dans un acte est un indice certain de sa circulation en France. Et il a érigé cette présomption en présomption légale, non susceptible

d'être combattue par la preuve contraire. C'est pour ce motif que, dans l'application des lois du 30 mars 1872 et du 28 déc. 1895, il n'y a pas à se préoccuper de savoir si les titres qui font l'objet de l'énonciation ont circulé ou circulent en France ; telle est l'interprétation qui se dégage d'un arrêt de la Cour de Cass. (Chambre civile), en date du 31 mars 1886 (S. 87, 1, 81, D. 86, 1, 272) : « La loi, porte cet arrêt, a voulu atteindre non seulement le fait de la négociation ou de l'exposition en vente, mais encore le simple fait de l'énonciation de titres étrangers dans un acte, sans que la présomption d'usage qui est attachée à ce fait puisse être combattue par la preuve contraire. » D'où il résulte que l'énonciation des titres dans un acte rend le droit de timbre exigible, alors même qu'elle n'impliquerait aucune transmission des titres ni même l'usage en France. D'ailleurs, le rôle distinct de l'énonciation et de l'usage se trouve accusé par le fait que l'art. 2 de la loi de 1872 mentionne l'usage à côté de l'énonciation (Béthune, 13 juillet 1893, R. E. 690 ; Poitiers, 27 nov. 1894, R. E. 974 ; Bar-le-Duc, 23 mars 1899, J. E. 25705).

L'énonciation visée par l'art. 2 de la loi du 30 mars 1872 est celle qui est faite dans un acte ou écrit quelconque, quel que soit son objet et quelle que soit sa forme. Mais il faut voir d'abord ce qui constitue l'énonciation, et ensuite ce qu'il faut entendre par un

acte, pour se rendre compte des cas où le droit de timbre est exigible.

L'expression d'*énonciation* désigne la simple mention (Wahl, n° 3060). Il suffit donc que les titres étrangers soient mentionnés dans les actes visés par la loi, pour que le droit de timbre devienne exigible. Les énonciations suivantes seront suffisantes, pour justifier la perception du droit de timbre : « La mention que les titres apportés en mariage par le conjoint survivant ou le défunt font l'objet d'une reprise en nature ; la mention, dans un compte, que l'origine des sommes comprises dans le compte est le prix d'une vente de titres étrangers, un exploit par lequel le mandataire du porteur de titres réclame à ce dernier le remboursement des versements faits sur les titres ; une sommation par un banquier à son client de fournir une nouvelle couverture, à la suite de la baisse des titres étrangers achetés pour son compte ; l'énonciation que les titres ont été vendus à un tiers, ou l'énonciation du transfert des titres ; une transaction relative au recours d'un Etablissement qui a payé les coupons pour la Société qui a émis les titres » (Wahl, n° 3061). Le droit de timbre serait encore dû si l'énonciation était contenue dans un acte étranger annexé à un acte passé en France ; c'est ce qui a été décidé à l'occasion d'une procuration passée à l'étranger pour vendre des titres étrangers, et qui avait été annexée à une substitution de mandat passé en France.

Ce fait a été considéré comme donnant lieu à l'impôt, par le motif que les prescriptions de la loi du 28 déc. 1895 seraient facilement éludées si les parties pouvaient recourir à l'annexe pour éviter l'énonciation directe des titres dans un acte passé en France (Cass. Req. 29 juillet 1903, S. 04, 1, 296, D. 05, 1, 281).

A l'énonciation directe des titres, il faut assimiler l'énonciation indirecte; le droit de timbre est donc exigible aussi bien quand l'acte ne mentionne pas en détail les titres étrangers ou se réfère pour leur désignation à un autre acte, que si l'énonciation porte directement sur les titres. La loi subordonne, en effet, le droit simplement à la condition qu'il y ait énonciation de titres étrangers (Wahl, n° 3064). Toutefois l'énonciation ne donne pas lieu au timbre si elle porte uniquement sur les coupons, car les coupons ne sont pas des titres (Wahl, n° 2993). Les lois de 1872 et 1895 ne s'appliquent pas non plus, à l'occasion d'actes passés en France qui énoncent l'encaissement des prix de valeurs étrangères non timbrées qui ont été négociées à l'étranger; l'acte n'a alors la valeur que d'un simple renseignement (Solution du 16 mars 1898, R. P. 9378).

Il faut qu'il s'agisse d'une énonciation faite *dans un acte ou écrit*, quel que soit son objet, et aussi quelle que soit sa forme. Ces expressions juridiques désignent les documents qui ont pour objet de créer

un titre au profit d'une personne à l'exclusion des documents d'ordre intérieur. Par conséquent, l'énonciation de titres étrangers dans les écritures domestiques, dans des livres de commerce, l'existence de bordereaux de coupons ne motiveraient pas la perception du droit de timbre au comptant (Wahl, n° 3046). Ce sont là des effets qui ne produisent pas des effets juridiques à l'égard des titres qui y sont énoncés. La même solution doit être étendue aux annonces faites dans les journaux et prospectus ; ce ne sont pas non plus des actes formant titre, au sens de la loi du 28 déc. 1893. De même, l'énonciation de titres étrangers dans un bordereau d'agent de change ou de couliissier, constitue également un simple document d'ordre intérieur qui ne donne pas ouverture au droit de timbre sur les titres étrangers (Wahl n° 3046 à 3049 et les autorités citées).

Mais, dès qu'on est en présence d'un acte passé en France, l'énonciation d'un titre étranger donne lieu à la perception du droit de timbre. Il faut mettre en première ligne l'acte portant vente du titre (solution du 20 oct. 1899, R. P. 9766) ; mais bien d'autres actes peuvent être rangés dans la même catégorie, par exemple, une citation en justice de paix, à l'effet d'obtenir mainlevée d'une opposition qui frappe les titres en dépôt dans un établissement de crédit (solution du 12 juin 1907) ; même solution pour les conclusions d'un avoué devant le tribunal (solution du

18 sept. 1891, Jobit, n° 97). Il a été décidé bien des fois que le jugement qui énonce des titres étrangers entraîne la perception des droits de timbre sur ces titres (Seine, 23 déc. 1905, R. E. 4064 ; 16 juillet 1908, R. E. 4676 ; 4 août 1909, R. E. 4989). Toutefois, l'énonciation émanant non pas des parties mais du tribunal seul, l'Administration s'abstient de réclamer des pénalités. Quant aux droits de timbre, ils sont dus solidairement par toutes les parties qui ont figuré au jugement, demandeur et défendeur condamné aux dépens. La prohibition d'énoncer des titres non timbrés a encore été reconnue applicable à la requête présentée par un avoué, à un compte de tutelle, à un partage des titres, à une liquidation de reprises, à une liquidation de Société ayant pour objet le partage du prix de vente des titres, à un contrat de mariage, à une procuration de vendre les titres, ou de les convertir au porteur, à une décharge des titres, à une délivrance de legs, à une notoriété, à un procès-verbal d'un tirage au sort des titres (Wahl, n° 3053 et les autorités citées). Il a été encore fréquemment décidé que l'énonciation de valeurs mobilières étrangères non timbrées, dans un testament olographe rédigé en France (même par un étranger, mais en dehors du Consulat) rend exigible le droit de timbre sur les valeurs énoncées. Peu importe que le testament devienne caduc, notamment par la renonciation du légataire, le sort du testament

ne pouvant exercer aucune influence sur l'obligation relative au timbre, qui est immédiate (Béthune, 18 juillet 1893, R. E. 690, et Seine, 27 avril 1907, R. E. 4423).

Toutefois, il est indispensable que l'acte contenant l'énonciation soit passé en France ; l'énonciation de titres étrangers dans un acte passé à l'étranger ne rend pas exigible le droit de timbre, même si cet acte est timbré et enregistré en France (Wahl, n^o 3051). Par application du principe d'exterritorialité, et pour des motifs de courtoisie internationale, on assimile aux actes passés à l'étranger ceux qui sont dressés en France par des agents diplomatiques ou consulaires étrangers. Une solution du 20 oct. 1899 (R. P. 9766) admet même qu'une expédition de l'acte étranger peut être timbrée et enregistrée en France, sans donner ouverture au droit de timbre au comptant. Cette manière de voir ne paraît pas conciliable avec l'art. 28 de la loi du 28 avril 1816, relatif à l'usage en France d'actes étrangers, et, dans le cas où un acte passé à l'étranger et contenant l'énonciation de titres étrangers est enregistré en France, le receveur est fondé à réclamer, indépendamment des droits auxquels l'acte donne ouverture, l'impôt du timbre afférent aux titres énoncés.

La défense d'énoncer dans des actes des titres non timbrés est longtemps demeurée étrangère aux inventaires. Sous l'empire des lois du 30 mars 1872 et du

28 déc. 1895, les titres étrangers pouvaient être mentionnés dans les inventaires sans être timbrés ; cette exception avait été sans doute inspirée par les motifs suivants : d'abord, éviter dans les inventaires des lacunes qui préjudicieraient à des personnes étrangères à l'acte ; puis, assurer la sincérité des inventaires, qui servent de base aux déclarations de succession ; enfin, ne pas en arrêter le cours, en obligeant les notaires à surseoir aux opérations pour présenter préalablement les titres au timbrage.

Mais, par la suite, le législateur a pensé que ces motifs ne suffisaient pas à justifier le maintien de l'immunité. La sincérité des inventaires est assurée, au point de vue civil, par les sanctions qui frappent le recel et le divertissement, puis, l'intérêt des particuliers à établir un inventaire exact constitue une garantie efficace pour le Trésor. Enfin, il est facile de concilier le désir d'assurer le paiement des droits avec le souci de ne pas entraver les opérations d'inventaire, par la concession d'un délai, pour régulariser, le cas échéant, la situation ; aussi la loi du 31 déc. 1907, art. 7, est venue décider que l'énonciation dans tout inventaire, de l'un des titres visés par l'art. 5 de la loi du 28 déc. 1895, donnera à l'avenir, ouverture au droit de timbre de ce titre, s'il n'a déjà été perçu. Cette règle vise aussi bien les inventaires sous seing privé que les inventaires publics ; elle comprend aussi les inventaires après faillite, qui peuvent être dressés par

les syndics, en vertu de l'art. 480 du C. de C. C'est ce qui résulte des travaux préparatoires de la loi (Rapport de M. Poincaré, le 19 déc. 1907, p. 67).

Sous l'empire des lois de 1872 et 1895, la jurisprudence des tribunaux ou de l'Administration étendait l'immunité visant les inventaires à certains actes similaires, où les titres étrangers sont simplement décrits par leurs caractères extérieurs, et tels que : l'état de mobilier déposé par les héritiers au Bureau, pour la perception du droit de mutation par décès ; un procès-verbal d'apposition de scellés ; un interrogatoire sur faits et articles.

Cette assimilation traditionnelle aux inventaires a désormais pour conséquence d'assujettir à l'impôt du timbre l'énonciation de titres étrangers faite dans ces divers actes, dans les conditions où il est exigible sur les énonciations contenues dans les inventaires.

« Toutefois, il est certain, enseigne M. Wahl, que le droit ne peut être exigé soit dans l'état estimatif dressé en vue d'une déclaration de succession, soit dans les déclarations de succession elles-mêmes ; ce ne sont pas là de véritables actes, c'est-à-dire des écrits destinés à former titre, mais bien des documents fournissant des indications en vue de la perception de l'impôt » (*Op. cit.*, n° 3059).

La règle générale, d'après laquelle le droit de timbre au comptant doit être perçu surtout les titres de toutes les Sociétés étrangères non abonnées qui sont énoncés

dans tout acte ou écrit public ou sous seing privé, rédigé ou déposé en France, souffre quelques exceptions : ainsi, l'Administration admet que les actes publics ou sous seing privé constatant le dépôt des titres étrangers dans un Etablissement financier pour les garder, soit le retrait des titres ainsi déposés, ne rendent pas le timbrage nécessaire (*Instr.*, 2445, § 2). Cette pratique continue d'être suivie sous l'empire de la loi du 28 déc. 1895.

Cette exception a été admise par une décision du Ministre des Finances en date du 8 septembre 1882, et, dans les motifs invoqués par cette décision, il est dit que l'exemption accordée s'applique seulement aux cas où le dépôt et le retrait des titres étrangers confiés aux Etablissements financiers n'ont été effectués qu'en vue d'en assurer la conservation. Le tempérament ainsi apporté aux lois de 1872 et de 1895 paraît restreint par la jurisprudence aux Etablissements financiers, et n'est pas étendu aux dépôts effectués chez des particuliers (Abbeville, 29 mars 1887, R. P. 6891). Enfin, les titres déposés devraient être timbrés si le dépôt a lieu non pour assurer la conservation, mais pour assurer la représentation à une Assemblée générale tenue hors de France des porteurs d'actions d'une Société étrangère non abonnée (D. M. F., 14 février 1902, R. E. 3077), et encore si le dépôt est opéré à titre de cautionnement ou de nantissement ou en vue d'une vente des titres (Seine, 6 avril 1906, R.

E. 4349). Ainsi, contreviendrait à l'art. 5 de la loi du 28 déc. 1895 l'huissier qui énoncerait, sans mentionner qu'elles sont timbrées, les actions d'une Société étrangère, dans un exploit d'assignation signifié à un agent de change, et tendant à la restitution des titres déposés à cet agent pour être vendus (Seine, 6 avril 1906, précité).

SECTION II

Règles relatives à la liquidation et au paiement du droit de timbre au comptant.

Le droit de timbre au comptant a été porté, depuis le 1^{er} janvier 1896, à 2 0/0 sans décimes, par la loi du 28 décembre 1895 ; il continue d'être perçu sur la valeur nominale des titres et non pas sur la valeur réelle des titres, avec un minimum de 2 francs par action ou obligation (art. 3 de la loi de 1895).

Lors de l'élévation du tarif de 1895, la Commission du budget avait proposé d'assujettir les titres étrangers autres que ceux qui acquittent l'impôt par abonnement au droit de 2 0/0 tous les cinq ans, ce droit étant calculé sur leur valeur réelle. Le but que la Commission voulait atteindre était de compenser l'exemption des taxes de transmission et sur le revenu dont bénéficient les titres étrangers non abonnés.

Avec ce système, ils auraient acquitté en 20 ans 8 0/0 de leur valeur, somme sensiblement égale à celles que paient pour les trois taxes les valeurs étrangères soumises aux impôts globaux et les valeurs françaises. Mais on renonça à ce système, notamment à cause de la répercussion fâcheuse qu'il aurait pu exercer sur la prospérité du marché français. En outre, la cote à la Bourse n'aurait pas été uniforme, car un titre timbré depuis cinq ans, et, par conséquent, exposé dans un bref délai à subir un nouveau droit, n'aurait pas pu se vendre aussi bien qu'un titre timbré depuis peu de temps. Pour tous ces motifs, la Commission dut renoncer à la périodicité de la taxe (Rapport de M. Cocheret, *J. O.*, 22 novembre 1895). Pour la perception, les sommes sont arrondies de 20 en 20 francs (solution du 4 février 1896, R. P. 8803). On se conforme ainsi à l'art. 14 de la loi du 5 juin 1850, bien que la loi de 1895 ne contienne aucune disposition à cet égard. Pour les titres et certificats collectifs, c'est-à-dire comprenant plusieurs titres, la perception doit être établie en envisageant isolément chaque titre. Si, par exemple, un certificat collectif comprend 10 actions de 25 francs chacune, le droit sera perçu 10 fois sur un minimum de 100 francs, puisque chaque unité d'action est d'une valeur nominale inférieure à cette somme (*Instr.* 2897, § 1).

La conversion des monnaies étrangères en monnaies françaises est faite au cours du jour (nous ver-

rons que pour les fonds d'Etat il existe une règle spéciale). Il résulte des différents principes qui précèdent que, sur une coupure d'une valeur nominale de 100 francs ou au-dessous, il sera perçu 2 francs. Sur un titre de 4 livres sterling qui, au change de 25 fr. 20, représente 100 fr. 80 l'Enregistrement prélèvera 2 fr. 40 (sur 120 fr.). La question du minimum des perceptions a soulevé quelques difficultés. Il existe, en effet, beaucoup de valeurs étrangères non abonnées qui représentent un capital bien inférieur à 100 francs : ainsi les titres de la Société minière Cape Copper sont de deux livres sterling, soit, au change de 25 fr. 20, 50 fr. 40 ; il existe même des actions de un schelling, soit 1 fr. 25 de capital nominal, sur lequel il sera perçu 2 francs d'impôt. Cette disposition concernant le minimum est donc d'une rigueur excessive, et elle est très préjudiciable au marché français. Au moment de la promulgation de la loi, plusieurs Etablissements de crédit avaient adressé au Ministre une pétition pour en obtenir l'abrogation ; mais le Gouvernement n'a pas tenu compte de cette réclamation. Son but était d'atteindre, avec le minimum de 2 francs. les petites actions des mines d'or ou de diamant qui, bien qu'é émises à un capital nominal de 25 francs, acquittent souvent dans la suite une valeur réelle bien supérieure à cette somme. D'un autre côté, ce chiffre de 100 francs représente, dans l'état actuel de la législation française, la valeur mi-

nima que doivent avoir les actions ou les obligations étrangères pour être admises aux négociations officielles de la Bourse (Rapport général fait au nom de la Commission du Budget, 1896, par M. Cochery, *Rép. pér.*, n° 8704, p. 131 et s.).

Le mode de liquidation établi par la loi du 28 décembre 1895 est applicable aux titres déjà timbrés (art. 3 de la loi); seulement ces titres, ayant déjà supporté l'ancien taux de 1, 20 0/0, ne doivent plus acquitter que la différence. Mais d'après l'Instr. 2897, il a été reconnu (§ 1) que le droit complémentaire ne serait pas exigible sur les titres livrés après le 31 décembre 1895 en exécution de négociations antérieures au 1^{er} janvier 1896, et dûment constatées. La règle de l'imputation des droits déjà acquittés antérieurement au 1^{er} janvier 1896, ne peut soulever aucune difficulté pour les titres isolés timbrés à l'extraordinaire, ni pour les titres isolés ou collectifs qui ont déjà acquitté l'impôt au moyen d'un visa, car le montant des droits perçus est indiqué par le receveur. Supposons, par exemple, une action de 5 livres sterling. Actuellement, il est dû, au change de 25 fr. 20, un droit de 2 fr. 80 ($25 \text{ fr. } 20 \times 5 = 125 \text{ fr.}$ soit à

2 0/0 sur 140	2 fr. 80
-------------------------	----------

Sous l'empire de la loi de 1872, il avait

été perçu à 1 fr. 20 0/0.	1 fr. 68
-----------------------------------	----------

Il reste à payer	1 fr. 12
----------------------------	----------

Il ne s'agit donc alors que d'un calcul très simple ; mais l'application de la règle de l'imputation est plus délicate, lorsqu'il s'agit de titres collectifs frappés du timbre extraordinaire. L'empreinte ne fait pas connaître en pareil cas le montant du droit perçu. Or, le chiffre de l'imputation varie suivant que le timbrage a eu lieu avant ou après la décision ministérielle du 8 avril 1890, car, selon qu'elle a eu lieu avant ou après cette date, la perception appliquée au titre collectif a été établie sur chaque unité prise isolément, ou, au contraire, sur la valeur totale énoncée dans le titre collectif (c'est précisément pour revenir à la pratique antérieure à 1890 que l'art. 3 de la loi de 1895, prend pour assiette du droit de 2 0/0 la valeur nominale de chaque titre considéré isolément). L'Administration a pris pour règle d'adopter le mode d'imputation le plus favorable aux porteurs des titres, c'est-à-dire que le droit ancien est réputé avoir été payé sur chaque titre individuellement (*Instr.* 2897, § 1). Ainsi, un titre collectif de cinq actions de 25 francs payait, à 1 fr. 20 0/0, avant la décision du 8 avril 1890, un droit de timbre sur $40 \times 5 = 200$, de 2 fr. 40 ; et, après la même décision, sur 25×5 sur 140, 1 fr. 68. En cas de timbrage à l'extraordinaire, c'est 2 fr. 40 qu'il faudra imputer sur le droit de 2 francs actuellement exigible (2 0/0 sur 500 francs).

Modes de paiement du droit de timbre au comptant. — Le paiement du droit de timbre au comptant

devait autrefois avoir lieu dans tous les cas au moyen du visa pour timbre (loi du 30 mars 1872). La loi du 29 juin 1881, art. 11, dans le but de rendre plus rapide le timbrage de titres présentés en masse, a permis l'apposition du timbre extraordinaire à l'atelier général. Depuis la loi du 28 déc. 1895, art. 5, deux modes de paiement sont possibles ; le visa pour timbre et l'apposition du timbre extraordinaire.

La mention du visa pour timbre est inscrite par le receveur sur le titre même et non en marge de ce titre ; elle est libellée dans les termes suivants : « Visé pour timbre (ou pour complément de timbre), à , le . Reçu ». Pour donner plus de relief à cette mention, le receveur doit l'accompagner de l'empreinte du cachet de son bureau, ou, à défaut, de celle de la griffe en usage pour l'oblitération des timbres mobiles.

La formalité du timbre extraordinaire ne peut être donnée qu'à Paris, à l'atelier général du timbre, rue de la Banque, n° 9 (les titres qui sont présentés au timbrage partout ailleurs doivent être visés pour timbre, l'Administration n'étant pas autorisée à en prendre charge pour les transmettre à l'atelier général (*Instr.* 3209). Pour le timbrage extraordinaire, les parties remplissent un bordereau rose qui indique la nature et le nombre des titres déposés ; il y a deux types de timbre, l'un destiné au plein tarif, l'autre aux perceptions complémentaires. Le nouveau timbre

est rouge et les mentions de couleur blanche (*Instr.* 2897, § 8).

Lorsque le droit de timbre au comptant a été perçu sur des titres ou certificats provisoires, les titres définitifs délivrés en remplacement de ceux-ci sont timbrés gratis (lois des 25 mai 1872, art. 2, et du 8 déc. 1895, art. 4). En effet, le timbre des titres provisoires couvre les titres définitifs, puisque juridiquement ceux-ci sont identiques aux premiers ; ils sont donc réputés avoir été timbrés.

D'une manière générale, l'impôt du timbre n'est exigible sur un titre que si celui-ci n'a pas été déjà soumis au timbrage. Mais que faut-il décider pour les titres des collectivités étrangères émis en renouvellement de titres déjà timbrés ? S'il s'agit d'une Société française ayant acquitté le droit de timbre au comptant sur ses titres provisoires d'actions ou d'obligations, les titres définitifs délivrés en remplacement des titres provisoires doivent être visés pour timbre gratis, par application de l'art. 17 de la loi de 1850, qui dispense de timbre les titres de renouvellement ; mais l'Administration soutient que cette règle ne s'applique pas aux titres des Villes, Provinces et Collectivités étrangères. Elle invoque la règle d'après laquelle l'impôt de timbre est un impôt de consommation ; dû sur chaque titre créé, sans compensation possible avec les droits acquittés sur un autre titre, quelle que soit l'identité d'objet existant entre eux. D'autre part,

la disposition de l'art. 17 de loi de 1850, n'ayant pas été reproduite dans les lois et décrets qui régissent les titres étrangers ne s'applique pas à ces titres (solution du 3 août 1898, S. 99, 2, 288 ; Rouen, 12 juillet 1900, S. 02, 2, 184).

En réalité, cette théorie est des plus contestables ; le droit de timbre établi par la loi de 1850 et étendu aux valeurs étrangères par la loi du 30 mars 1872 atteint à la fois la création du titre et sa circulation. Pour les actions des Sociétés françaises, le taux de l'impôt varie avec la durée de la société ; cela démontre bien que le droit perçu à l'origine libère le titre pour toute sa durée. En somme, l'art. 17 de la loi de 1850 est moins une dérogation à la nature juridique de l'impôt du timbre qu'une conséquence normale du système de taxation adopté par le législateur pour les titres des Sociétés et autres collectivités. D'autre part, les titres étrangers, étant soumis à des taxes équivalentes à celles des titres français, ne doivent pas être frappés dans des circonstances où les titres français ne le sont pas. Le bénéfice de l'art. 17 doit donc être étendu aux titres des Sociétés étrangères (Wahl, *Op. cit.*, n° 3006, et Sedan, 3 nov. 1896, J. E. 22509). Nous rappelons que cette solution doit être certainement suivie en vertu de l'art. 4 de la loi du 28 déc. 1895, dans le cas où les certificats provisoires d'actions ou d'obligations ont été timbrés, lorsqu'une émission a été annoncée ou effectuée en

France. Les titres définitifs correspondants sont dispensés du timbre. Mais la loi n'exempte à titre définitif que si les certificats provisoires ont été émis en France.

Il y a d'autres hypothèses où le droit de timbre est perçu deux fois ; cette hypothèse se présente dans les cas suivants : 1° Une personne fait timbrer au comptant les titres d'une Société étrangère : dans la suite, ces titres sont soumis à la taxe annuelle de l'abonnement. Il y a alors double emploi, et nous avons vu (p. 59 *supra*) qu'aucune compensation ou imputation du droit de timbre au comptant sur la taxe d'abonnement n'est alors possible, car ces deux droits sont soumis à des règles différentes et imposés à des débiteurs distincts. — 2° Une autre situation peut se présenter : les Sociétés étrangères ont abonné leurs titres par tranches ; le capital social a, par exemple, été divisé en 20.000 titres, mais l'abonnement n'a été souscrit que pour 5.000 valeurs (n° 1 à 5.000) ; un souscripteur, ignorant ce détail, fait timbrer au comptant un titre compris dans cette tranche ; plus tard, s'il s'aperçoit de son erreur, il pourra demander la restitution du droit au comptant indûment perçu (Cf. Lille, 4 juillet 1901, R. E. 2816). L'action en restitution ne peut être exercée que par la personne qui a payé les droits. Cependant la Régie permet à la Société de demander la restitution, sous la condition de s'engager à désintéresser le Trésor, si le créancier ré-

clame le remboursement (D. M. F. 18 avril 1883, Jobit, n° 182). — Enfin : 3° il y aura encore double emploi dans le cas où les titres étrangers déposés à l'étranger ont dû être énoncés successivement dans deux actes passés en France. Chaque fois, les droits de timbre au comptant ont été payés. Il y aura lieu à restitution, le rapprochement des deux enregistrements faisant ressortir la double recette ; mais l'Administration conserve le droit de se faire représenter les titres pour constater que, depuis le premier paiement, il n'y a pas eu modification du titre.

Un régime spécial concerne le paiement du droit de timbre sur les titres étrangers énoncés dans les *inventaires* ; la loi du 31 déc. 1907, art. 7, établit, en pareil cas, des règles différentes de celles édictées par la loi du 28 déc. 1895 pour les énonciations faites dans les autres actes. Tout d'abord, il n'est pas nécessaire que les titres énoncés dans les inventaires soient timbrés préalablement à leur énonciation ; de plus, la loi accorde des délais pour le paiement du droit de timbre. L'énonciation dans l'inventaire rend bien le droit de timbre exigible, mais ne constitue pas une contravention à l'égard des titres non timbrés au moment de la rédaction de l'acte. Le notaire qui rédige l'inventaire n'est pas tenu d'acquitter immédiatement le droit de timbre ; il doit seulement, s'il a eu les titres en mains, indiquer l'absence du timbre ou faire connaître si les titres son timbrés, et en pareil cas l'offi-

cier ministériel doit fournir les renseignements d'usage au sujet des mentions de timbrage inscrites sur les valeurs. Les délais accordés pour le paiement de droits sont les suivants, si les titres ne sont pas timbrés : le droit doit être acquitté en principe dans les deux mois qui suivent le jour de la vacation au cours de laquelle l'énonciation a été faite ; toutefois, le délai de paiement est fixé d'une manière différente pour certains inventaires, d'après l'événement qui en a motivé l'établissement. Le paiement doit avoir lieu : savoir, pour un inventaire après décès, au moment de la déclaration de succession comprenant le titre et au plus tard dans les 6 mois du décès ; pour un inventaire après déclaration de faillite ou mise en liquidation judiciaire, le paiement doit avoir lieu dans les 40 jours de la clôture de l'inventaire, et au plus tard dans les 6 mois qui suivent la déclaration de faillite ou la liquidation judiciaire ; enfin, pour les inventaires après divorce ou séparation de corps, le délai de paiement expire à la fin des 3 mois et 40 jours accordés par l'art. 1463 à la femme divorcée ou séparée de corps pour accepter la communauté ou y renoncer, ou à la fin du délai prorogé, si une prorogation a été accordée à la femme par le Tribunal civil. — Quant aux personnes qui sont débiteurs des droits, il faut distinguer : en cas d'émission en France, le droit de timbre ne peut être réclamé qu'aux souscripteurs et non pas aux personnes qui ont annoncé ou ouvert la

souscription (Wahl, n° 3088). En cas d'énunciation dans les actes, le droit est dû par les parties contractantes ; si l'énunciation est faite dans un jugement, le droit peut être réclamé indifféremment au demandeur ou au défendeur (Seine, 16 juin 1908, R. E. 4676 ; et Seine, 4 août 1902, R. E. 4989).

En ce qui concerne les droits dus sur les inventaires, l'art. 7, al. 5, porte que « tous les ayants droit aux valeurs non timbrées sont solidaires pour le paiement des droits et amendes ». A quel moment doit-on se placer pour apprécier quels sont ces ayants droit ? Des événements postérieurs à l'inventaire, tels que renonciation à une succession ou à une communauté ou encore un partage peuvent, en effet, changer, postérieurement à l'inventaire, la qualité des ayants droit, c'est-à-dire les personnes qui pourraient être considérées comme tels. Dans le silence de la loi, il semble que l'Administration doive seulement poursuivre les personnes qui ont, à la date où expire le délai de paiement, un droit quelconque de propriété ou de jouissance sur les timbres non timbrés ; les attributaires définitifs de ces titres sont seuls ayants droit ; les personnes qui perdent tout droit sur ces titres avant d'avoir payé l'impôt ne peuvent plus être mises en cause. La loi établit d'ailleurs la solidarité entre tous les ayants droit ; il suffit donc de la solvabilité d'un de ceux qui conservent un droit sur les valeurs, pour que le paiement de l'impôt soit assuré (Wahl, n° 3089).

Quand l'énonciation de titres étrangers est faite dans un acte authentique, les contractants sont d'abord solidaires pour le recouvrement des droits (Loi du 30 mars 1872, al. 4 de l'art. 2), de plus, la loi du 25 déc. 1895, art. 5, dispose que les officiers publics, rédacteurs des actes énonçant les titres étrangers, sont eux-mêmes responsables des droits de timbre. Toutefois, au sujet des titres énoncés dans un inventaire, il est certain que le notaire n'est pas tenu du droit ; les ayants droit aux valeurs sont, en effet, seuls indiqués par l'art. 4 de la loi du 31 déc. 1907 comme débiteurs des droits ; de plus, les travaux préparatoires montrent la volonté formelle de dégager le notaire de toute responsabilité quant au paiement des droits, car le plus souvent l'officier ministériel n'a pas les titres en sa possession quand il rédige l'inventaire. Il ne possède que les renseignements des parties intéressées ; il lui est donc impossible d'indiquer dans l'inventaire si le titre est timbré ou non et il ne serait pas fondé à interrompre l'inventaire, acte urgent, jusqu'à ce que les parties lui aient justifié du timbrage antérieur, ou jusqu'à ce qu'elles aient consigné le montant des droits.

SECTION III

**Sanction des règles d'exigibilité et de paiement du droit de timbre
au comptant ; contraventions et pénalités.**

Toute émission ou annonce d'émission est punie, par l'art. 4 de la loi du 28 déc. 1895, de l'amende de 5 0/0 édictée, pour les effets publics étrangers, par l'art. 3 de la loi du 25 mai 1872. Il est dû une amende distincte pour chacune des contraventions résultant : 1° de l'annonce en France sans déclaration préalable d'une émission de titres devant avoir lieu sur le territoire français ; 2° de l'émission en France de titres étrangers sans déclaration préalable ; 3° de la livraison des titres par des intermédiaires établis en France, à leurs souscripteurs, et de l'acceptation par ceux-ci des titres étrangers non timbrés. Chacune de ces contraventions donne lieu à une amende de 5 0/0 de la valeur nominale des titres annoncés, souscrits ou émis (Solution du 29 déc. 1897, R. E. 1834). Mais aucune pénalité ne peut être réclamée au banquier désigné pour recevoir les souscriptions, dans les annonces relatives à l'émission des valeurs mobilières étrangères, dès lors qu'il n'est pas établi qu'il soit l'auteur direct de l'annonce (Solution du 5 déc. 1898, R. E. 2199). Lorsqu'il est fait énon-

ciation dans un acte d'un titre étranger non abonné, le rédacteur de l'acte doit y constater expressément les mentions contenues dans l'empreinte du timbre dont le titre est revêtu. Si la formalité a été donnée au moyen d'un visa, l'acte doit contenir la mention justificative de l'accomplissement de la formalité (indication du lieu, de la date et du numéro du visa pour timbre), ainsi que du montant du droit de timbre payé (Loi du 28 déc. 1895, art. 5). Chaque contravention est punie d'une amende de 5 0/0 en principal de la valeur nominale des titres énoncés, négociés ou exposés en vente. En aucun cas, l'amende ne peut être inférieure à 100 francs en principal. Le minimum est encouru pour chaque négociation, chaque exposition en vente, chaque énonciation dans les actes et non pour chacun des titres faisant l'objet de l'opération. Ainsi, si des titres non timbrés sont mentionnés dans un partage, l'amende minima doit être calculée sur l'ensemble des titres énoncés dans cet acte et non sur chaque titre individuellement (Solution du 22 février 1882, J. E. 21856). Ces amendes sont dues aussi bien si les énonciations relatives au paiement du droit de timbre sur les titres étrangers ne sont pas contenues dans l'acte que si ce droit n'a pas été acquitté (D. M. F. 8 sept. 1893, J. E. 25647, et solution du 30 mars 1897, J. E. 25208). On a vu qu'en cas d'énonciation des titres étrangers dans un jugement, l'Administration s'abstient de réclamer les

amendes parce que le jugement est l'œuvre du Tribunal, qui ne saurait être tenu des pénalités (Seine, 16 juillet 1908, R. E. 4676).

Indépendamment de l'amende due par les particuliers, la responsabilité solidaire des droits de timbre et l'obligation personnelle à une amende de 100 francs en principal au minimum sont imposées à l'officier public qui a rédigé l'acte (Loi du 28 déc. 1895, art. 5). Chaque contravention commise par cet officier ministériel ne donne lieu, d'ailleurs, qu'à une seule amende de 100 francs, quel que soit le nombre des titres compris dans l'opération ou mentionnés dans l'acte, et aussi quel que soit le nombre des minutes notariées (Solutions des 16 sept. 1873, S. 74, 2, 61, et 3 sept. 1884, Jobit, *Op. cit.*, n° 350). Les officiers publics qui ont encouru des amendes de cette nature ne peuvent les recouvrer sur leurs clients (Wahl, n° 3127). Dans la pratique, l'Enregistrement admet que les amendes de 5 0/0 édictées par la loi de 1895 doivent être calculées sur la valeur nominale des titres énoncés sans arrondir les sommes de 20 en 20 francs.

Des règles spéciales concernent les inventaires ; à défaut de paiement dans le délai prescrit des droits de timbre sur les titres étrangers mentionnés dans les inventaires, il est dû une amende de 5 0/0 en principal de la valeur nominale des titres pour lesquels les droits ou compléments de droits exigibles n'auraient pas été acquittés (Loi du 31 déc. 1907, art. 7). En

aucun cas cette amende ne peut être inférieure à 100 francs en principal. D'autre part, une amende de 100 francs en principal est infligée au notaire qui, dans un inventaire ou un acte assimilé, aura négligé d'insérer les mentions prescrites par l'art. 7 (al. 5 de la loi du 31 déc. 1907). Cette amende n'est donc exigible que de la part du notaire seul ; elle n'est pas encourue par les autres officiers publics qui seraient appelés à rédiger des inventaires, comme le syndic d'une faillite ou le greffier de justice de paix, en cas d'omission des mentions relatives au paiement du droit de timbre dans un inventaire ou dans un procès-verbal d'apposition ou de levée de scellés.

Aucune solidarité n'est à la charge du notaire quant au recouvrement des droits de timbre dus sur les titres énoncés dans l'inventaire (voir *supra*) (*Instr.* 3237, § 1). Enfin, l'amende dont il s'agit est encourue par le notaire aussi bien s'il a négligé de constater l'absence du timbre que si, ayant fait connaître le timbrage, il omet d'indiquer les mentions justificatives du visa pour timbre.

Les contraventions aux lois du 30 mars 1872 et du 28 déc. 1895 sont relevées par les agents de l'Enregistrement, principalement au moyen de la surveillance qu'ils exercent sur les actes de toute nature qui sont chaque jour présentés à la formalité ou soumis à leur contrôle. Les contraventions ne peuvent être constatées en principe que par un procès-verbal

auquel doivent être jointes les pièces incriminées, à moins que le contrevenant ne consente à les signer, ou que les pièces en contravention puissent être facilement retrouvées pour être présentées au tribunal comme les actes conservés dans un dépôt public (*Instr.* 3291, § 30).

Enfin, l'action en paiement des droits de timbre au comptant se prescrit, conformément au droit commun par 30 ans (Wahl, *Traité de droit fiscal*, tome III, n° 364). Quant à la prescription, contre les contribuables, de demandes en restitution de droits qu'ils prétendent avoir indûment acquittés, elles sont soumises à la déchéance quinquennale établie par la loi du 29 janvier 1831 (Seine, 18 déc. 1903, R. P. 9784). Enfin, les amendes se prescrivent par un délai beaucoup plus court, fixé par la loi du 16 juin 1824 ; elles ne peuvent plus être réclamées lorsqu'un délai de deux ans s'est écoulé depuis le jour où la contravention a pu être relevée par les préposés de l'Administration (Wahl, *Traité de droit fiscal*, tome III, n° 451).

CHAPITRE II

TITRES DE RENTES ET EFFETS PUBLICS DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS

Nous étudierons successivement dans ce chapitre :
1° Les textes législatifs relatifs à la matière ; 2° les caractères distinctifs des fonds d'Etats ; 3° les faits relatifs à l'exigibilité du droit de timbre au comptant sur les effets publics des gouvernements étrangers ; 4° les règles relatives à la liquidation et au paiement de ce droit ; 5° la sanction de ces règles.

SECTION I

Textes législatifs relatifs à la matière.

Les fonds d'Etats étrangers ont été visés pour la première fois par la loi du 13 mai 1863 dans son art. 6 ; elle assujettissait ces valeurs à un droit de

0,50 par 100 francs ou fraction de 100 du montant de leur valeur nominale et elle décidait, en outre, que la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises serait fixée annuellement par décret.

La loi du 8 juin 1864, art. 7 porte ce tarif à 1 0/0.

La loi du 25 mai 1872, art. 1 établit un tarif gradué, à raison de 0,75 par titre de 500 et au-dessous, de 1,50 par titre de 500 à 1.000 ou fraction de 1.000, le tout sans décimes, le droit est perçu sur la valeur nominale du titre.

Cette loi de 1872 règle, en outre, les émissions ou souscriptions de fonds d'Etats et la matière des contraventions.

La loi du 30 mars 1872, que nous avons étudiée au sujet des titres des collectivités étrangères, s'applique aussi aux titres et effets publics des gouvernements étrangers (Loi du 30 mars 1872, art. 2).

La loi du 28 décembre 1895 porte à 0,50 0/0 le tarif des Fonds d'états étrangers.

Le nombre des valeurs étrangères augmentant toujours, la loi du 13 avril 1898 élève le tarif à 1 0/0 sans décimes, à partir du 1^{er} janvier 1899 (art. 13). Les titres déjà timbrés avant cette date au droit de 0,50 0/0 (L. du 28 déc. 1895, art. 3) ont toutefois été affranchis de cette surtaxe. Quant aux titres ayant supporté le droit de timbre fixé par la législation antérieure à celle du 28 déc. 1895, ils devaient, au contraire, être assujettis à un droit complémentaire égal

à la différence entre le tarif de 1 0/0 et le droit inférieur à 0,50 0/0 antérieurement perçu (v. *Inst.* 2953-2).

Mais, par mesure de faveur, le tarif de 0,50 0/0 avait été maintenu pour les titres tombés au-dessous de la moitié du pair par suite d'une diminution d'intérêts imposé par l'Etat débiteur (v. *Inst.*, 2953). Le tarif réduit ne peut d'ailleurs être appliqué qu'aux valeurs dont le cours moyen est inférieur à la moitié du pair au jour où l'impôt devient exigible, c'est-à-dire au jour de l'usage, tel que cet usage est défini par l'art. 5 de la loi du 28 déc. 1895, ou au jour de la présentation volontaire à la formalité (*Inst.* 2975).

Enfin la loi du 30 janvier 1907 fixe un droit de 2 0/0 sans décimes pour les titres d'effets publics des gouvernements étrangers, mais un droit de 1 0/0 subsiste pour les valeurs tombées au-dessous de la moitié du pair. Cette loi de 1907 fera l'objet d'une étude spéciale dans le § 4 du présent chapitre.

Il résulte des différents textes que nous venons de passer en revue, qu'à la différence des titres émis par les Sociétés d'établissements publics, les titres des gouvernements étrangers ne sont en aucun cas assujettis à l'abonnement. Mais il est interdit de les négocier, de les exposer en vente ou de les énoncer dans un acte en écrit public et sous seing privé, avant qu'ils n'aient été timbrés au comptant. Les règles à cet égard sont les mêmes que celles qui gouvernent la négociation,

l'exposition en vente ou l'énonciation des titres des Sociétés. Comme pour ces derniers, depuis la loi du 31 décembre 1907, l'énonciation, dans tout inventaire, d'un effet public d'un gouvernement étranger donne ouverture au droit de timbre au comptant sur ce titre, s'il n'a déjà été perçu.

Le droit de timbre au comptant sur les fonds d'Etats étrangers constitue un régime exclusif, il importe donc de distinguer d'une façon précise les titres de rentes et d'effets publics des gouvernements étrangers des titres émis par les Sociétés et collectivités étrangères.

SECTION II

Les caractères distinctifs des titres de rente et effets publics des gouvernements étrangers.

D'après M. Jobit (*Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères en France 1894*), il faut entendre par titres de gouvernements, ou fonds d'Etat, les valeurs dont le Trésor public se reconnaît débiteur et dont il s'oblige à effectuer le service. Les fonds d'Etats se distinguent des titres émis par les Sociétés, Villes Provinces et Etablissements publics, en ce qu'ils sont remboursables par une collectivité exerçant une autorité souveraine, soit qu'ils en émanent directement, soit

qu'ils aient été créés par l'intermédiaire d'une Société agissant en son nom.

Parmi les effets publics étrangers figurent ceux des colonies étrangères et ceux des pays de protectorat, mais non ceux des colonies françaises.

Pour reconnaître les fonds d'Etats, il y a lieu de rechercher, d'une part, si, malgré la qualification qu'elle a reçue dans le titre, la collectivité émetteuse est investie d'une souveraineté propre.

Ainsi dans un Etat composé d'autres Etats fédérés, les titres soit de l'union, soit de l'un ou l'autre des Etats fédérés sont des effets publics, car la collectivité qui les a émis est souveraine.

Il en est de même pour deux Etats formant une union réelle, les titres émis par chacun des Etats sont des effets publics.

Mais ceux émis par un chef d'Etat en son nom personnel ne sont pas des fonds d'Etats. Néanmoins le contraire a été décidé pour les obligations de la Daïra émises par le Khédive pour le service de sa maison. (Primot, *Traité des taxes fiscales établies sur les valeurs mobilières françaises et étrangères*, 1891).

Constituent encore des fonds d'Etats, par exemple : les titres émis par la ville libre de Hambourg, les provinces de Mendoza, Buenos-Ayres, Santa-Fé (Argentine) et de Bahia, Espirito-Santo. Minos-Geraes, Sao-Paulo (Brésil), les cantons Suisses, les colonies Anglaises autonomes ou colonies de Self-government',

tous ces pays constituent, en effet, de véritables Etats.

Mais il en est autrement des valeurs émises par le royaume de Galicie, par les provinces de la Basse-Autriche qui n'ont pas de souveraineté propre et qui par suite sont des titres de provinces étrangères.

D'autre part, quand l'Etat emprunteur, au lieu d'émettre directement des titres, en fait l'émission par l'intermédiaire d'une Société, il y a lieu de rechercher pour déterminer la nature de ces valeurs, si l'Etat est le débiteur direct des titres, ou simplement le garant de la Société.

Par application de ces principes, on a rangé dans la catégorie des fonds d'Etats : les obligations domaniales d'Autriche, les obligations du chemin de fer russe Nicolas, les obligations du chemin de fer transcaucasien, les obligations du chemin de fer russe Kursk-Khar-kow-Azow, les tabacs Portugais, les obligations du chemin de fer des Maremmes, les billets hypothécaires de Cuba, les lettres de gage du crédit foncier de Serbie... etc., parce que tous ces titres font partie de la dette publique des pays où ils ont été créés.

Les effets publics sont donc des titres constatant un emprunt fait par l'Etat. S'il n'y a pas de titre, la législation que nous étudions ne s'applique pas.

Le titre doit constater une dette ; par conséquent, on ne timbrera pas le papier-monnaie qui est l'équivalent de la monnaie métallique, ni les billets à ordre qui sont relatifs à une opération commerciale et qui ren-

trent, par conséquent, dans la catégorie des effets de commerce ordinaires. Il en serait de même pour les lettres de change (Solutions récentes.)

Pour les bons du Trésor, il y a eu des contestations ; en principe ces valeurs sont susceptibles d'être cotées en Bourse et tombent par suite sous l'application de la loi du 25 mai 1872. Mais, d'un autre côté, on fait rentrer dans la catégorie des effets de commerce ordinaires les bons du Trésor émis à court terme par un Etat au profit d'une Société de banque, en vue d'une affaire déterminée et se rapportant à une opération exclusive, par sa nature, de la participation de tiers intervenant comme souscripteurs ou acheteurs.

SECTION III

Les faits relatifs à l'exigibilité du droit de timbre au comptant sur les effets publics des gouvernements étrangers

Les fonds d'Etats étrangers ne sont pas assujettis par eux-mêmes à la contribution du timbre, ils ne deviennent passibles de l'impôt que *s'il en est fait usage en France*. D'après l'art. 5 de la loi du 28 déc. 1895, doivent être soumis au droit de timbre au comptant tous les titres de rentes, emprunts et autres effets des gouvernements étrangers, préalablement à

toute négociation, exposition en vente ou énonciation dans un acte ou écrit autre qu'un inventaire. La loi du 31 déc. 1907, art. 7, a supprimé l'exemption prévue pour les inventaires.

De plus, aucune émission en souscription des titres de fonds d'Etats étrangers ne peut être annoncée, publiée ou effectuée en France sans qu'il ait été fait dix jours à l'avance, au bureau de l'Enregistrement une déclaration dont la date est mentionnée dans l'avis ou les annonces. Les titres ou certificats ne peuvent être remis aux souscripteurs ou preneurs sans avoir acquitté le droit de timbre, dont ceux-ci sont solidairement tenus avec l'auteur de l'émission en souscription (Loi du 25 mai 1872, art. 3). Ces prohibitions sont identiques à celles relatives aux titres des Sociétés.

Enfin, le droit de timbre étant un impôt de consommation ne peut être dû qu'autant *qu'il existe un écrit susceptible du timbre*. Par suite, si un emprunt contracté par un gouvernement étranger n'est pas représenté par un titre quelconque, le droit de timbre ne saurait être exigé. Ainsi les consolidés anglais nominatifs, les inscriptions de rente hollandaise nominatives, qui résultent simplement de l'inscription du titulaire des droits sur le grand livre, ne sont pas soumis au droit de timbre au comptant (voir Sol. 12 juin 1885 ; R. p., 6567., — Sol., 9 mars 1888, *Revue pratique*, 2593).

SECTION IV

Règles relatives à la liquidation et au paiement du droit de timbre au comptant sur les effets publics des gouvernements étrangers.

La perception du droit de timbre sur les fonds d'Etats étrangers est actuellement réglée par la loi du 30 janvier 1907, art. 8 : « à partir du 1^{er} avril 1907, le droit de timbre au comptant des titres étrangers désignés dans l'art. 6 de la loi du 13 mai 1863 est fixé à 2 0/0, sauf en ce qui concerne les titres déjà timbrés, soit au tarif de 0,50 0/0 avant le 1^{er} janvier 1899, soit au tarif de 1 0/0 avant le 1^{er} avril 1907.

Ce droit n'est pas soumis aux décimes, *il sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément et dans tous les cas sur un minimum de 100*. Pour les titres déjà timbrés au 1^{er} avril 1907, au tarif antérieur à la loi du 28 déc. 1895, le droit de 2 0/0 ne sera appliqué qu'imputation faite du montant de l'impôt déjà payé.

Resteront soumis au droit de 1 0/0 les Fonds étrangers cotés à la Bourse officielle, dont le cours, au moment où le droit devient exigible, sera tombé au-dessous de la moitié du pair par suite d'une diminution de l'intérêt imposée par l'Etat débiteur. »

Depuis la loi de 1907, il faut donc distinguer au point de vue du timbre, trois catégories de titres :

1° D'abord les titres soumis au plein tarif de 2 0/0, ce sont les valeurs qui n'ont pas été timbrées, soit avant le 1^{er} janvier 1899 à 0,50 0/0, tarif de la loi de 1895, soit avant le 1^{er} avril 1907, au tarif de la loi de 1898, 4 0/0 ;

2° En second lieu les fonds d'Etats soumis au tarif complémentaire, ce sont les titres timbrés, aux tarifs de la loi de 1872 à 0 fr. 75 ou à 1 fr. 50. Ainsi une valeur de 500 portant déjà un timbre de 0 fr. 75 acquittera un complément de 9 fr. 25 ;

3° Enfin les fond d'Etats étrangers cotés à la Bourse officielle et dont le cours est tombé au-dessous de la moitié du pair par suite d'une diminution de l'intérêt imposée par l'Etat débiteur. C'est le cas des valeurs suivantes : Honduras 1869, titres de 300 fr. Gouvernementhellénique 1881-1885-1887, titres de 500, 50/0, -- Turquie, séries B. C. D. 4 0/0 en rentes à tant pour 100... etc. Un tarif de 4 0/0 sera perçu sur ces titres, mais il ne pourra être appliqué aux titres timbrés à 0,50 0/0, quotité fixée par l'art. 3 de la loi du 28 déc. 1895 et maintenue pour les fonds d'Etat de cette catégorie par l'art. 13 de la loi de 1898. Les titres de l'espèce, timbrés régulièrement à 0,50 avant le 1^{er} avril 1907, ou à 4 0/0 à partir de cette date, sont définitivement affranchis de l'impôt, alors même que leur cours serait remonté depuis le timbrage ou remonterait ultérieurement au-dessus de la moitié du pair.

1° *Liquidation.* — Le droit de timbre au comptant

est perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considérée isolément et dans tous les cas sur un minimum de 100 fr. La perception suit les sommes de 20 fr. en 20 fr. sans fraction. La valeur nominale s'entend de la somme que l'Etat débiteur s'oblige à rembourser au porteur du titre. Si elle est exprimée en monnaies étrangères, elle est convertie en monnaie française d'après les bases fixées, au commencement de chaque année, par un décret conformément à la loi du 13 mai 1863. A l'égard des monnaies non prévues par ce décret, la conversion en francs a lieu au cours du change.

2° *Le paiement* est constaté : à Paris par le timbrage des titres sur la remise, par les requérants, d'un bordereau blanc indiquant la nature, le nombre, la valeur nominale et les numéros des titres présentés ; — dans les départements par l'inscription sur les titres d'un visa donné par le Receveur. Quand il est nécessaire d'acquitter les droits sur des titres qui ne sont pas à la disposition de l'intéressé, celui-ci rédige un bordereau en double exemplaire, dont l'un lui est rendu revêtu de la quittance des droits. C'est le timbrage par déclaration. Au moment de la représentation des titres, l'empreinte est apposée sans frais.

3° *Perceptions complémentaires.* — Des difficultés se sont présentées pour les perceptions complémentaires sur les titres timbrés au tarif de la loi de 1872.

Dans certains bureaux, il a été perçu, par exemple,

sur un titre russe de 2500 fr., 4,50 ; soit $1,50 \times 3$. Dans d'autres, au contraire, on a considéré le titre de 2500 fr., comme étant formé de 5 obligations de 500 fr. et on a perçu $0,75 \times 5 = 3,75$.

Si ce titre a été revêtu d'un visa à la main ou d'une griffe ovale indiquant le montant des droits payés, aucune difficulté ne se présente ; on perçoit le complément exact : soit, à 2 0/0, 46,25, s'il a déjà été payé 3,75 ; ou 45,50 s'il a déjà été perçu 4,50.

Mais il n'en est pas de même si le titre porte un timbre rond qui indique seulement le tarif sans rappeler la somme payée et la date du timbrage ; dans ce cas il est difficile de déterminer le chiffre de l'imputation. Cela tient à ce que, suivant que le timbrage a eu lieu avant ou après la décision ministérielle du 8 avril 1890, la perception appliquée aux titres collectifs a été établie sur chaque unité prise isolément ou, au contraire, sur la valeur totale énoncée dans le titre. Dans une Instruction du 31 déc. 1895, n° 2897, l'Administration a prescrit de faire l'imputation de la manière la plus favorable aux parties.

4° *Certificats provisoires et titres définitifs*. — Aux termes de l'art. 2 de la loi du 25 mai 1872, si le droit a été perçu sur le certificat provisoire, le titre définitif correspondant est timbré gratuitement sur la représentation matérielle du certificat provisoire dont l'empreinte est annulée.

Dans le cas où l'opération porte sur une émission

importante, l'Administration accorde aux intermédiaires, sur leur demande, des délais pour la représentation des titres provisoires. Le plus souvent, le Ministre des Finances autorise le remplacement de l'empreinte matérielle du timbre sur ces certificats provisoires, par une insertion au *Journal Officiel*. C'est ce qui s'est produit en 1909 pour l'emprunt Russe 4 1/2 0/0 de 1.220.000.000 fr.

5° *Titres en renouvellement*. — Toutes les fois que le renouvellement des titres est pur et simple, notamment lorsque les titres sont renouvelés après épuisement des coupons, l'Administration admet que le nouveau titre peut être timbré sans paiement d'aucun droit, sur la production du titre primitif, dont le timbre doit être annulé, mais c'est à la condition que le nouveau titre soit absolument identique à l'ancien ; une décision spéciale doit être provoquée dans chaque cas (D. M. F. 20 juillet 1871, 16 août 1879, 18 mars 1880, 14 février 1881, 21 juillet 1891).

Cette règle ne s'applique pas aux actions, obligations des Sociétés, Provinces, Villes et Corporations étrangères, car le droit de timbre est un impôt de consommation.

Le traitement de faveur fait aux fonds d'Etats s'explique par des considérations de haute convenance internationale (Décrets des 26 juillet 1900 et 30 mars 1907. *Inst.*, 3020 et 3209.)

Mais, quand le renouvellement entraîne une modi-

fication quelconque des titres primitifs portant sur un ou plusieurs de leurs éléments essentiels, (capital, intérêts, époques d'échéances), les nouveaux titres sont passibles d'un droit de timbre indépendant de celui perçu sur les anciens (Voir avis de la Section des Finances du Conseil d'Etat du 11 janvier 1883 pour les titres de la dette espagnole convertie ; D. M. F. 20 janv. 1883 ; *Inst.* 2711-6).

Tel est le cas pour les *titres convertis* ; la conversion d'un fonds d'Etat entraîne la modification d'un des éléments essentiels des titres, l'élément « intérêts ». Par suite, les titres convertis sont soumis au paiement d'un nouveau droit de timbre sur leur valeur intégrale, sans imputation des droits payés auparavant (D. M. F., 30 octobre 1897 ; R. E. 1662, J. E. 25627.) La même règle s'appliquerait encore s'il s'agissait de conversions successives et automatiques. Il en a été décidé ainsi pour les nouveaux titres au porteur 2 1/2 0/0 de la rente anglaise consolidée, délivrés en remplacement des titres antérieurs 2 3/4 0/0 convertis de plein droit à l'échéance du 5 avril 1903 en vertu de l'art. Victoria, chap. 11, D. 1888 (Sol. 12 novembre 1902). Même solution pour les nouveaux titres de la rente italienne consolidée 4 0/0, à délivrer en remplacement des titres 5 0/0 de cette rente (D. M. F. 14 janv. 1895) ; pour les nouveaux titres de la Rente portugaise convertie en 1902 (D. M. F., 28 avril 1903).

Si, au lieu de délivrer de nouveaux titres, l'Etat débiteur constate la *conversion au moyen d'une estampille* apposée sur les anciens, les titres estampillés ne peuvent être remis aux porteurs qu'après le paiement d'un nouveau droit de timbre (Décision du Ministre des Finances du 30 octobre 1897, R. E. 3530, VI).

C'est ce qui a été reconnu au sujet de l'estampille dont, en 1904, ont été revêtus les titres des obligations égyptiennes de la Daïra Sanieh 4 0/0 1890, remboursables ou échangeables en 1905 et pour lesquels les porteurs ont opté pour l'échange.

Dans le même ordre d'idées, l'Administration a admis que *les changements dans la distribution des coupures* entraînaient la perception d'un nouveau droit de timbre. C'est ce qui arrive lorsque, par exemple, deux coupures ont été réunies en une seule (1) ou lorsqu'un Etat retire du marché français les grosses coupures pour les remplacer par de petites coupures représentant un capital équivalent à celui circulant avant cette transformation (D. M. F., 28 février 1907).

Nous avons vu précédemment que, pour des motifs de haute convenance internationale, l'Administration admet que les titres des fonds d'Etat étrangers émis en renouvellement de toute une série de titres déjà

(1) Sol., 16 mars 1896, J. E. 24827, *contra* Sedan, 3 nov. 1896, J. E. 25009.

timbrés recevraient la formalité sans paiement d'un nouveau droit, lorsque le changement des titres n'apporterait aucune modification dans les droits des porteurs en ce qui concerne le capital, les intérêts et les échéances. Mais il n'en est pas de même dans le cas de *renouvellement des titres dans un intérêt privé*, lorsqu'on se trouve en présence d'un fait individuel et isolé des détenteurs qui agissent en dehors de l'Etat débiteur.

De même la gratuité du timbre n'est pas appliquée *aux certificats nominatifs délivrés en échange de titres au porteur* d'un emprunt d'un gouvernement étranger ayant déjà supporté l'impôt et dont les nouveaux certificats ne sont que la représentation. Réciproquement aussi la gratuité ne s'applique pas aux titres au porteur remis en représentation de titres nominatifs précédemment timbrés (v. D. M. F., 10 juillet 1902, *Inst.*, 3099 15. R. E. 3245, D. 03, 5, 724 ; Seine, 4 janv. 1909, R. E. 4932).

Il ressort notamment du jugement du Tribunal de la Seine du 4 janv. 1909, (2^e Chambre, affaire Labrousche contre l'Enregistrement), que l'impôt du timbre est un impôt de consommation et que, par suite, il doit être acquitté autant de fois qu'il est rédigé d'actes distincts ou d'exemplaires distincts du même acte. Dès lors, toutes modifications ou tous renouvellements quelconques de titres de fonds d'Etats étrangers donnent lieu à la perception d'un nouveau droit de timbre.

Lorsqu'une créance sur un état étranger a été représentée successivement par des titres différents, les premiers nominatifs, les seconds au porteur, il n'y a pas identité de titres et cette constatation suffit pour justifier la perception du droit de timbre (*Nouvelle revue pratique de droit international privé*, G. Horn).

De même, quand un particulier demande le renouvellement de titres de fonds d'Etats étrangers qui ont été avariés dans un incendie, le renouvellement n'a lieu que dans son propre intérêt et, par suite, il est obligé de soumettre les nouveaux titres à la formalité du timbre.

6° *Droits de timbre acquittés par erreur ou indûment perçus.* — Il peut arriver que des droits de timbre aient été acquittés sur des titres qui ont été présentés par erreur à la formalité ; ces droits ne sont pas restituables, car il est admis que l'impôt du timbre est définitivement acquis au Trésor par le seul fait de la présentation des papiers à la formalité (Sol., 11 mai 1889).

Quant aux droits de timbre indûment perçus, ils sont restituables. Néanmoins, si l'impôt a été exactement liquidé d'après la déclaration du déposant, la restitution ne pourra avoir lieu que sur la représentation des titres eux-mêmes (Sol., 6 mai 1872).

De même, lorsque, les titres n'ayant pu être représentés, les droits ont été perçus d'après une déclaration spéciale, il est nécessaire pour obtenir la restitu-

tion des droits qu'on prétendrait avoir acquittés en trop par suite d'une évaluation exagérée, que les titres eux-mêmes soient représentés à l'Administration (Sol., 2 fév. 1878).

Lorsqu'un particulier, afin de pouvoir énoncer dans un acte en France des effets publics étrangers qu'il ne peut représenter, acquitte sur simple déclaration le droit de timbre proportionnel exigible et qu'ultérieurement il est reconnu qu'il n'avait pas été délivré de titre proprement dit, les droits indûment versés sont restituables en principe. La créance du redevable contre le Trésor prend naissance au jour même du paiement des droits et la déchéance quinquennale au profit de l'Etat court à partir du commencement de l'exercice au cours duquel ce paiement a eu lieu. (Seine, 18 déc. 1903. R. E. 3581; J. E. 26645.)

SECTION V

Sanction de ces règles; Contravention et pénalités.

Les contraventions en matière de timbre des titres de fonds d'Etats étrangers sont punies des mêmes peines que les contraventions similaires en matière de timbre des titres de Sociétés étrangères; nous renvoyons donc, pour cette matière, au Chapitre I, § III, de la deuxième partie.

En résumé depuis la loi de 1907, les effets publics des gouvernements étrangers et les titres des Sociétés et Collectivités étrangères sont soumis au tarif uniforme de 2 0/0 assis sur la valeur nominale des titres. Avant 1907, les titres des Sociétés étaient timbrés à 2 0/0 et les fonds d'Etats à 1 0/0, il y avait donc un grand intérêt à bien distinguer ces deux catégories de valeurs, mais actuellement cet intérêt n'a pas complètement disparu, quoique le tarif soit de 2 0/0 pour les deux séries de titres, car, sur les fonds d'Etat, on applique un cachet noir qui indique qu'ils sont fonds d'Etats et ce cachet leur donne une certaine valeur pour les négociations en Bourse ou sur le marché, tandis que les titres des Sociétés et Collectivités étrangères portent un cachet rouge qui permet de les différencier des précédents.

CHAPITRE III

LE PROJET CAILLAUX ET LE DROIT DE TIMBRE AU COMPTANT SUR LES VALEURS ÉTRANGÈRES

Nous avons déjà étudié le projet Caillaux dans le chapitre III de notre première partie et nous savons qu'il supprime l'abonnement et le remplace par un droit de timbre au comptant de 2 0/0 applicable à toutes les valeurs étrangères sans distinction.

Ce système aurait le grand avantage d'établir un régime uniforme pour tous les titres étrangers circulant en France.

Sous la législation actuelle le droit de timbre au comptant constitue, un régime exclusif pour les fonds d'Etats et un régime exceptionnel pour les titres des Sociétés et collectivités étrangères ; le projet Caillaux renverse complètement les choses et fait de l'exception ancienne la règle générale. Désormais le principe sera le timbrage au comptant, mais le système

proposé présente néanmoins quelques différences avec le régime fonctionnant actuellement.

D'abord, dans la législation qui régit en ce moment les valeurs étrangères, le droit de timbre du comptant est perçu sur la valeur nominale du titre et avec un minimum de 2 francs. Cette disposition concernant le minimum a toujours été vivement critiquée. Nous avons vu qu'elle était très rigoureuse pour les petites valeurs présentant un capital inférieur à 100 fr. et qu'elle les éloignait de notre marché. Les Etablissements de crédit avaient demandé depuis longtemps l'abrogation de cette disposition. M. Caillaux, dans son projet d'impôt sur le revenu présenté à la Chambre en 1909, donne satisfaction à ces desiderata. Désormais, le droit de timbre au comptant à 2 0/0 sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre en coupure considéré isolément, *mais sans minimum* (art. 81). Cette réforme est excellente en elle-même et, au moment de la discussion de l'art. 81, elle n'a soulevé aucune objection.

Mais il n'en a pas été de même sur un second point. Jusqu'ici le droit de timbre au comptant était perçu sur la valeur nominale du titre, M. Caillaux, dans son projet, maintient bien ce principe, mais il propose, en outre, de prendre comme base de perception *la valeur réelle ou négociable lorsqu'elle sera supérieure à la valeur nominale* et, dans ce cas, l'impôt serait calculé d'après le cours d'introduction ou d'émission des

titres sur le marché français ou d'après le cours moyen pendant l'année précédente, ou enfin, lorsqu'il s'agirait des valeurs non cotées, d'après la déclaration des parties sous réserve du contrôle de l'Administration (art. 81).

Cette disposition a fait l'objet de vives critiques de la part de M. Théodore Reinach, dans la séance de la Chambre du 8 février 1909. Ce député disait notamment qu'on laissait à l'Administration « une alternative entre deux modes de taxation, mais seulement lorsque cette alternative lui était favorable ».

Supposons, en effet, qu'une valeur étrangère présentant un capital nominal de 500 francs se négocie sur le marché de Bourse à 600 francs. L'administration dira : je perçois le droit de 20/0 sur 600 francs; mais, si la situation inverse se produit, si, par exemple, un titre ayant une valeur nominale de 500 francs cote seulement 250 francs, il n'est pas équitable que l'enregistrement perçoive l'impôt de 20/0 sur 500 francs. Il y a là un abus et pourtant ce dernier cas se réalise assez fréquemment; il y a, en effet, beaucoup de titres dont la valeur nominale est bien supérieure à la valeur réelle, il est donc tout à fait injuste de réclamer un droit de 20/0 sur le capital nominal de titres dépréciés, d'autant plus que les porteurs de ces titres ont déjà eu probablement à subir des pertes, car la dépréciation d'un titre vient généralement de la non distribution de dividendes. Si donc le Trésor prétend encore

exiger un droit de 2 0/0 sur ces valeurs en baisse, il augmentera dans de notables proportions les charges pesant sur les Sociétés émetteuses et ces dernières chercheront à se rattraper, sous une forme ou sous une autre, sur les porteurs de valeurs qui seront privés de dividendes.

Les observations présentées par M. Reinach sont très justes, il y aurait, en effet, de la part du Trésor, un véritable abus de pouvoir d'exiger la perception de l'impôt de 2 0/0 sur la valeur réelle d'un titre lorsque le calcul lui est favorable, sans autoriser par une réciprocité bien naturelle le prélèvement du droit de 2 0/0 sur la valeur réelle lorsque celle-ci est notablement inférieure à la valeur nominale.

M. Caillaux, alors Ministre des Finances, ayant trouvé fondées les observations de M. Reinach, l'art. 81 fut modifié par la Commission ainsi qu'il suit : « Pour les titres cotés à la Bourse officielle, dont le cours moyen pendant l'année précédente est tombé au-dessous des trois quarts du pair, la perception s'effectue sur la valeur négociable déterminée par ce cours moyen. »

A côté de ces réformes concernant la perception et la liquidation du droit de timbre, M. Caillaux voulait en introduire encore d'autres. Il demandait notamment l'assimilation complète des revenus tirés des fonds d'Etats étrangers aux revenus tirés des autres valeurs mobilières. Comme nous l'avons vu, son projet

consistait, d'une part, à établir à la place du droit de timbre par abonnement et du droit annuel de transmission, un droit de timbre assez élevé pour tenir lieu de ces droits de timbre et de transmission pendant un certain nombre d'années et, d'autre part, à frapper de l'impôt sur le revenu les coupons effectivement payés. Ces droits auraient été aussi appliqués aux titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers.

Cette réforme était très juste, car actuellement les porteurs de fonds d'Etats étrangers jouissent d'un véritable privilège.

Les capitaux français placés ainsi à l'étranger représentent environ 30 milliards et la plupart de ces placements ont été favorisés par la législation en vigueur.

L'exode des capitaux dans les pays voisins peut présenter des avantages pour quelques capitalistes français, mais il a surtout le grave inconvénient d'enlever au pays des sommes considérables qui pourraient être employées tout au moins sur notre territoire.

Depuis des années, les personnes qui possèdent des fonds d'Etats étrangers ne payent pas d'impôt, sauf, toutefois, le droit de timbre au comptant, tandis que le propriétaire foncier, qui a toute sa fortune en immeubles, ou le commerçant qui a mis tous ses capitaux dans sa maison de commerce, ne sont épargnés ni par l'impôt foncier, ni par la patente. De même les por-

teurs d'actions ou d'obligations des Sociétés françaises ou étrangères sont moins bien traités que les propriétaires de fonds d'Etats étrangers. Les premiers doivent, en effet, acquitter, en plus du droit de timbre par abonnement, la taxe de transmission et l'impôt de 4 0/0 sur le revenu. De plus, si l'on étudie l'incidence du droit de timbre au comptant sur les fonds d'Etats étrangers on voit que, le plus souvent, cet impôt est acquitté au moment de l'émission par l'Etat émetteur lui-même. Il résulte donc de là que le propriétaire de ces valeurs n'a absolument aucun impôt à payer.

La situation est certainement belle pour le capitaliste et, d'un autre côté, il y a un inconvénient à orienter ainsi l'épargne de la nation vers un placement qui ne stimule aucune initiative. Il y aurait donc un grand intérêt, comme voulait le faire M. Caillaux, à assimiler d'une façon complète les revenus tirés des fonds d'Etats étrangers aux revenus provenant des autres valeurs mobilières en ce qui concerne la taxe de transmission et l'impôt sur le revenu.

Le législateur a toujours hésité à faire cette transformation, il semble, en effet, qu'il y aurait de nombreuses difficultés d'application, notamment en ce qui concerne l'agrément d'un représentant responsable des droits et amendes. Aussi, à notre avis, il vaudrait peut-être mieux maintenir le système actuel en y apportant toutefois les modifications du projet Caillaux concernant le minimum de taxation et la liquidation

du droit de timbre sur la valeur réelle du titre. De plus on pourrait rehausser le droit de timbre exigible sur les fonds d'Etat étrangers jusqu'à ce qu'il soit l'équivalent des trois taxes réunies acquittées par les collectivités françaises et étrangères. Nous savons bien que ce droit de 2 0/0 est déjà lourd et qu'il grève sérieusement les porteurs de fonds d'Etats étrangers ; une élévation de tarif donnerait certainement lieu à de nombreuses protestations, mais il nous semble qu'il y aurait quand même intérêt à rehausser ce droit pour établir un juste équilibre entre les porteurs de valeurs françaises et les porteurs d'effets publics de gouvernements étrangers.

PREMIER APPENDICE

PRODUIT, EN MILLIONS DE FRANCS, DU TIMBRE PROPOR-
TIONNEL SUR LES VALEURS MOBILIÈRES EN 1909

Tableau comparatif avec 1908.

	1909	1908
Valeurs françaises	21,9	21,2
Valeurs étrangères {	{	{
Actions et obligations	6,7	4,9
Titres des Gouverne-	52,8	15,6
ments étrangers.	46,1	10,7
Ensemble	<u>74,7</u>	<u>36,8</u>

(Voir *Bulletin de Statistique et de législation comparée du Ministère des Finances*, avril 1911, p. 396 et s.).

On voit, par ce tableau comparatif, que, de 1908 à 1909, les changements sont à peine sensibles pour les valeurs françaises. On constate au contraire des plus-values importantes à l'égard des valeurs étrangères (un million 105.000 francs pour les actions, 787.000 pour les obligations et surtout 35.360.000 francs pour les fonds d'Etat). Cette dernière plus-value provient, à concurrence de

24.400.000 francs, des droits de timbre acquittés sur les titres de l'emprunt russe 4 1/2 0/0 1909, et, pour le surplus, de l'émission d'emprunts par plusieurs Etats de l'Amérique du Sud, et par le Gouvernement Ottoman.

DEUXIÈME APPENDICE

LE PROJET DE LA COMMISSION EXTRAPARLEMENTAIRE DE 1894 SUR LE TIMBRE DES TITRES ÉTRANGERS

Depuis longtemps déjà le législateur s'est préoccupé de remanier le régime des droits de timbre applicable aux titres étrangers ; et, dès 1894, le Gouvernement avait déposé un projet de loi comportant le relèvement des droits de timbre sur les fonds d'Etats étrangers et les titres négociables des Sociétés étrangères (cf. *Revue politique et parlementaire*, n^{os} du 5 juillet 1895, étude de M. Fernand Faure, p. 115 et suivantes et du 10 septembre 1895, p. 604 et s. ; et *Revue de l'Enregistrement*, 1895, art. 1016). Le motif invoqué à l'appui du projet était d'assurer une répartition plus exacte et plus équitable des charges fiscales entre les valeurs étrangères et les valeurs françaises. Il s'agissait surtout d'imposer les fonds d'Etat étrangers soustraits à l'application du principe de l'équivalence par la loi du 29 juin 1872 elle-même. Or, sur 20 milliards de valeurs étrangères qui circulaient en France à cette époque, les fonds d'Etat étrangers en représentaient au moins les trois quarts, soit 15 milliards en capital, et 700 millions

de revenus (Théry, *L'Economiste Européen* du 27 juillet 1895, p. 110). Et, cette masse considérable de valeurs étrangères ne versait au Trésor chaque année que 2 à 3 millions d'impôt, soit 1/2 0/0, alors que, du chef des trois taxes du timbre, de transmission et du revenu, les titres français acquittaient un impôt de 10 0/0, c'est-à-dire étaient assujettis à des charges 20 fois plus lourdes.

Attirés par la perspective de ce revenu supérieur, les capitalistes français plaçaient plus volontiers leur épargne sur les fonds d'Etat étrangers que sur la rente française.

De là, le projet présenté par le Gouvernement avec le budget de 1896, qui posait le principe d'un droit de timbre quinquennal, fixé à 1 0/0 pour les fonds d'Etat et à 2 0/0 pour les autres valeurs, taxe tenant le milieu entre l'abonnement et le droit au comptant, et qui tendait à obtenir des titres étrangers une contribution presque égale à celle des titres français.

Le projet du Gouvernement qui, après des remaniements importants, aboutit aux lois des 26 décembre 1895 et 13 avril 1898 (lesquelles se bornent à rehausser le droit de timbre), se heurta à de nombreuses objections, dont la principale était d'ordre fiscal :

— On fit remarquer que, bien rarement, un titre timbré pour 5 ans serait saisi de nouveau par le fisc après l'expiration de la première quinquennale, et un long intervalle s'écoulerait peut-être avant le nouveau versement de la taxe, si aucun fait générateur de celle-ci (négociation, exposition en vente, énonciation) ne se produisait. Or,

l'équivalence ne pouvait être maintenue entre les valeurs étrangères et les valeurs françaises que si les premières acquittaient quatre fois par titre le droit de timbre de 2 0/0 dans une période de 20 ans ; de la sorte, la somme versée au Trésor (environ 8 0/0 de la valeur du titre) représenterait à peu près le montant des trois taxes payées pendant le même période par les valeurs françaises similaires (8,40 0/0 du capital). De plus, n'étant assujettis qu'à un droit de timbre de 1 0/0, les fonds d'Etats étrangers ne verseraient au Trésor français que 4 0/0 d leur capital en 20 ans.

— L'objection la plus grave concernait l'assiette de l'impôt, et l'on préconisait, à la place d'un impôt sur le capital du titre, une taxe sur le revenu, autrement dit sur les coupons des valeurs étrangères. C'est en ce sens que se prononçaient la Chambre syndicale des agents de change de Paris et un grand nombre de financiers (notamment M. Théry, *L'Economiste Européen*, n° du 27 juillet 1895). En effet, disait-on, avec le projet du Gouvernement, il y aurait lieu de distinguer non pas seulement les titres timbrés et ceux qui ne le seraient pas ; mais encore les titres étrangers d'après la durée de leur timbrage, suivant qu'ils seraient timbrés pour 5 ans, 4, 3, 2 ou 1 an ; de là une complication de la cote, chaque titre devant être rangé dans une catégorie spéciale suivant la durée du timbrage, sans parler de ceux pour lesquels serait proche l'expiration de la période couverte par l'impôt quinquennal.

Or, M. Théry (*loc. cit.*,) signalait que, d'après les indi-

cations de l'Annuaire des agents de change de Paris, sur 120 fonds d'Etat inscrits à la cote officielle, 114 avaient leurs coupons périodiques payés par 15 maisons de Banque de Paris. Une pareille centralisation du service de ces titres facilitait singulièrement l'établissement et la perception d'un impôt de 2 0/0 par an, en remplacement du droit de timbre projeté, sur le revenu de tous les fonds d'Etat étrangers circulant en France et dont il y aurait lieu de rendre comptables, vis-à-vis du Trésor, tous les établissements de crédit et toutes les maisons de Banque. De cette manière, le principe d'équivalence des charges entre les valeurs étrangères et les valeurs françaises serait plus équitablement assuré.

Mais le projet du Gouvernement, de même que les contre-propositions auxquelles il donne lieu, ne furent pas acceptés par les Chambres, et ce fut seulement un relèvement de l'impôt du timbre sur les fonds d'Etat étrangers qu'édictèrent les lois de 1895 et de 1898.

Vu et approuvé, le président,

ALBERT WAHL,

Vu le doyen,

G. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur

de l'Académie de Paris,

pour le Vice-Recteur l'Inspecteur de l'Académie,

BIBLIOGRAPHIE

JOBIT MAURICE. — *Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères en France*, 1894.

MAGUERO. — *Traité alphabétique des droits d'enregistrement*.
V^o Valeurs mobilières étrangères, vol. V.

MOREY. — *Thèse*, Paris, 1910.

PRIMOT. — *Traité des taxes fiscales établies sur les valeurs mobilières françaises et étrangères*, 1891.

WAHL ALBERT. — *Traité du régime fiscal des Sociétés et des valeurs mobilières*, t. II, 1909.

ZADOKS SIMON. — *De l'urgence des réformes dans le régime fiscal des valeurs mobilières*, Paris, 1905.

Documents parlementaires : exposé des motifs annexé au Journal officiel du 17 février 1907. Rapport de M. René Renoult du 13 juin 1907.

Journal officiel, n^{os} des 9 et 10 février 1909.

FERNAND FAURE. — *Revue politique et parlementaire* du 5 juillet 1895.

Revue de l'Enregistrement, 1895.

THÉRY. — *L'Economiste Européen*, 1895,

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Le droit de timbre par abonnement sur les titres des Sociétés et des Etablissements étrangers.

Chapitre I. — Historique de l'abonnement au timbre sur les titres étrangers	13
Chapitre II. — La législation actuelle	20
Section I. — Formalités à accomplir par les collecti- vités étrangères avant l'introduction de leurs titres en France	21
Section II. — Règles relatives à la liquidation et au paiement du droit de timbre par abonnement .	33
§ 1. — Faits juridiques donnant lieu à la taxe du timbre sur les titres étrangers	36
§ 2. — Règles concernant la liquidation et le paiement du droit de timbre par abonnement.	47
Chapitre III. — Des projets de réforme concernant le timbre par abonnement. Etude spéciale du projet Caillaux de 1909	81

DEUXIÈME PARTIE

Le régime du droit de timbre au comptant sur les titres étrangers.

Chapitre I. — Le droit de timbre au comptant sur les titres des sociétés et collectivités étrangères non abonnées	110
Section I. — Faits donnant lieu à l'exigibilité du droit de timbre au comptant	112
Section II. — Règles relatives à la liquidation et au paiement du droit de timbre au comptant. . .	126
Section III. — Sanction des règles d'exigibilité et de paiement du droit de timbre au comptant, contraventions et pénalités	139
Chapitre II. — Titres de rentes et effets publics des Gouvernements étrangers	144
Section I. — Textes législatifs	144
Section II. — Caractères distinctifs des fonds d'Etat. . .	147
Section III. — Exigibilité du droit de timbre au comptant sur les fonds d'Etat étrangers	150
Section IV. — Liquidation du droit de timbre sur les titres des Gouvernements étrangers . . .	152
Section V. — Contraventions et pénalités	161
Chapitre III. — Le projet Caillaux et le droit de timbre au comptant sur les valeurs étrangères.	163
1 ^{er} Appendice. — Tableau statistique	171
2 ^e Appendice. — Les projets de 1894 et de 1896. . . .	173
BIBLIOGRAPHIE	177

